

Spécial 28 pages

L'intronisation de Biden : la victoire d'une Amérique métissée et LGBT
Folie pseudo-sanitaire : vers un troisième confinement
Entretiens avec Blet et Daillet sur les moyens de combattre l'actuelle tyrannie

RIVAROL

N°3456

“Quand les peuples cessent d'estimer, ils cessent d'obéir”

27/1/2021

HEBDOMADAIRE DE L'OPPOSITION NATIONALE ET EUROPÉENNE

1951-2021 : 70 ans de combats rivaroliens

● Le texte prophétique de Cousteau (en 1958) sur la submersion du monde blanc

● Articles et interviews historiques de Rebatet, Gaït, Brigneau et Madiran

● Entretien exclusif avec Camille GALIC, directeur de RIVAROL pendant 27 ans

● Faux attentat de l'Observatoire : retour sur un scoop rivarolien

● Que reste-t-il de la France et de l'Europe après sept décennies ?



(Dessin de Chard)

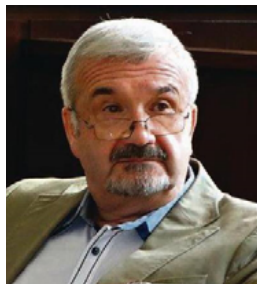


N°3456 DU 27 JANVIER 2021

www.rivarol.com

Wolfgang Fröhlich : titulaire du Prix International Robert Faurisson 2021

Après avoir remis son Prix 2019 à Ursula Haverbeck et son Prix 2020 à Vincent Reynouard, le Comité International du Prix Robert Faurisson créé il y a deux ans a choisi comme récipiendaire en 2021 l'héroïque ingénieur chimiste Wolfgang Fröhlich, aujourd'hui septuagénaire, qui a passé quinze ans de sa vie derrière les barreaux pour avoir contesté le Dogme holocaustique. C'est un record absolu : Wolfgang Fröhlich est en effet le révisionniste qui à ce jour dans le monde est resté le plus longtemps en prison. Si l'on tient compte de toutes ses persécutions, son calvaire dure depuis vingt-cinq ans. Et malgré cela, l'homme n'a pas varié. Il reste debout, intrépide, insoumis. Honneur à lui !



Rappelons que le Prix est remis officiellement chaque année le 25 janvier, date anniversaire de la naissance du Professeur Faurisson (25 janvier 1929 - 21 octobre 2018) qui aurait eu 92 ans ce mois-ci, à un valeureux combattant révisionniste, à un militant en première ligne du combat et qui, à cette fin, a été prêt à renoncer à tout, à se sacrifier jusqu'au bout. Les trois premiers titulaires du Prix international ont ceci en commun d'avoir tous connu la prison.

L'ingénieur chimiste Wolfgang Fröhlich a reçu le Prix 2021 pour ses recherches scientifiques et son combat personnel depuis les années 1990. Wolfgang Fröhlich réside à Vienne en Autriche, il est marié. Cet Autrichien est un spécialiste des traitements liés à l'utilisation de produits chimiques employés pour des raisons sanitaires, et il n'a cessé, malgré une répression implacable exercée à son encontre par un régime corrompu et criminel, de militer pour démontrer combien la thèse selon laquelle plus de trois millions de Juifs ont été exécutés durant la guerre dans des chambres ou camions à gaz, est, selon lui, techniquement insoutenable. Il est coupable du seul délit d'avoir contrevenu à une censure qui, dans des démocraties comme l'Autriche, l'Allemagne, la France ou même la Suisse, interdit au mépris de la liberté d'opinion et de la recherche scientifique d'exprimer publiquement sur certaines données historiques relatives à la période 1933-1945 une opinion non conforme à l'idéologie dominante.

Pour avoir contrevenu à cette censure Wolfgang Fröhlich a été incarcéré pendant 15 ans, dont 11 ans et 6 mois sans interruption depuis

septembre 2007. Evidemment vous n'entendrez pas parler de ce long martyr dans les media audiovisuels, ni même hélas dans la plupart des publications de droite nationale qui craignent d'aborder ce sujet.

Il faut savoir que Wolfgang Fröhlich a fait l'objet de cinq procès au terme desquels il a été systématiquement condamné pour infraction

aux prescriptions de l'article 1, alinéa 3h du *Verbotsgesetz* (loi d'interdiction), une loi en son genre unique au monde, et pour laquelle il n'est pas nécessaire d'expliquer aux Autrichiens de quelle interdiction il s'agit : que dit en effet l'article 1 alinéa 3h dont n'a cessé d'être victime Wolfgang Fröhlich : « *Seront punis des peines prévues par l'alinéa 3g [5 à 10 ans d'emprisonnement, et jusqu'à 20 ans si le délinquant est tenu pour particulièrement dangereux (sic)] quiconque – par imprimé, radio, autre support médiatique ou tout autre moyen lui permettant d'accéder à un public nombreux – nie, minimise grossièrement, approuve ou cherche à justifier le génocide ou d'autres crimes nationaux-socialistes contre l'humanité* ».

Nous publions ci-après la lettre de remerciement envoyée par Wolfgang Fröhlich au Président du Comité International Robert Faurisson, Giuseppe Falisi. La traduction de l'allemand au français a été assurée par les bons soins du polyglotte David Veyssière que nous remercions.

« Dans le prétendu Etat de droit démocratique autrichien, j'ai été exposé pendant 25 ans à une terreur similaire aux usages de la STASI et condamné à 15 ans de détention pour haute trahison sur la foi de l'article 252 du code pénal pour une opinion scientifique étayée sur un détail de l'histoire qui nous est enseignée concernant le III^e Reich, lequel régime a duré seulement 12 ans.

A Monsieur Giuseppe Falisi
Comité international du prix Robert Faurisson

Cher Monsieur,
Tout d'abord, je voudrais vous prier de m'excuser pour l'emploi de l'allemand dans cette lettre et le travail en plus que je vous procure pour la traduire. Mon anglais est malheureusement trop approximatif. Je remercie vivement le comité pour le prix qu'il a daigné

A NOS LECTEURS

Ce 28 pages est un numéro spécial. Les seize dernières pages sont exclusivement consacrées aux 70 ans de l'hebdomadaire de l'opposition nationale et européenne.

Ce numéro exceptionnel a un tirage beaucoup plus important que d'habitude. N'hésitez pas à nous le commander à nos bureaux (Editions des Tuileries, 19 avenue d'Italie, 75 013 Paris) en 1 exemplaire (7 euros franco), en 5 exemplaires (30 euros franco), en 10 exemplaires (50 euros franco) ou en 50 exemplaires (200 euros).

N'hésitez pas non plus à vous en procurer plusieurs chez les marchands de journaux, kiosques, maisons de la presse, rayons intégrés de supermarchés (5 euros l'exemplaire) et à les diffuser massivement autour de vous pour faire connaître la doyenne des publications de la droite nationale qui paraît sans discontinuité depuis sept décennies.

Et ce n'est pas une mince performance quand on constate la disparition de nombreux titres au sein de notre mouvance depuis quinze ans : le *Libre journal de la France* courtoise en octobre 2007, *Français d'abord* en avril 2008, *National-Hebdo* en juin 2008, *Flash* et *Le Choc* du mois en septembre 2011, *Daoudal Hebdo* en juin 2012, *Le Spectacle du Monde* en août 2014 (même si le groupe Valmonde essaie de relancer ce périodique depuis peu), *Le Crapouillot* à l'automne 2017, *La Nouvelle Revue d'histoire* en décembre 2017, *Sous la Bannière* en janvier 2018, *L'Action française* 2000 en février 2018, l'hebdomadaire *Minute* début février 2020 il y a quasiment un an.

D'où la nécessité impérieuse de maintenir et de développer l'hebdomadaire de l'opposition nationale et européenne qui reste l'une des dernières publications de la droite nationale, et très certainement la plus radicale et la plus offensive actuellement vendue en kiosques. RIVAROL est même actuellement le seul hebdomadaire de la mouvance, *Valeurs actuelles* étant beaucoup moins à droite et n'abordant jamais les sujets sulfureux (révisionnisme, question juive, maçonnerie...)

Ce numéro spécial restera huit semaines en vente, du 27 janvier au 23 mars 2021 inclus. Que nos lecteurs qui achètent RIVAROL régulièrement fassent donc attention à partir du 3 février à bien se procurer le numéro de la semaine car naturellement nous continuerons à paraître tous les mercredis matins.

Toute l'équipe de RIVAROL compte sur votre dévouement militant pour diffuser au maximum ce numéro historique et vous remercie d'avance de vos efforts.

Nous espérons qu'il vous plaira et vous donnera autant de joie que celle que nous avons éprouvée à le confectionner pour vous, amis lecteurs, sans lesquels nous ne serions rien. Le numéro est beaucoup plus épais que d'habitude, le menu est copieux, mais après tout on n'a pas tous les jours 70 printemps ! Bonne lecture à tous !

m'accorder, ainsi que pour l'honneur d'avoir été désigné en même temps par le très estimé Professeur Faurisson.

J'ai rencontré la première fois M. le professeur Faurisson en Suisse à Baden où nous étions convoqués comme experts en qualité de témoins pour un procès à caractère politique intenté contre Jürgen Graf. Bien entendu, le verdict avait été déjà à l'époque prononcé d'avance, comme c'est le cas depuis des décennies dans des procédures semblables en Autriche et en Allemagne. Nous nous sommes de nouveau rencontrés ultérieurement à la conférence sur l'Holocauste de Téhéran en 2006, où nous nous sommes longuement entretenus. A cette occasion, il me présenta son frère. Peu de temps après, j'ai été de nouveau arrêté en Autriche.

Je voudrais maintenant vous parler de ma situation personnelle. Comme vous le savez peut-être, l'Etat autrichien a complètement ruiné mes moyens d'existence, ainsi que ceux de ma famille par 25 ans de persécution politique et 15 ans de détention illégale. Ladite persécution se poursuit maintenant après

la fin de mon incarcération par d'autres moyens. On refuse de me verser ma retraite, ainsi que toute aide sociale. Je n'obtiens en outre aucun passeport et aucune carte d'identité. L'Etat autrichien a choisi désormais de me réduire à la famine. Je vis grâce aux soutiens de quelques amis, malheureusement peu nombreux, en quelque sorte au jour le jour. Mes possibilités d'existence sont donc extrêmement réduites. J'ai conservé cependant mon optimisme.

Je sollicite votre bienveillance, ainsi que celle du comité, nous ne pourrions poursuivre cette conversation que par écrit pour des raisons personnelles et d'organisation, ainsi que par la prudence qui s'impose à moi. Nos ennemis ne répugnent, comme vous le savez, à aucun crime.

Je vous salue très chaleureusement Madame Renouf, Monsieur Nichols, ainsi que tous les combattants pour la vérité historique et je vous remercie encore de l'honneur que vous m'avez fait. »

Wolfgang FRÖHLICH.

Editorial

C'EST DÉSORMAIS à peu près certain à l'heure où nous écrivons ces lignes : la France se dirige vers un troisième confinement qui pourrait être annoncé à tout moment par les pouvoirs publics. La décision serait en réalité déjà prise. Un reconfinement qui pourrait durer deux mois environ, en février et en mars. Nous savons déjà que les restaurants et les bars resteront totalement fermés, au moins jusqu'à Pâques. Cela fera alors plus de six mois que ces commerces auront été interdits de toute activité. C'est un effrayant désastre économique, humain, social. Comment ces professions indépendantes qui contribuent au rayonnement de la France pourront-elles se relever de telles mesures mortifères ? D'autant que nous ne sommes pas au bout de nos peines. Ce troisième confinement imminent n'est probablement pas le dernier. Les experts autoproclamés qui défilent sur les plateaux de télévision expliquent que la situation actuelle pourrait durer encore de très longs mois malgré l'arrivée des vaccins.

Yves Lévy, professeur d'immunologie clinique (oui, la médecine en France, comme beaucoup d'autres secteurs stratégiques, est dans la main d'un certain groupe ethnique), estime dans *Le Figaro* du 25 janvier qu'il faut se préparer à ce que le virus circule « pendant des années ». Vous avez bien lu : il n'a pas dit

pendant un an ou deux. Non, pendant des années ! Ce qui rejoint ce qu'avait dit, avec une rare et étonnante prescience, dès mars 2020, un autre communautaire, Jacques Attali, selon lequel plus rien ne serait désormais comme avant. Il faut expliquer aux gens, écrivait-il, qu'ils ne pourront plus jamais retrouver leurs vies et leurs habitudes d'avant le virus. Nous allions vivre dans un autre paradigme.

Et on commence peu à peu à le comprendre : avec ses vagues successives (deuxième, troisième), avec ses mutants (anglais, sud-africain), ce virus dont l'origine n'est toujours pas clairement établie sera notre perpétuel compagnon de route. Un virus qui apparaît comme une aubaine pour les cercles dirigeants qui peuvent ainsi, au nom de motifs officiellement sanitaires, réduire à néant la plupart des libertés fondamentales, et conduire l'humanité entière apeurée et manipulée à une servitude sans précédent, à un esclavage de chaque instant. Il ne nous est plus permis de vivre ni de respirer. Y compris physiquement avec ses affreuses muselières. La prison, la répression n'est plus seulement aujourd'hui pour les révisionnistes, les contempteurs du lobby judéo-sioniste, elle est pour tout le monde, sauf qu'il s'agit en l'occurrence d'une prison à

ciel ouvert. Le geôlier n'a pas besoin de nous enfermer à clé dans une cellule, la pression sociale, la peur du gendarme, le conditionnement psychologique, la désinformation géante font que ce sont nos compatriotes eux-mêmes qui s'enferment et se créent une prison mentale. C'est l'époque de la servitude volontaire, la pire qui soit.

Quelle tristesse de constater en province que beaucoup de ceux qui avaient été actifs et courageux pendant l'épisode des gilets jaunes ne sont pas les derniers à suivre servilement les consignes gouvernementales. A croire qu'ils ont davantage peur d'un virus qui pour l'instant fait bien peu de morts (même si on ne peut pas exclure qu'on voie apparaître tout à coup, comme par magie, un virus beaucoup plus létal) que de la négation radicale et durable de leurs libertés, de leur identité et de leur dignité d'homme.

LA TYRANNIE PSEUDO-SANITAIRE et arc-en-ciel s'accélère sous la présidence de Joe Biden qui coche toutes les cases du politiquement correct et qui n'est que la pâle et fade créature de l'Etat profond. Le discours d'investiture du 46^e président des Etats-Unis prononcé le 20 janvier sur les marches du Capitole fait froid dans le dos. Le successeur de Donald Trump à la Maison-Blanche s'est livré

à une véritable déclaration de guerre contre les Blancs d'Amérique. Il s'est formellement engagé à vaincre « la montée de l'extrémisme politique, de la suprématie blanche et du terrorisme intérieur ». Qu'entend-il par suprématie blanche ? Que l'on sache, les Blancs n'ont pas davantage de pouvoirs et de droits aux Etats-Unis que les autres races. C'est même la loi sur l'immigration et la naturalisation de 1965 du parlementaire israélien Emmanuel Celler qui est directement à l'origine de l'effondrement racial de l'Amérique composée jusqu'au milieu des années soixante de 90 % d'Européens. Il pourrait n'être plus qu'un tiers d'ici une génération.

Et Biden d'insister dans son discours inaugural : « *Un appel à la justice raciale... ne sera plus différé* ». Mais là encore, en quoi les Blancs sont-ils privilégiés ? Il ne fait donc aucun doute que le nouveau président américain va mener une politique ouvertement pro-Black Lives Matter, anti-Blancs, immigrationniste, pro-avortement et LGBTiste. Sachant que les Etats-Unis exercent hélas une grande influence sur les nations européennes, l'avenir ne s'annonce pas radieux.

RIVAROL,

<jeromebourbon@yahoo.fr>

Reconfinement et présidence arc-en-ciel

Chronique de la France asservie et... résistante

A CAUSE de ses colossales difficultés financières, le Rassemblement national a décidé de licencier quatre salariés tout en ne remplaçant pas deux départs à la retraite. En fait une dizaine de personnes pourraient être concernées et le parti qui comptait encore 38 salariés en 2019 espère en compter moins de 30 prochainement. Mais des licenciements coûtent cher, très cher. Ce sont quatre personnes du service de communication qui ont déjà reçu leur convocation à un entretien préalable pour licenciement "économique". Le parti cherche désespérément, et sans succès pour l'instant, à déménager son siège de Nanterre pour un local plus petit. Comme nous l'avons déjà évoqué, la situation est critique. Le parti de Marine Le Pen avait subi une perte de 2,4 millions d'euros en 2018 (derniers comptes publiés) et ses charges de personnel sont tout à fait extravagantes. Elles représentaient 3,5 millions d'euros en 2018, pour 53 salariés ! Insensé... L'endettement fin 2018 atteignait 24,4 millions d'euros, dont 15 millions à échéance de moins d'un an. En 2020, le RN a reçu environ 5,5 millions d'euros de subvention publique, dont 4,4 millions se sont envolés pour rembourser un emprunt contracté auprès du micro-parti Cotelec du fondateur du FN, Jean-Marie Le Pen, pour la campagne présidentielle de 2017. De plus, le parti a dû trouver en juin 2020 un accord de rééchelonnement avec son créancier russe, qui le poursuivait en justice pour le non-remboursement d'un prêt, souscrit en 2014, d'environ neuf millions d'euros. Le parti, exsangue, a déjà lancé plusieurs emprunts auprès de ses militants, avec des résultats médiocres. Il doit encore trouver 30 millions d'euros pour ses prochaines campagnes électorales (départementales, régionales, présidentielle, législatives), selon son trésorier Wallerand de Saint-Just, qui déplore que les banques refusent de lui prêter de l'argent. Le timing des annonces est surprenant et revêt une symbolique des plus "signifiantes". En effet, les salariés licenciés ont été prévenus le jour où la dirigeante du parti célébrait son 10^e et morose anniversaire à la tête du FN, devenu RN, le 16 janvier 2021, et, le jour de leur entretien de licenciement, le 25 janvier, Marine Le Pen devait adresser ses vœux à la presse. Quels symboles !

MARION MARÉCHAL ET LE RACISME ANTI-BLANC

Omar Sy est un acteur, paraît-il populaire. Il a une immense qualité par les temps qui courent : il est noir. Omar Sy a été élu personnalité préférée des Français, selon un classement établi par le *Journal du dimanche*. Il devance un autre acteur, Gad Elmaleh, et Yannick Noah. On cherche vainement un Français de souche, mais on sait bien qu'il n'en existe plus de talentueux depuis la disparition de Gabin, Lino Ventura et Bourvil. Ses derniers films ont été des bides. Peu importe. Le voici à l'affiche dans un film qui devrait faire date *Lupin* : dans l'ombre d'Arsène qui présente un cambrioleur contemporain inspiré dans ses coups par Arsène Lupin. Ça sent le méga-bide, mais celui qui était très ami avec « Monsieur Weinstein » n'en a cure. Il a d'autres préoccupations, s'en prenant à « la violence faite aux migrants », aux « discriminations », appelant à avoir « le courage de dénoncer les violences policières qui sont commises en France », soutenant la famille Traoré, etc.

Dénonçant « [la peur] de mourir entre les mains des forces de l'ordre » il en vint même, pour sauver sa peau, à se réfugier dans l'Amérique de Trump. En juin 2020, il manifesta à Los Angeles, aux États-Unis, dans le cadre des émeutes suivant l'affaire George Floyd. Mais le voici de retour en France, ce qui dénote un certain héroïsme. Il est invité, il est vrai, par le président Macron, à participer au « Beauvau de la sécurité » où il a certainement des choses importantes à dire. Interdit de rire... Marion Maréchal (sa tante n'a évidemment pas réagi) lui a cloué le bec, dénonçant « le traditionnel business victime d'activistes », lundi 18 janvier, dans l'émission Morandini,



répliquant : « Omar Sy est un homme à qui la France a permis de devenir une star internationale. Il a pu devenir multimillionnaire, aller vivre joyeusement aux États-Unis. Il revient ensuite en France en étant le contre-exemple de ce qu'il essaie de démontrer pour expliquer que cette France-là est raciste, depuis son poste américain. À part dire "merci", je ne sais pas ce qu'il devrait dire d'autre. » Et d'insister : « Bien sûr qu'il y a du racisme anti-blanc ». Heureusement pour elle, elle n'est plus adhérente au parti de Marine Le Pen : elle s'en ferait éjecter sur le champ...

ET MAINTENANT ILS SE DÉVORENT ENTRE EUX !

On se souvient qu'il y a trente ans, Konk, l'un des plus remarquables dessinateurs politiques de la presse française, qui illustrait alors les *unes* du *Monde*, était brutalement éjecté du journal de référence de l'intelligentsia française. Il avait, il est vrai, commis un dessin révisionniste abominable et même fait circuler une pétition en faveur de la liberté d'expression pour les révisionnistes. Aujourd'hui, *bis repetita*. Voici Xavier Gorce qui prend la porte pour un dessin évoquant les thématiques de l'inceste et des personnes transgenres. Il montre un jeune pingouin demandant à un congénère : « Si j'ai été abusé par le demi-frère adoptif de la compagne de mon père transgenre devenu ma mère, est-ce un inceste ? ». Xavier Gorce entendait, entre autre, se moquer d'Alain Finkielkraut qui, sur *LCI*, osait poser la question, à propos de l'affaire Duhamel : « Y a-t-il eu consentement ? Y a-t-il eu une forme de réciprocité ? D'abord on parle d'un adolescent (pas d'un enfant). Pour spécifier le crime, il faut savoir s'il y a eu consentement ou non ». Des propos scandaleux qui devraient faire réfléchir la droite naïve qui a les yeux de Chimène pour Finkie et qui l'amenèrent à être remercié sur le champ de *LCI*. Mais le dessin de Xavier Gorce déclencha lui aussi de nombreuses réactions sur les réseaux sociaux, certains dénonçant une forme de transphobie, accusation meurtrière par les temps qui courent. Du coup, *Le Monde* se confondit en excuses, sa directrice, la militante antifa et féministe Caroline Monnot écrivant sur le site qu'il « n'aurait pas dû être publié », ajoutant : « Ce dessin peut en effet être lu comme une relativisation de la gravité des faits d'inceste, en des termes déplacés vis-à-vis des victimes et des personnes transgenres » et tenant à « s'excuser de cette erreur auprès des lectrices et lecteurs qui ont pu en être choqués ». Du coup, le caricaturiste (plutôt politiquement correct au demeurant) claqua la porte de la rédaction du *Monde* en déclarant que « la liberté ne se négocie pas ». Dernière lâcheté de la direction du quotidien : elle explique que non, il n'a pas été viré, mais est parti de son propre chef. Dans les médias de gauche, on ne rigole plus. Ils se mentent entre eux. Ils ont tellement censuré les autres qu'ils ne peuvent plus s'empêcher de se censurer entre eux. Commentaire amusé de Jean-Yves Le Gallou : « Finalement, les promoteurs du politiquement correct se retrouvent mangés à leur tour par le politiquement correct ».

CACHER ET HALAL NE SONT PAS BIO !

Le site francophone sioniste *JForum*, nous livre cette information effrayante : le Conseil

d'Etat est, ni plus, ni moins, antisémite et anti-musulman. Il vient en effet de décréter que le cachet et le halal ne sont pas compatibles avec le bio. Quoi ! Mais c'est l'abomination de la désolation ! Ils font la guerre à l'abattage rituel, alors que celui-ci « est le moins douloureux » et « n'est pas un acte cruel envers les animaux ». Et d'asséner que la technique de l'étourdissement est autrement plus douloureuse pour l'animal qu'un simple égorgement. L'étourdissement suivi de « l'explosion du cerveau » (toujours les grands mots) c'est, ni plus, ni moins, « une mutilation du cerveau » (encore les grands mots). Voici le Conseil d'Etat dans la ligne de mire. Il a, en estimant que l'exclusion du halal et du label cachet « ne porte pas atteinte à la liberté de religion et n'est pas discriminatoire », écrit le site juif, « bizarrement TRANCHE (en majuscules, humour cachet) qu'un animal élevé de manière conforme à la norme (juive), perdait son caractère Bio du seul fait que son cerveau n'avait pas été explosé ». Décidément, jusqu'où va se nicher l'antisémitisme...

Nous le savons, un vent mauvais souffle sur la France et sur l'Europe. Voici que la Cour européenne des droits de l'homme justifie le boycott d'Israël. Elle vient en effet de condamner en appel la France dans une affaire d'appels au boycott de produits israéliens. Des militants qui appelaient au boycott de produits issus des territoires occupés avaient été condamnés par la justice française pour incitation à la discrimination économique envers des personnes en raison de leur appartenance à une nation. Voici le jugement cassé. Du coup, Francis Kalifat, Président du Crif, « s'inquiète de ce que la décision de la cour de Strasbourg n'ait pour conséquence une augmentation significative des actes et discours haineux contre les Français Juifs... » Rien que ça...

Mais ce n'est pas tout. On découvre avec effroi que le maire EELV de Bordeaux (celui qui n'aime pas les sapins coupés) est, ni plus, ni moins, qu'un antisémite planqué. Pierre Hurnic a en effet proposé à l'Union juive française pour la paix (UJFP) de participer à un plan de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, aux côtés de la Licra, de SOS Racisme et du Crif, notamment. Jusque-là, tout semble impeccable. Oui mais, l'UJFP a beau être farouchement antiraciste, cette association juive n'en est pas moins tout aussi farouchement « antisioniste, solidaire de la résistance palestinienne » considérant le sionisme comme un « colonialisme ». Le fait que l'association juive antisioniste ait récemment publié un texte polémique de l'indigéniste Houria Bouteldja sur Miss Provence, April Benayoun, où elle déclarait : « On ne peut être Israélien innocemment » a, bien sûr, suscité la fureur de l'officine. Du coup la Licra, folle de rage, a claqué la porte de la commission. Et voici le pauvre Pierre Hurnic menacé d'être déshabillé comme un arbre mort...

FADELA BENRABIAL, UNE PRÉFÈTE VIRÉE

Fadela Benrabial est une femme, issue de plus de la "diversité", comme ils disent. Née en Algérie, ce qui est un gage d'excellence. Et puis, elle n'est pas énarque. Elle est titulaire d'une maîtrise en sociologie, certes un des diplômes les plus inutiles au monde, mais qui pose sa femme dans le monde des bobos. Bref, elle avait toutes les qualités pour être nommée "préfète" d'Eure-et-Loir. Ce qu'elle fut. Las, la "préfète" a un concubin, policier de surcroît, qui s'est adonné à quelques petites fantaisies. Alors qu'il conduisait un modeste véhicule appartenant à la préfecture, il fut impliqué dans un accident ayant causé des bles-

sés à Neuilly-sur-Seine et prit derechef la fuite au lieu de les secourir, traversant plusieurs communes de la région parisienne avant que la course-poursuite ne s'arrêtât à Rueil-Malmaison. Ivre, il fut interpellé, puis placé en garde à vue et présenté à un juge du tribunal de Nanterre. Petit détail fâcheux : il est poursuivi pour « conduite sous l'emprise de l'alcool et de stupéfiants ». Le conducteur est convoqué le 4 mai 2021, à 9 heures, devant la 11^e chambre du tribunal correctionnel de Nanterre. Dans l'attente de son jugement, il a été placé sous contrôle judiciaire avec interdiction de conduire. Quant à la pauvre "préfète", elle s'est fait virer de son poste. Mais nul doute que leur République lui trouvera un douillet refuge.

SOULÈVEMENT ANTISÉMITES AUX ÉTATS-UNIS ?

Le site du Crif évoque un article de l'historien et sociologue Pierre Birnbaum, spécialiste de l'histoire des juifs de France, paru dans *Le Monde*, qui revient sur « l'assaut du Capitole par des groupes d'extrême droite enhardis par la rhétorique du président Donald Trump ». On y apprend avec effroi qu'il s'agissait, ni plus, ni moins, que d'un « soulèvement antisémite ». La preuve ? Les néonazis-socialistes du NSC-131 (?) étaient présents, de même que des Proud Boys dont certains (?) arboraient des t-shirts sur lesquels figurait « 6MWE » pour « 6 Millions Wasn't Enough » (« 6 millions ne suffisaient pas »), Et puis, cerise sur le gâteau, le jour de l'attaque contre le Capitole, un drapeau confédéré flottait sur le *Museum of Jewish Heritage* de New York !

Il y avait aussi eu « la logique du défilé de l'extrême droite blanche néonazie de Charlottesville (Virginie), en 2017 ». Ils n'étaient que quelques dizaines mais peu importe (rappelons que la Constitution américaine accorde en principe une liberté absolue de manifester). Et puis, à l'origine d'attentats meurtriers perpétrés par des « suprématistes blancs », il y a la théorie du « grand remplacement » élaborée par Renaud Camus et importée aux États-Unis. Camus a donné, dit l'auteur, à ces mouvements radicaux leur mot d'ordre : « You will not replace us » (« vous ne nous remplacerez pas »). Pauvre Renaud Camus qui a pris pourtant grand soin de prendre ses distances avec les « extrémistes » et les « identitaires »... On apprend aussi dans cet article rempli de souffrance que « les discours de Trump sont émaillés d'allusions antisémites ». La preuve : dans son ultime discours de campagne présidentielle, il dénonce « le pouvoir global qui vole la classe ouvrière, dépouille le pays de ses richesses ». C'est quoi ce « pouvoir global » ? Mais, pardi, les Juifs ! On apprend avec stupeur que les antisémites américains vont s'inspirer « d'Edouard Drumont et d'une tradition contre-révolutionnaire catholique française ignorée jusque-là aux États-Unis ». Ce sont là des billevesées quand on sait que Trump fut le président américain le plus pro-israélien de l'histoire.

Robert SPIELER.



(Dessins de Chard)

La république est l'antithèse de la vraie France

Rémy Daillet-Wiedemann s'est fait connaître depuis quelques mois par ses vidéos sur YouTube dans lesquelles il appelle à une insurrection, à « *un coup d'Etat pacifique* » en France. Nous avons cherché à en savoir plus en lui donnant la parole. Il nous répond en toute liberté, avec son franc-parler et son humour habituels. Les personnes désireuses de se renseigner davantage ou d'entrer en contact avec Rémy Daillet peuvent se rendre sur son site Internet : <https://remy-daillet-wiedemann.fr/>

RIVAROL : Pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs, dire qui vous êtes, quel est votre parcours, votre profil, quelles sont vos convictions et certitudes ?

RÉMY DAILLET-WIEMANN :

Connaissant votre tempérament taquin, je répondrais d'abord, à votre question : « Pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs ? » que c'est comme quand on vous demande : « Pourriez-vous me dire l'heure ? », à quoi on peut répondre valablement : « Oui, je le peux », sans la dire.

Donc, oui, je le pourrais, mais pourquoi faire, que diable ? Je répugne toujours à ces questions qui ne regardent que Dieu et moi. De quoi je me mêle, après tout ? C'est tout de même un comble. Sitôt qu'on autorise à vous poser des questions, on se voit visé par certaines qu'on n'aurait jamais osées poser au temps de Charles le Chauve. Tenez, d'ailleurs, puisque vous faites déjà dans l'outrance, vous permettez, je vais oser, moi aussi : « Et vous, qui dites-vous que je suis ? »

Mais accessoirement, croyez-vous que vos lecteurs en aient quoi que ce soit à faire ? Ils s'en tamponnent forcément, et cette interview qu'ils font mine de lire avec pénétration ne leur sert présentement qu'à faire croire à leurs épouses qu'ils se cultivent sérieusement, alors qu'en réalité, ils échappent ainsi à la corvée de vaisselle. Et ils ont bien raison de s'en tamponner, parce que mon sujet n'importe pas. Du moins, pas encore ! Personne n'a demandé à Jake LaMotta qui il était avant d'écraser Marcel Cerdan. Ni à Vincent de Paul qui il était et ce qu'il croyait quand il eut célébré sa première messe à Notre-Dame-des-Grâces (vous voyez que j'excelle dans l'art de donner à boire et à manger à tout votre public).

Il faut que je vous dise, plus sérieusement : le passé est, dans quelques cas, particulièrement muet, quand il est question de Providence. Convictions et certitudes, je n'en ai aucune qui soit de ce monde. Je n'ai pas eu l'opportunité de me constituer ce pécule qui fait des titres de gloire et des chapelles ici-bas et qui ne passe pas le seuil de la mort.

R. : Vous dirigez un site L'Ecole à la maison. Pouvez-vous nous en dire plus ? Et que pensez-vous de la décision des pouvoirs publics qui veulent interdire de fait, sauf très rares exceptions, l'instruction à domicile dès la rentrée scolaire 2021 et resserrer l'étau autour des écoles confessionnelles hors contrat ? Comment expliquez-vous cette attitude du gouvernement et du chef de l'Etat et que peut-on faire selon vous pour résister ?

R. D-W : Vous dites d'abord que je dirige un site, celui de l'école à la maison. Cela me fait de l'effet. Je suis en effet le Conducator et le Guide suprême d'un site que je dirige. Mais je ne dirige presque rien d'autre. Remarquez, c'est déjà pas mal.

En dire plus ? Ma foi, l'école à la maison s'impose très naturellement à quiconque souhaite que son enfant ait, ne serait-ce qu'un peu d'instruction. Eviter l'école ne relève que du bon sens, après tout qui a envie d'élever un futur chômeur, un futur SDF ou pis, un futur membre du conseil régional local ? Vous ne savez pas que 100 % des politicards et des secrétaires d'Etat socialistes sortaient

de l'école ? Savez-vous que l'école a produit Macron, Dutroux, Fourniret et Marlène Schiappa ? Savez-vous que Cécile Duflo la vantait ? N'est-ce pas assez pour décrédibiliser cette institution ? Julien Dray et Harlem Désir sont allés à l'école ! Qui ne voudrait pas aussitôt l'abolir ?

Certes, mettre à bas l'école serait une première dans l'Histoire de l'Humanité, puisque jusqu'ici, toutes les générations ont cru qu'elle élevait. Or, c'est désormais le contraire, pour la première fois depuis 4000 ans. Les gens éclairés, qui sont la référence des temps à venir, disent donc aujourd'hui, à mon instigation : reprenons l'instruction de nos enfants, et réservons-nous le droit de les éduquer. C'est le moment de faire ce que l'Humanité a toujours fait : élever les enfants. C'est d'autant plus nécessaire que des sagouins fomentent, dans leurs loges obscures, dans leurs convents ignares, portant tabliers et masques de Village People provinciaux, l'arrachage de l'enfant à sa famille. Avec le contrôle de l'école dont ils se flattent, ils ont tôt fait d'obtenir la décrébration de nos

petits, leur hyper-sexualisation, leur avilissement complet.

D'ailleurs, si la question vous intéresse, je pourrais vous expliquer comment l'école se sert de la psychiatrie pour détruire l'enfant, un pourcentage énorme d'enfants se voient affligés de diagnostics commis par des hurluberlus au service du système et s'improvisant psychiatres. Sans le moindre examen approfondi, 25 à 30 % des enfants démarrent dans la vie avec la conviction qu'ils sont dys, autistes ou phobiques, ce qui les conditionne et finit par les amener souvent à développer de vrais symptômes. Sortez les enfants de l'école et, ô miracle, les symptômes régressent brutalement, nous en avons des milliers de témoignages. C'est formel ! L'"école" fabrique des malades, des handicapés, des impuissants, des pervers. Cette école publique est en fait l'industrie des maladies de l'enfance, dispensant de mauvaises méthodes, l'enfant ne retient rien, il ne réfléchit plus, il n'a plus de logique, plus de chronologie, plus de langage, plus de mémoire puisqu'il n'y a plus d'apprentissages par cœur, plus d'analyse, plus de pensée évidemment, puisqu'il n'y a plus de dictée, plus de rédaction, plus de raisonnement mathématique (avec des profs qui ne connaissent qu'à peine leurs tables...), plus de chronologie, plus de synthèse, plus rien en un mot de ce qui faisait l'école. L'école n'est pas seulement une ordure à recycler, c'est une saloperie d'entreprise criminelle vicieuse à éradiquer comme un fléau, il n'y a rien à réformer. Pas de discussion possible. On garde les bons enseignants généralement persécutés, on vire les incompetents, on arrête les cadres presque tous maçons, tous les mauvais recteurs, tous les inspecteurs-voyous qui se croient patrons de kommandantur locales, il faut virer tout ce monde et le remplacer par des jeunes, dissoudre le ministère du viol de l'enfance et envoyer aux bagnes les cadres, il n'y a pas moyen de faire autrement. Sans compter que beaucoup sont dans des réseaux pédosatanistes, qui se distribuent équivalement dans l'ASE, les CMPP, la PMI, la MDPH etc. Des récits, nous en avons ! Quand on aura nettoyé l'école, les diagnostics disparaîtront, vous n'avez pas de diagnostics de ce genre dans les vraies écoles chrétiennes ; c'est l'école qui est autiste, dyslexique, dyspraxique, dyspédique, c'est l'école qui ne supporte ni les parents ni les enfants, c'est l'école qui martyrise, ou qui laisse de mauvaises familles martyriser des enfants (car la règle veut qu'on aille persécuter de bons parents et laisser courir les mauvais) ; ce n'est pas du hasard, c'est de la subversion pure !

Ce que je pense de l'interdiction de l'instruction à domicile ? Qu'elle est impossible légalement si l'on suit les textes supérieurs que sont la Déclaration des Droits de l'Homme de

1948 et la Constitution, et que si la loi passe avec la complicité du Conseil constitutionnel, puisque les imposteurs au pouvoir n'en ont cure, la tyrannie sera officialisée et, dès lors, nous serons libérés de toute obligation, y compris déclarative, et dès lors, tout sera pour le mieux dans le meilleur des mondes (ce que j'ai expliqué en détail sur la page du site intitulée « actualité de la loi »). Les lois iniques d'une dictature n'ont pas à être suivies, elles ont même à être combattues. Ce n'est pas que vous ayez le droit de ne pas y obéir, c'est que vous êtes obligés de les refuser, ce qui, entre vous et moi et les quais de Seine, n'est pas la même chose !

J'en pense, pour tout dire, que la république n'est plus rien et que nous n'avons vraiment plus à y prêter attention ; qu'il ne faut en parler que pour y mettre un terme. C'était une galéjade. Ce fut d'abord une sanglante destruction, puis une perpétuelle subversion, c'est enfin une agonisante inversion. Puisque, après tout, nous sommes ces générations qui peuvent en juger, ainsi que le prétendaient les révolutionnaires de l'An 2 qui affirmaient qu'après 200 ans seulement, les Français pourraient se prononcer, nous le faisons. Nous en jugeons et nous disons : « Ô révolutionnaires coupeurs de têtes, vous vous êtes trompés, la vraie France assurait mieux nos droits ; vos calculs fous, votre manie de tout écrire et tout régenter, vos promesses ont tout ruiné ; il est temps de rentrer à la maison, de remettre debout le mobilier, à commencer par l'autel séculaire, de restaurer le jardin dont vous avez coupé les arbres, de repeupler nos campagnes, de refluer nos parterres, de laisser enfin chacun vaquer à ce qui lui plaît ; il est temps de redevenir des Français, libres et francs d'abord. Puisque vous nous avez apostrophés, nous vous répondons, et nous répondons à Hugo, à Gambetta, à Zola, à Garibaldi et à Jaurès : votre ordre des choses était illusion, vos rêves chimères dangereuses et sorties du Sens, elles étaient malfaisantes, diaboliques ; vous avez cru en un homme sans Dieu capable de tout gouverner et il en était en fait incapable, que l'homme qui n'est pas hautement cerné par un ordre des choses bienfaisant ne peut que mal faire, et pis encore que c'est l'imbécile et le malfaiteur qui ont repris votre legs, c'est eux qui gouvernent parce que vous avez cru en la loi du nombre quand seule la qualité vaut, quand vous avez dépouillé la population par votre assistance qui l'a bien plutôt assistée et dépossédée de ses anciens pouvoirs et savoir-faire, et finalement avilie et livrée, et nous ne l'acceptons plus. Nous le récusons, nous établissons la société qui est la nôtre, nous rétablissons nos droits, qui sont avant tout ceux de Dieu ».

« Resserrer l'étau autour des écoles confessionnelles hors contrat ? » : certainement. Il ne peut être de liberté véritable en république et celle d'éduquer en est. Le Diable sait bien ce qu'il faut empêcher et interdire. Les cours libres sont cuits, et ils ne veulent d'ailleurs guère le savoir. Les esprits, soviétisés, attendant l'heure fatale sans réaction sérieuse. Il y a de ces gens peu aux faits des intentions métapolitiques du système, qui mordraient plutôt la main qui secourt que celle des maîtres-tyrans.

« Comment expliquez-vous cette attitude du gouvernement et du chef de l'Etat ? » Elle s'explique en ce fait simplissime que ces laquais ne sont que les serveurs de la synagogue de Satan, qui l'ignore ? Ensuite, il n'y a ici nul « chef de l'Etat », il n'y a qu'imposture et votre révérence n'a pas lieu d'être. Je ne suis pas venu pour révéler de fausses royautés et si nous avons jusqu'ici admis que des hommes imparfaits pouvaient recevoir leur pouvoir d'En-haut, nous disons "Non" quand ces hommes le trahissent au point de nier qu'il y ait un quelconque ordre des choses. On ne sacre pas l'inversion. On ne couronne pas l'absurde. Sur ce point, répondant à Jean-Pierre Maugendre, j'ai montré que saint Thomas d'Aquin disait exactement ce que je dis.

« Et que peut-on faire selon vous pour résister ? » Opposer à l'Etat toutes les grandes et petites parades du refus, du blocage. Mais il

y a mieux à faire que résister : il y a à abattre. Les familles ne peuvent s'offrir le luxe d'une résistance, le péril est trop imminent.

R. : Vous vous êtes fait connaître récemment en appelant à une insurrection pacifique. Pouvez-vous nous en dire plus sur le sujet et comment cela vous paraît-il possible quand on connaît le légalisme des forces de l'ordre et de l'armée sous nos latitudes ?

R.D-W. : Depuis Babel, les troupes du tyran lui sont toujours majoritairement dévouées. Ces policiers ou ces gendarmes-là ne sont pas différents des soldats d'Hérode, ils sont même plutôt moins bien élevés (ils sont allés à l'école publique, voire plus haut). Il se trouve cependant que quelques esprits libres parmi eux, qui ont eu un peu d'éducation, n'entendent point se laisser faire et conservent un sens du service de l'Etat. Par chance, les gens libres sont statistiquement plus intelligents que les autres, chacun en 40 et parfois 400. C'est avec ces gens et suffisamment de peuple que nous rétablirons prochainement la souveraineté populaire lors de ce renversement et que, par une nouvelle Triple Donation, nous remettrons à Dieu tous les pouvoirs, afin qu'Il nous les remette et que nous dispensions au peuple les prérogatives séantes que les tribulations et le sens de sa mission auront sanctifiées.

Renversement pacifique, autant que possible, cela dépendra de l'adversaire, capable de brutalités inadmissibles. Nous avançons le drapeau blanc à la main, après avoir fait les sommations d'usage, d'ailleurs réglementaires et prévues par la loi. Les Forces de l'Ordre, qui ne valent que pour l'ordre au service du peuple et non du ministère, doivent savoir que leur réaction conditionne leur avenir, que nous mettrons à la rue tous les agents s'étant opposés à l'action du peuple et que ceux qui auront aidé prendront les places, que leurs salaires seront multipliés conséquemment.

R. : On vous objecte parfois que vous demandez aux gens qui sont en France de prendre des risques alors que vous êtes vous-même à des milliers de kilomètres de notre pays, et que vous ne risquez pas grand-chose a priori. Que répondez-vous à ces reproches ?

R.D-W. : Reproches bien vains, quand d'une part je ne demande rien à personne — et où aurais-je demandé à quiconque de prendre des risques, selon ces propos de bagasses ? —, quand d'autre part j'ai essuyé plus que la majorité, quand elle était encore à l'abri de ses salaires et de ses confort, de ses illusions et de ses commodités, dont ils découvrent sur le tard qu'il n'y avait là qu'illusion ? Les gens qui ont véritablement vécu s'abstiennent de ces vulgaires considérations. Où étaient ces bavards quand nous affrontions le système ? Je n'appelle chacun qu'à son devoir, et chacun est un mot qui concerne des personnes, ce qui, il est vrai, ne se trouve plus guère. D'ailleurs, je suis en Europe à peu près quand je le veux, et sans forcément le dire.

Je ne suis pas ce général à titre provisoire spécialiste du 100 mètres dans les couloirs du ministère qui a réduit à néant nos forces à Abbeville et Montcornet et que pas un homme ayant servi sous ses ordres n'a suivi à Londres. Après 3 mois, je dispose de plus de soldats français que lui après un an, ça donne à réfléchir. Pensez que ce que nous allons faire avec votre aide dépasse de très loin l'urgence de 40, les enjeux sont mille fois plus importants, puisque toute la société, et non pas seulement nos armées, a été jetée à terre au point qu'aujourd'hui, la "France" est un champ de ruines, tout a été renversé, santé, Justice, sécurité, frontières, économie, droit, arts, tout enfin. La république est l'antithèse de la vraie France.

R. : Quel est le programme de salut public que vous préconisez pour la France ?

Et pourquoi ne croyez-vous pas aux solutions électorales ?

R.D.W. : Vous avez déjà répondu à ces questions, dans RIVAROL, depuis des décennies. Le programme, c'est l'addition de tout ce que vos articles ont suggéré depuis des décennies, voyez ce que j'en dis.

Il n'y a pas d'élections légitimes ni valides depuis fort longtemps, l'exemple américain n'est pas une première. Macron n'a pas été élu. De toute façon, les élections privent les citoyens du droit de se gouverner eux-mêmes, il suffit d'en juger aux faits. On a dit : « qu'on leur donne l'illusion de choisir parmi les prétendants, et nous nous chargeons de les leur fournir dociles et moulés à souhait. » Choisir entre la peste et le choléra n'est pas une solution. Entre la pâte pour cabots ou la malbouffe non plus. Il faut renverser ce pouvoir illégitime, en proue d'une dilution mondiale : il en va du salut universel.

Croire en ces élections relève d'un réflexe dépassé, partisan et ridicule. J'espère que le général Martinez et ses amis, qui croient en ces chimères et dont ils sortiront vaincus, reviendront à la raison avant qu'il ne soit trop tard. Je leur ai déjà enjoint de me rejoindre ; les hésitations n'ont pas lieu d'être quand le peuple appelle, puisque leur devoir est de le servir — je trouve dommageable que des généraux s'improvisent politiciens, oubliant le rôle véritable qui vaut bien plus. Diviser la Nation, voilà l'objet du truchement électoral. Bismarck le disait et s'en est servi contre la France ; tout le parasitisme républicain et maçon en a vécu.

A la veille de l'élimination physique d'une immense part de la population, il n'y a pas

d'autre choix : il faut abattre ce régime. Qui émet une objection à cela ? Personne. Alors, bien sûr, il faut imprégner tout cela de discernement et de charité, il faut éviter les vengeances hâtives, les épurations dont l'Histoire a été féconde et dont des torchons imprimés vantent les mérites officiels. Il faut de la paix. Il faut restaurer la paix, rétablir un ordre des choses qui assoie une société digne. Cela passera par une Justice ferme et sans ambiguïté, exemplaire, par une quasi-destruction de l'impôt, une refondation des institutions, une recréation de principes féconds, un réensemencement qui prendra du temps.

Cela passera par une éradication du mal révolutionnaire qui est fondé sur de fausses logiques, un arrêt radical de la dérive dictatoriale de l'Etat, une resacralisation et une transcendence, un rétablissement de la monnaie, la restitution de leurs richesses aux populations, une promotion des valeurs, le rejet des mauvais Traités, l'éloignement de la fausse Europe, la réduction des personnels d'Etat, l'abolition de milliers de lois, de taxes, la dissolution de milliers d'organisations et d'institutions, et toutes sortes de choses que vous voyez dans le programme que je conduirai (sur notre site : <https://remy-daillet-wiedemann.fr/>).

Je m'adresse donc à votre lectorat pour qu'il nous aide dès maintenant, sur tous les plans possibles. Et afin qu'il ne dise pas qu'il n'a pas entendu cet appel, je vous encourage à le placer en bonne place. Après tout, il n'y a rien qui soit plus urgent à cette heure.

Propos recueillis par Jérôme BOURBON.

Pas de vaccin contre les incendies

La fille d'Albert Beugras, n°2 du PPF, Anne-Marie Beugras (Anne Sylvestre) fut une chanteuse pour enfants très prisée de l'école publique (en CP, on nous avait fait apprendre sa chanson sur le hérisson) et une gauchiste notoire (tel père, tel fils peut-être, tel père, tel fille sûrement pas, ce n'est pas le Menhir qui me contredira...) décédée le 30 novembre dernier. Dans une de ses chansons contre le nucléaire aux relents conspirationnistes (mais le « bon », celui de gauche), elle disait : « *Al-lons, mais qu'est-ce que tu penses, ce ne sont que des coïncidences, ces choses-là n'arrivent pas. Pas chez nous en tout cas...* ».

En quelques semaines, deux usines liées au traitement du COVID-19 ont été frappées par des incendies. Le 21 janvier à Pune, un incendie a détruit le *Serum Institute of India*, le plus grand fabricant de vaccins au monde où sont produites actuellement des millions de doses du vaccin contre le coronavirus *Covishield*, développé par *AstraZeneca* et l'université d'Oxford. Les informations se veulent, comme toujours, rassurantes : « *L'installation de production de vaccins n'est pas affectée et cela ne va pas en affecter la production, le feu a pris dans une nouvelle usine en construction* ». Acceptons-en l'augure.

Un mois plus tôt, le 20 décembre, à Taoyuan dans l'île de Taïwan, un incendie plus sérieux provoqué par une explosion et officiellement accidentel (plus exactement, selon les pompiers, « *il n'existe aucune preuve que la cause de l'incendie est criminelle à ce stade* ») détruisait les bâtiments de l'entreprise *SCI Pharmtech*, la seconde usine mondiale pour la production de l'hydroxychloroquine, suscitant des réactions de méfiance, notamment chez les partisans du docteur Didier Raoult : « *Comme par hasard* », « *Ça sent l'attentat à plein nez ! Avec une odeur nauséabonde de mafia pharmaceutique !* », « *Ils sont prêts à tout pour empêcher les gens de se soigner et imposer leur vaccin* »... Lors de l'explosion, au moins un ouvrier fut tué.

Un dénommé François d'Astier, la « vigie » de la très douteuse agence de presse *AFP* spécialisée dans les infos contestables, hurle au « conspirationnisme », comme avant 1989 on hurlait à « l'anticommunisme primaire » chaque fois qu'une information critique sur le bloc de l'Est était publiée (souvenons-nous que *L'Equipe* a nié le dopage en RDA jusqu'à

la chute du Mur). Le vrai complotisme est de croire au complot de ceux que l'on qualifie de complotistes. La méfiance naît de la défiance. Si les médias n'avaient pas menti sur beaucoup de sujet, s'il n'y avait pas eu tout ces scandales médicaux étouffés, personne ne prendrait systématiquement le contrepied de la version officielle. Comme dit la blague juive : « *Sale menteur, tu m'as dit que tu allais à Vilnius pour me faire croire que tu allais à Cracovie et en fait, tu es vraiment allé à Vilnius !* ».

Henri de FERSAN.

GAFAM, taisez-vous !

Dans *Rocky VI*, le boxeur désormais sexagénaire donne ce conseil précieux à son fils, Robert Balboa Jr : « *Ce qui compte, ce n'est pas la force des coups que tu donnes, c'est le nombre de coups que tu peux encaisser, tout en continuant à avancer*. » Alors que l'offensive générale du *Deep State* vient d'être lancée au niveau mondial, l'essentiel est de lui nuire le plus possible, en multipliant les petites coupures pour le saigner à blanc. Comme disait l'un des personnages de *La Brigade*, le roman d'Harold Armistead Covington : « *Nos attaques, camarade Jodie, ce sont des piqûres de moustique. Mais des milliers de petites piqûres peuvent lentement saigner la Bête à mort* ». De même dans le roman *Un Lointain Orage* : « *Mais le fait était qu'ils étaient tout simplement trop nombreux, et nous pas assez, pour que nous les pussions entièrement dehors. Comme les Arabes du Proche-Orient, nous ne pouvions pas remporter une bataille frontale et rangée, et nous savions que nous y essayer serait du suicide. Alors, nous nous accrochions à leurs flancs, et entaillions leurs jarrets, comme des loups entaillent des élan, des bisons, ou du bétail en troupeau, attendant que la Bête perdît assez de sang par toutes ces entailles pour s'affaiblir, puis s'effondrer*. »

Il est évident que le point faible principal des GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) est l'argent, et tout

Une poudrière qui fait flop...

Quel métier faire quand on est de gauche, sans aucun talent et qu'on veut profiter d'une petite sinécure ? Il suffit de faire dans le complotisme officiel et de dénoncer les noirs desseins de la prétendue extrême droite. Depuis quelques mois, la propagande officielle est entrée dans l'omniprésence obsessionnelle de la « lutte contre l'extrême droite », digne de 1984 d'Orwell et de ses deux minutes de la haine : livres d'études, roman, bandes dessinées, films... débités à la cadence d'un fabricant de nourriture industrielle et aussi originaux qu'un œuf-mayo.

Pour écrire *La Poudrière*, ils s'y sont mis à trois. Comme disait Thierry Roland lors d'un fameux Saragosse-Caen en parlant du corps arbitral gallois : « *Je n'ai jamais vu un tel trio de nulos. Il faudrait les empailler, ces trois-là !* ». En premier lieu, Marc Leplongeon, commis aux écritures au *Point*, le fameux hebdomadaire où sévit BHL. Lors de son passage chez Bercoff sur *Sud Radio* le 14 janvier, il a montré tout le « sérieux » de sa démarche : pour désigner l'extrême droite, il se réfère à « *des travaux de chercheurs* », notamment Nicolas Lebourg (extrême gauche, *Ras l'Front*), Jean-Yves Camus (*Charlie Hebdo*) ou la Commission d'enquête parlementaire sur l'extrême droite, dirigée par l'élue d'extrême gauche Muriel Ressiguié comprenant notamment deux députés auteurs d'agressions violentes à mobile politique. Le niveau intellectuel de notre tronc de Kevin est à une température de 0° Kelvin.

Passons sur l'obscur Pauline Guéna, romancière et ayant donné deux scénarios à la télévision française, pour nous tourner vers Jean-Michel Decujis. En matière d'infos douteuses, on a affaire à un expert. Ses deux principaux faits d'armes de commis aux écritures, tant au *Point* qu'au *Parisien*, furent d'avoir fait croire que les policiers étaient lancés sur la piste d'un tueur d'extrême droite lors de l'affaire Merah ou également avoir annoncé la fausse arrestation de Xavier Dupont de Ligonnès en 2019.

Le site *Polemia* a publié l'analyse de ce pensum par Lucien Lachance, qui le qualifie à juste titre de « *piètre recueil de faits divers marginaux, essayant maladroitement de démontrer des conclusions mal-*



honnêtes et militantes. À ce stade, la principale statistique concernant le terrorisme d'ultra-droite et qui n'est à aucun moment citée par les auteurs est la suivante : le terrorisme d'ultra-droite n'a fait aucun mort en France depuis de très nombreuses années alors que, depuis 2012, 263 personnes ont été tuées par des islamistes radicaux et que des centaines d'autres ont été blessées ». Sans parler de la vingtaine de morts commis par le terrorisme d'extrême gauche en France (Maupin, Rey, Durn, Georges...). Lachance rajoute : « *En contradiction totale avec la démarche scientifique, les auteurs décident ainsi de partir de la conclusion que la menace d'ultra-droite serait avérée pour ensuite démontrer celle-ci avec des arguments fallacieux et un méli-mélo d'éléments marginaux retenus par simple biais de confirmation. Ainsi, sans aucune statistique, les auteurs cherchent à alimenter leur théorie par une légère accumulation de faits divers sans même se soucier de la représentativité de celle-ci. Par ailleurs, les journalistes ne font même pas l'effort de sélectionner uniquement des faits divers liés de près au terrorisme car ceux-ci tendent à prouver le danger de l'ultra-droite française en se basant sur des faits divers s'étant déroulés à l'étranger, des histoires de cyberharcèlement ou encore des faits divers qui n'ont même pas été attribués à l'extrême droite* ».

Quelques preuves sur le fait de la malhonnêteté des trois Stoooges :

— Voici leur présentation des faits de l'affaire Floyd : « *George Floyd est Noir et il n'a rien fait, c'est un contrôle d'identité qui tourne mal. Le policier est Blanc, il a sur le dos plusieurs affaires de violences et une de meurtre. La vidéo est insoutenable* ». Tissu éhonté de calembredaines. Floyd n'est pas mort étouffé par l'action du policier mais de forte injection de drogue. Acteur de film porno, drogué, dealer, auteur d'attaque à main armée, tabasseur de femme blanche enceinte, Floyd était une crapule. De plus, le flic blanc — loin d'être un ange d'ailleurs — était un ancien collègue de travail de Floyd avec lequel il avait un contentieux financier. Par ailleurs, aucune dénonciation des morts provoquées par les terroristes BLM (pourtant liés aux suprémacistes noirs), notamment une jeune mère de famille de 24 ans, Jessica Doty Whitake, assassinée dans l'Indiana par des racistes noirs pour avoir dit *All lives matter*.

— Voici leur version des faits de la mort de Clément Méric, petit soldat gauchiste à Sciences-Po (version gayté de l'escadron à la Descoings/Duhamel ?) : « *mort [...] sous les coups de skinheads* » alors même que les tribunaux ont reconnu que celui-ci n'avait reçu qu'un seul coup de poing et simplement de la part d'une seule personne que Méric venait d'ailleurs d'attaquer dans le dos après avoir participé à son lynchage sur les réseaux sociaux.

— Attribution de l'attentat de la rue Copernic à l'extrême droite alors même que plus personne aujourd'hui n'accorde le moindre crédit à cette thèse farfelue que ne vient étayer absolument aucun élément concret.

Dénoncer l'extrême droite, c'est gratifiant, rémunérateur, sans danger et aussi risqué que de dénoncer le complot juif à Berlin en 1942...

H. de F.

H. de F.

La France des années 2020 : bilan et pro

EN CE début de décennie covidienne et tyrannique, un bilan français s'impose. C'est ce que nous nous proposons de dresser ici. Et à partir de ce bilan, politique et économique, nous ferons une analyse prospective quant à l'avenir de la France. Toute la question est de savoir si ce pays, que l'oligarchie tente de détruire par tous les moyens, s'effondrera complètement ou se relèvera.

LA FRANCE AVANT LE COVID : DESTRUCTION INDUSTRIELLE AU PROFIT DE LA BANQUE

Depuis les années Mitterrand, plus précisément à partir de 1983, l'économie française a été lentement mais sûrement détruite par les gouvernements successifs suivant, notamment sur les conseils de Jacques Attali, le modèle thatchérien : la destruction du tissu industriel au profit du tertiaire et de la finance.

L'instauration de l'euro en 2002, combinée au libre-échange, a achevé le processus. L'euro, qui a été créé, comme l'Union européenne, à l'initiative des Américains⁽¹⁾, a produit, sur l'économie française, les effets des plus néfastes, à savoir la désindustrialisation presque totale et la paralysie économique du pays et du reste de l'Europe — à l'exception de l'Allemagne qui a bénéficié de cette monnaie à la taille de son économie, ce qui lui a permis, dans le cadre du marché libre, d'augmenter ses exportations au détriment des industries françaises, italiennes et espagnoles.

Et à la suite de la crise financière, fin octobre 2008, l'État français a "investi" de pseudo-fonds propres — en réalité il s'agissait d'un prêt sur cinq ans. Un prêt sans garantie à hauteur de 10,5 milliards d'euros accordé à six banques (BNP Paribas, Crédit Agricole, Banques populaires, Crédit Mutuel, Société Générale, Caisse d'épargne), qui ne donnait à l'État français aucun pouvoir décisionnel⁽²⁾. Le résultat est le suivant : les banques, que l'État aurait pu racheter à l'occasion de la crise de liquidité, n'étaient nullement tenues de prêter massivement afin de relancer l'économie, ce que l'État attendait d'elles. On appelle cela « la socialisation des pertes et la privatisation des gains ».

C'est là un des effets de la globalisation économique et de la prééminence des banquiers et leur ascendant sur les États, au point que le contribuable s'est retrouvé garant des banques lorsque celles-ci jouaient, avec l'argent même des peuples, dans le casino virtuel de la finance.

Un véritable système de spoliation à échelle mondiale dont les Français ont pâti et qui, depuis la crise financière de 2008, a miné plus encore l'économie nationale.

CRISE ÉCONOMIQUE, DÉSINTÉGRATION SOCIALE ET ETHNICISATION DE LA SOCIÉTÉ

Le système bancaire et la logique de la dette ont conduit à une explosion des inégalités à l'échelle planétaire. En 2017, la fortune des 500 personnes les plus riches au monde atteignait 5 400 milliards de dollars, près de deux fois le PIB de la France. Dans un rapport datant de décembre 2017 sur l'accroissement des inégalités dans le monde, l'économiste Thomas Piketty, prolongeant les tendances en cours, anticipait une contraction du patrimoine de la classe moyenne : « Si la tendance se poursuit, la part du patrimoine des 0,1 % les plus riches



CHARD

(Dessin de Chard)

de la planète rejoindra celle de la classe moyenne en 2050. »⁽³⁾

L'économiste Olivier Godechot a étudié les évolutions des salariés du privé. Il a mis en évidence qu'« entre 1980 et 2007, le salaire français moyen n'a progressé que de 0,82 % par an ; il a explosé pour les 0,01 % les mieux payés : +380 % »⁽⁴⁾.

La France suit le chemin de la Grèce qui a été mise à genou par la banque juive Goldman Sachs et l'Union européenne à ses ordres. Un pays où la qualité des soins régresse au point que les ménages appauvris y renoncent. Entre 2008 et 2011, les suicides en Grèce auraient augmenté de 27 %⁽⁵⁾.

Le géographe Christophe Guilluy, à l'instar des quelques politologues et économistes honnêtes qui ne sont pas stipendiés par la haute finance, pointe du doigt le danger que fait peser la banque sur la société : « Si le triste exemple de la Grèce illustre la rapidité avec laquelle la classe moyenne peut disparaître, il permet aussi de mesurer les risques d'un endettement incontrôlé, et donc de l'emprise des banques sur les États ».

Le niveau d'endettement des États n'a jamais été aussi élevé. Cet endettement n'est pas virtuel, il pèse directement sur les marges de manœuvre des États, mais aussi in fine sur la classe moyenne⁽⁶⁾, qui a indirectement participé au sauvetage des banques en 2008. »⁽⁷⁾

En France, comme aux États-Unis ou en Allemagne, la logique de la dette, l'appauvrissement massif et l'érosion de la classe moyenne, conduisent aux mêmes effets de désintégration sociale. Cette désintégration, accélérée par les mouvements migratoires — qui procèdent du même système corré à celui de la dette : le libre-échangisme planétaire — augmente les tensions raciales, que ce soit dans le modèle de société communautariste à l'anglo-saxonne ou dans le modèle « assimilationniste » universaliste à la française.

Ce processus, constate C. Guilluy, mène aux mêmes conséquences, qu'il faut toutefois distinguer des causes : « De Los Angeles à Paris, de Malmö à Londres, les mêmes émeutes urbaines, les mêmes tensions raciales, le même processus de partition ».

Cet échec est généralement attribué à l'idéologie du multiculturalisme, à l'Islam, au communautarisme. S'il est vrai que tous ces

3. « Les inégalités dans le monde, en hausse depuis quarante ans », *Le Monde*, 14 décembre 2017 et T. Piketty, F. Alvaredo, L. Chancel, E. Saez, G. Zucman, *Rapport sur les inégalités mondiales*, Le Seuil, 2018.

4. T. Piketty, F. Alvaredo, L. Chancel, E. Saez, G. Zucman, *Rapport sur les inégalités mondiales*, op. cit.

5. « Grèce : les suicides ont augmenté fortement avec l'austérité », *La Tribune*, 3 février 2015.

6. Selon Eurostat, en 2017, la dette publique par habitant était évaluée à 33 000 euros en France, soit un endettement supérieur à celui des Grecs (29 000 euros). Cf. « Dette publique des États en 2017 ».

7. Christophe Guilluy, *No Society : La fin de la classe moyenne occidentale*, Flammarion, 2018, p. 64.

éléments participent à l'implosion des modèles préexistants, ils n'en sont pas la cause. Ces idéologies s'imposent avec d'autant plus de facilités que les conditions du processus d'intégration/assimilation ne sont plus réunies. La première des conditions, nous l'avons vu, est l'incarnation des modèles d'intégration par une catégorie majoritaire et référence, un rôle occupé hier par l'ancienne classe moyenne. »⁽⁸⁾

Guilluy pointe également du doigt l'hypocrisie de la classe dominante qui déplore l'inefficacité du modèle d'intégration à la française alors qu'elle en facilite la désintégration par la destruction économique de la classe moyenne qui assurait la stabilité sociale. La classe dominante pousse sciemment la société vers la balkanisation, tout en utilisant les populations immigrées des banlieues comme domestiques et en instrumentalisant la question ethnique : « Dans l'ensemble des pays développés, la classe dominante, dont la feuille de route exige de réduire la voilure de l'État-providence, se repose paradoxalement sur des catégories encore protégées des effets de la mondialisation et, à la marge, sur les minorités précaires, pour déployer les normes de l'économie-monde... »

Captif pour le moment, l'électorat âgé ne soutiendra pas éternellement un système qui le fragilise. C'est pourquoi les classes dominantes occidentales font le pari risqué de l'émergence d'un électorat plus jeune et en forte croissance, celui des minorités.

Cette stratégie électorale, adoptée par les partis de gauche en Europe et par les démocrates aux États-Unis, est très fragile également : les intérêts de cet électorat populaire et précaire sont très éloignés de ceux d'une classe dominante acquise à un modèle qui restreint les salaires des gens modestes en imposant des réformes sociétales pour le moins décalées avec l'attachement de ces catégories aux valeurs traditionnelles.

La stratégie électorale des classes dominantes vise à réduire ce grand écart idéologique par l'ethnicisation à outrance des rapports sociaux, la mise en avant du racisme des classes populaires traditionnelles et le risque de l'avènement d'un régime totalitaire et/ou fasciste...

En France, l'électorat des banlieues est aujourd'hui largement indifférent (et pour les plus jeunes habitants, souvent très hostile) aux partis de gauche ; aux États-Unis, les candidats démocrates attirent de plus en plus difficilement les minorités, notamment les Noirs. Ces minorités sont de plus en plus conscientes et éduquées, elles se laissent de moins en moins manipuler par des discours caricaturaux et paternalistes tenus par une bourgeoisie dont le seul objectif est de maintenir sa position de classe. En Europe comme aux États-Unis, l'indignité, c'est terminé. »⁽⁹⁾

LES GILETS JAUNES ET LA DICTATURE OLIGARCHIQUE

Ces processus d'appauvrissement et de désintégration sociale ont directement conduit au soulèvement des Gilets jaunes.

Le mouvement — soutenu à ses débuts par une écrasante majorité de Français (84 %) — a cristallisé toutes les colères du peuple envers le système politique et l'oligarchie.

Ainsi que l'ont relevé nombre d'analystes, les Gilets jaunes sont la démonstration que le clivage gauche/droite est

dépassé. Il laisse place au clivage peuple/oligarchie. Le politologue Jérôme Fourquet l'a également admis : « La société française, dont le métabolisme a été historiquement régulé par le clivage gauche-droite, semble se reconfigurer autour de l'opposition haut contre bas ou, pour le dire autrement, autour d'un clivage de classes subitement réactivé. »⁽¹¹⁾

Et les ennemis du peuple français ne s'y sont pas trompés... Dans un tweet du 17 novembre 2018, Bernard-Henri Lévy a qualifié le mouvement Gilets jaunes de poujadiste, avant d'ajouter : « Échec d'un mouvement qu'on nous annonçait massif. Irresponsabilité des chaînes d'info qui attisent et dramatisent. Soutien à Macron, à son combat contre les populismes et à la fiscalité écolo. »

Le lendemain, il tweetait : « Je ne vais pas vous parler d'antisémitisme, ni du torrent de haine qui se déverse sur internet et qui, parmi d'autres, me vise parfois. J'aimerais vous parler de ce qui s'est passé, hier, dans notre pays. De la République. Des gilets jaunes. Il s'est passé hier quelque chose de très important. Parce qu'un mouvement est inorganisé, auto-organisé, sans chef, il serait sans lendemain, sans identité politique ? Je ne crois pas. S'est produit, hier, un événement politique majeur ».

Dans ce qui est en train de se lever en France, il y a de la détresse, de la souffrance mais aussi de la colère. Noble et belle, cette colère ? Ou passion triste ? Relire Descartes. Spinoza. Et écoutons les gilets jaunes. »

Et il déclarait sur Europe 1 : « On ne peut malheureusement pas dire que l'antisémitisme est aux marges du mouvement, c'est le cœur du mouvement. »⁽¹²⁾

Le B'naï B'rith France en panique également, tweetait le 24 novembre 2018 : « Ce climat insurrectionnel virant au chaos, avec ses relents nationalistes, racistes et antisémites, engage la responsabilité des apprentis-sorciers populistes qui soufflent sur les braises pour incendier la République. Attention danger. »

En pleine crise de régime, l'oligarchie, apeurée, a engagé l'abolition de la démocratie, ou plutôt de la légitimité du peuple.

FIN DU THÉÂTRE DÉMOCRATIQUE ET INSTAURATION D'UNE DICTATURE POLICIÈRE

La crise de ce régime s'accompagne naturellement d'une crise de la démocratie, puisque celle-ci est une des croyances sur lesquelles s'appuie la République.

Mais loin d'être « le pouvoir du peuple », la démocratie est une chimère.

C'est ce que l'helléniste Jacques Cazeaux souligna dans son introduction à *La République* de Platon (dont il fit une traduction) : « La démocratie fait illusion : transposée d'un antique idéal grec, jamais atteinte en Grèce, déjà, elle perd tout sens à l'échelle de cinquante-cinq millions d'individus, mais surtout elle débouche fatalement sur la tyrannie... »⁽¹³⁾

L'illusion démocratique a été, notamment en France, imposée au peuple, contre sa volonté. En effet, lors des élections de février 1871 — l'année suivant l'établissement de la III^e République — les Français élisent une majorité de députés monarchistes. Les républicains ne finissent par obtenir la majorité à la Chambre qu'en 1876 et 1877, et au Sénat en 1879 ; et ce avec une célérité

11. Jérôme Fourquet, *L'archipel français*, Seuil, 2019, p. 352.

12. <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/2019/02/18/97001-20190218FILWWW00039-gilets-jaunes-l-antisemitisme-est-au-cur-du-mouvement-bhl.php>

13. Platon, *La République*, Traduction nouvelle, introduction, notices et notes de Jacques Cazeaux, 1995, Le Livre de Poche, introduction, p. VI.

1. <https://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/1356047/Euro-federalists-financed-by-US-spy-chiefs.html>

2. Frédéric Lordon, *La crise de trop*, Fayard, 2009, pp. 127-128.

ospective

tout à fait surprenante...⁽¹⁴⁾ La “religion” de la démocratie est d’ailleurs revendiquée par les grands idéologues de la République eux-mêmes. À l’instar de Ferdinand Buisson (1841-1932) — président de la Ligue de l’Enseignement (1902-1906), directeur de l’Enseignement primaire (1879-1896), président de la commission parlementaire chargée de la séparation des Églises et de l’État en 1905 —, protestant et franc-maçon qui a formalisé définitivement la religion de la République.

Son digne héritier, Vincent Peillon, écrira d’ailleurs à ce propos : « *La religion de Buisson est d’abord une religion démocratique. Buisson s’est toujours servi du masque de la religion pour séduire les masses, pour les convaincre de choisir la démocratie qu’elles n’auraient jamais choisie si elles n’avaient été ainsi abusées.* »⁽¹⁵⁾

Mais lorsque le peuple ne consent plus à l’asservissement, lorsqu’il ne croit plus en la superstition de la démocratie, la République sort la matraque et le flash-ball...

Danse ce contexte, l’oligarchie (1 %) à laquelle est rattachée 20 à 25 % de la population (la bourgeoisie bénéficiaire du système de la globalisation) est consciente du danger réel, physique. Raison pour laquelle quelqu’un comme Luc Ferry, ancien ministre de l’Éducation nationale, appelait — dans les débuts du mouvement des Gilets jaunes (le 7 janvier 2019 à la suite de l’Acte 8) — les policiers à se servir de leurs armes contre les manifestants. Pris de panique, il appelait également à une intervention de l’armée : « *On ne donne pas les moyens aux policiers de mettre fin aux violences. Quand on voit des types qui tabassent à coups de pieds un malheureux policier... qu’ils se servent de leurs armes une bonne fois, écoutez, ça suffit !* »

Il y a un moment où ces espèces de nerfs d’extrême droite ou d’extrême gauche ou des quartiers qui viennent tabasser des policiers ça suffit !

On a, je crois, la quatrième armée du monde, elle est capable de mettre fin à ces saloperies, faut dire les choses comme elles sont. »⁽¹⁶⁾

D’ailleurs, le 30 juin 2011, le pouvoir exécutif avait passé un décret autorisant les représentants de l’État, les fonctionnaires et les militaires, à tirer à balles réelles sur la population pour « le maintien de l’ordre public ».

APRÈS LA DÉCOMPOSITION SOCIALE, LA RECOMPOSITION COMBATIVE

Les Gilets jaunes n’ont pas gagné la guerre politique, mais ils ont remporté la bataille culturelle.

La France majoritaire, représentée par les Gilets jaunes, n’est plus sous le contrôle culturel de l’élite minoritaire (qui a fait sécession). Le mouvement des Gilets jaunes témoigne au contraire de la pression culturelle qu’exerce la France majoritaire sur l’oligarchie qui se trouve, dès lors, sur la défensive.

Dans ce sens, le géographe Christophe Guilluy écrivait : « *L’hyper-élite sait désormais que la décomposition de la classe moyenne occidentale a fait émerger un monde des périphéries qui ne disparaîtra pas, au contraire. Si la classe médiatique et académique a surjoué l’optimisme en présentant la victoire de Macron comme la preuve d’un reflux de la vague populiste, les élites savent au fond que nous ne sommes qu’au début de la recomposition des rap-* »

ports de forces sociaux et politiques. La réalité est qu’à chaque élection (cela a été le cas aussi en France) le vote populiste augmente inexorablement. Quand elles trouvent leur champion, les classes populaires peuvent faire basculer l’échiquier. Si la France périphérique n’a pas (encore) trouvé son représentant, les conditions du basculement sont réunies. La poursuite du processus historique de sortie de la classe moyenne fragilise chaque jour un monde d’en haut de plus en plus fébrile... »⁽¹⁷⁾

L’évolution socio-économique de l’Occident, et de la France en particulier, a donné naissance à une nouvelle structuration sociale : les nouvelles classes populaires (anciennement moyennes) contre la nouvelle bourgeoisie (concentrée dans les métropoles) qui soutient le modèle de l’hyper-classe.

La victoire de Macron n’a été permise que par la faiblesse et la division du monde d’en bas (les fonctionnaires et les retraités qui ont voté pour Macron), « *mais l’édifice est très fragile car il repose sur des majorités de circonstance qui nécessitent non seulement l’adhésion des “protégés”, mais aussi la manipulation des minorités* »⁽¹⁸⁾.

LA COVID, AGGRAVATEUR DES TENDANCES EN COURS

La covid est apparu comme une rupture historique. Il s’agit certes d’un bouleversement, mais d’un bouleversement politiquement orchestré à l’échelle mondiale, puisque le virus n’est pour rien dans le délire collectif planétaire. Le confinement et tout ce qui s’en est suivi résultent de décisions politiques, dictées en haut lieu.

D’un autre point de vue, la covid, notamment en France, n’a fait qu’aggraver les tendances décrites précédemment. C’est un formidable prétexte pour appauvrir plus encore la population et instaurer une dictature dont aurait rêvé n’importe quel tyran.

En même temps, la covid accentue la colère populaire. Et si les Gilets jaunes étaient essentiellement composés de la strate des salaires situés entre 1 000 et 1 500 euros, la destruction contrôlée de l’économie grossira les rangs des révoltés ; à moins que les Français ne se résignent et n’acceptent leur réduction en esclavage.

L’AVENIR SERA VIOLENT

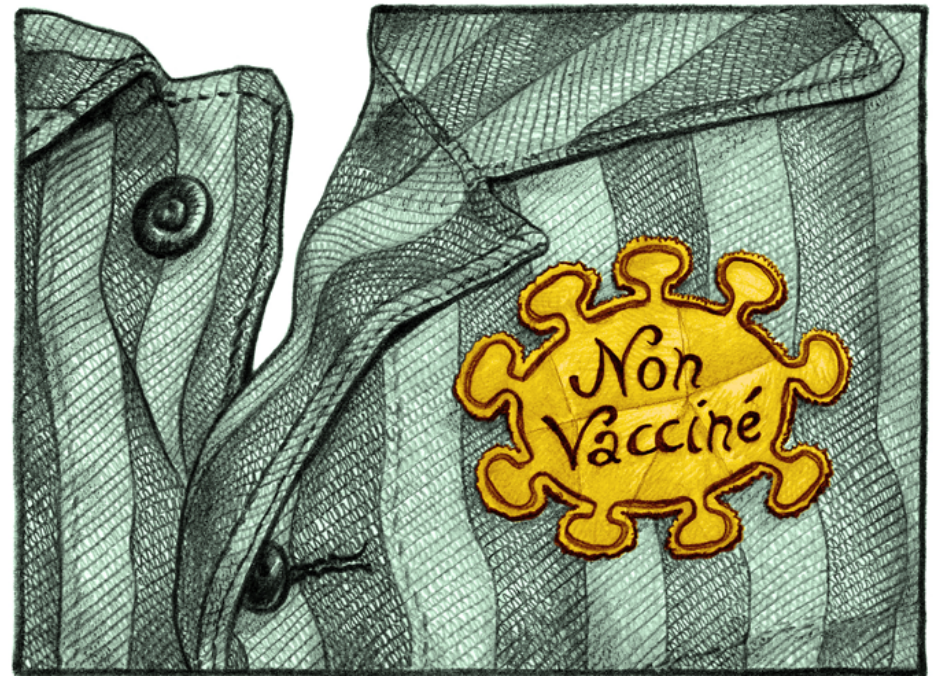
Jérôme Fourquet expliquait lors d’une interview accordée au journal *Le Parisien*⁽¹⁹⁾ (le 18 août 2019) que la révolte n’était pas terminée : « *L’incendie est maîtrisé, mais les braises sont toujours là. Nous sommes face à une situation hautement instable. C’est le propre de ces périodes : une étincelle peut mettre le feu aux poudres. Ça ne sera pas forcément où on l’attend, cela peut très bien ne pas arriver, mais nous sommes bien dans un contexte de tensions accumulées. Et pour l’instant elles ne s’évacuent pas.* »

La société est assez fragmentée, éclatée. Les sujets potentiellement irritants sont différents en fonction des secteurs...

Et puis, l’idée s’est installée qu’il faut parfois un certain degré de violence ou de conflictualité pour obtenir gain de cause. Les gens se disent : il a fallu que l’on casse pour avoir 12 milliards d’euros. Cela restera l’un des enseignements de la crise des Gilets jaunes.

La violence n’est plus disqualifiée d’emblée. Pour une partie de la population, cela fait partie des modes d’action recevables. D’autant qu’une chose lie les différentes îles de cet “archipel français” : la très forte défiance vis-à-vis du sommet. »

Le confinement, la fermeture des commerces, la destruction de l’économie, la



projeto

<https://www.projeto.fr>

volonté d’imposer la vaccination, les mesures folles ne font qu’augmenter de façon exponentielle la défiance et même la haine vis-à-vis du sommet.

Nous avons évoqué le 6 janvier dernier dans les colonnes de RIVAROL, la dimension juridique de la violence, plus particulièrement le « *monopole de la violence physique légitime* » (cf. Max Weber). Or, aujourd’hui, la haute bourgeoisie cosmopolite qui prônait durant Mai-68 « *l’interdiction d’interdire* », s’est emparée de l’État et par suite de cette « *violence légitime* ». Or, ce que Weber appelait « *la violence légitime* » et qui est fondée sur la définition de Thomas Hobbes, est traditionnellement exercée par une instance supérieure, à savoir l’État, pour maintenir ou restaurer/instaurer la paix dans la société⁽²⁰⁾.

Mais ce à quoi fait face le peuple français aujourd’hui, n’est pas une violence pacificatrice, il s’agit d’une forme de guerre privée menée par une oligarchie contre la majorité avec les moyens de l’État. Mettant ainsi en place les conditions d’une éventuelle guerre civile.

Cet angle d’analyse nous permet de saisir ces propos tenus par le milliardaire juif BHL : « *les slogans antisémites sont l’aboutissement de la violence contre les journalistes, contre les policiers, contre la représentation nationale qui a commencé dès le premier acte de ce mouvement.* »⁽²¹⁾

Il s’agit ici de délégitimer la violence défensive du peuple en légitimant la violence de la police aux ordres de l’oligarchie. Tout est, dans ce contexte, une question de légitimité.

Dans son ouvrage *Réflexions sur la violence* (1908), le sociologue et philosophe français Georges Sorel (1847-1922) offre une autre clé de compréhension de l’attitude, des propos de BHL et du reste de sa caste : « *On éprouve beaucoup de peine à comprendre la violence prolétarienne quand on essaie de raisonner au moyen des idées que la philosophie bourgeoise a répandues dans le monde ; suivant cette philosophie, la violence serait un reste de la barbarie et elle serait appelée à disparaître sous l’influence du progrès des Lumières. Il est donc tout naturel que Jaurès, nourri d’idéologie bourgeoise, ait un profond mépris pour les gens qui vantent la violence prolétarienne ; il s’étonne de voir des socialistes instruits marcher d’accord avec les syndicalistes ; il se demande par quel prodige de mauvaise foi des hommes qui ont fait leurs preuves comme penseurs peuvent accumuler des sophismes en vue de donner une apparence raisonnable aux* »

“*rêveries de personnages grossiers qui ne pensent pas*” (il paraît que c’est en ces termes que l’on parle du mouvement prolétarien dans le beau monde du socialisme raffiné). Cette question tourmente fort les amis de Jaurès, qui traitent volontiers de démagogues les représentants de la “nouvelle école” et les accusent de chercher les applaudissements de masses impulsives. »

Et il poursuit avec un constat et une analyse qui siéent à la situation de la période actuelle : « *Les socialistes parlementaires ne peuvent comprendre les fins que poursuit la nouvelle école ; ils se figurent que tout le socialisme se ramène à la recherche des moyens d’arriver au pouvoir. Les gens de la nouvelle école voudraient-ils, par hasard, faire de la surenchère pour capter la confiance de naïfs électeurs et subtiliser les sièges aux socialistes nantis ?* »

L’apologie de la violence pourrait encore avoir un très fâcheux résultat, en dégoûtant les ouvriers de la politique électorale, ce qui tendrait à faire perdre leurs chances aux candidats socialistes, en multipliant les abstentions ! »⁽²²⁾

On ne peut pas parler aujourd’hui d’une lutte des classes au sens marxiste (classe ouvrière contre bourgeoisie), nous assistons à une lutte plus large opposant la France périphérique, qui est la France majoritaire (60 %) contre une oligarchie (1 %) alliée à la bourgeoisie des grandes villes (20 à 25 % de la population). En effet, un an après l’élection d’Emmanuel Macron, 59 % des cadres se disaient satisfaits contre seulement 34 % des ouvriers, soit un écart de 25 points. Ce différentiel n’était que de 9 points à la même période de son quinquennat pour François Hollande et d’un point pour Nicolas Sarkozy. Le terme de la première année du mandat d’Emmanuel Macron a été marqué, souligne Jérôme Fourquet, « *par le retour en force d’un autre clivage de classe, que d’aucuns croyaient totalement dépassé. Ainsi, alors que l’affrontement horizontal entre gauche et droite perd en lisibilité, l’antagonisme vertical entre la base et le sommet de la société a été politiquement réactivé lors de ce quinquennat, comme en témoignera spectaculairement la crise des gilets jaunes.* »⁽²³⁾

Dans ce contexte, la violence politique a subitement ressurgi en France, mais sous une forme nouvelle, à la frontière de la guerre privée et de la lutte des classes.

L’avenir sera sombre et violent, mais le dénouement pourrait être, espérons-le, plus heureux.

Jean TERRIEN.

14. Voir : Christophe Prochasson, *Histoire de l’extrême droite en France*, sous la direction de Michel Winock, Seuil, 2015, p. 52.

15. Vincent Peillon, *Une religion pour la République*, Le Seuil, 2010, p. 196.

16. <http://www.francesoir.fr/politique-france/luc-ferry-appelle-tirer-sur-les-manifestants-gilets-jaunes-et-intervention-de-armee>

17. Christophe Guilluy, *No Society, La fin de la classe moyenne occidentale*, Flammarion, 2018, pp. 40-41.

18. Christophe Guilluy, *op. cit.* p. 110.

19. <http://www.leparisien.fr/politique/gilets-jaunes-une-etincelle-peut-mettre-le-feu-aux-poudres-previent-jerome-fourquet-18-08-2019-8135028.php#xtor=AD-32280599>

20. Thomas Hobbes, *Le Léviathan*, 1651.

21. <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2019/02/18/97001-20190218FILWWW00039-gilets-jaunes-l-antisemitisme-est-au-cur-du-mouvement-bhl.php>

22. Georges Sorel, *Réflexions sur la violence*, Chapitre II : La décadence bourgeoise et la violence, 1908.

23. Jérôme Fourquet, *L’archipel français*, Le Seuil, 2019, p. 362.

Lucien CERISE : “Nous allons entrer dans le royaume définitive et de l’effondrement systémique dans l’album”

Le projet Great Reset, vous connaissez ? Non ? Alors lisez Lucien Cerise ! Spécialiste de l’ingénierie sociale et de la fabrique de l’opinion, il nous explique ce que cache la Grande réinitialisation par le système de nos cerveaux.

RIVAROL : Qui sont les auteurs et les promoteurs du projet Great Reset ?

Lucien CERISE : En 2014, Christine Lagarde, alors directrice du FMI, avait déjà parlé de la nécessité d’opérer un « Great Reset » économique, une grande remise à zéro, une grande table rase de l’économie mondiale. En 2020, le fondateur du forum de Davos, Klaus Schwab, reprend ce concept de Grande réinitialisation et lui consacre un livre où il élargit les champs d’application de ce Grand recommencement à tous les domaines de l’existence, au prétexte de l’épidémie de coronavirus, qui doit transformer le monde de manière irréversible et dont doivent émerger une nouvelle normalité, une nouvelle réalité, un nouveau monde, selon les éléments de langage en vigueur. Ce projet révolutionnaire de couper l’histoire en deux cercles donc depuis plusieurs années dans les milieux du capitalisme industriel et financier. Philosophiquement, le thème de la *tabula rasa* n’est pas neuf et apparaît déjà dans l’eschatologie monothéiste et sa temporalité linéaire, ascendante, cumulative, avec un avant et un après, qui projette d’en finir avec le Mal et une condition humaine douloureuse pour nous acheminer vers le Bien et un avenir salvateur. D’autres cultures ont une conception cyclique du temps et n’envisagent pas d’en finir avec le Mal, ou ce qui est perçu comme tel, ce que Friedrich Nietzsche reprendra à son compte avec le concept d’Éternel retour, du Bien comme du Mal. À l’opposé, le Great Reset appartient à cette tradition utopiste qui rêve d’organiser le monde de manière parfaitement rationnelle, unifiée et centralisée, et d’en finir une bonne fois pour toutes avec le Mal, identifié à la multitude humaine et à l’existence biologique, lesquels induiraient une forme d’irrationalité, c’est-à-dire d’imprévisibilité et d’incertitude.

Dans plusieurs publications et entretiens, Klaus Schwab nous annonce une quatrième révolution industrielle qui va fusionner le biologique et le numérique. Cette dictature technologique et technophile est en gestation depuis des décennies. Les réseaux d’agents dormants ont été pré-positionnés aux postes clés du pouvoir pendant des années, puis activés tous ensemble en 2020. Ce projet a connu divers noms — positivisme, scientisme, progressisme, mondialisme, transhumanisme —, le Great Reset n’est que le dernier en date pour qualifier cette tyrannie électronique universelle qui se met en place un peu partout sur la planète, car personne n’y échappe. La techno-science surdétermine absolument tout, en particulier les rapports de force internationaux. Les pays qui ne jouent pas le jeu de la rivalité techno-scientifique mondiale s’auto-désarment et se soumettent d’eux-mêmes aux adversaires et concurrents économiques et militaires.

De fait, c’est toujours le complexe militaro-industriel qui fait avancer la recherche scientifique, dont le seul et unique principe tient en peu de mots : tout ce qui est faisable sera fait. Cette *hubris* prométhéenne de la techno-science ne connaît aucune limite, c’est

une fuite en avant permanente induisant une compétition acharnée de tous les acteurs géopolitiques, quel qu’en soit le coût humain. À intervalle régulier, l’instinct de conservation de l’espèce refait surface et l’on assiste à des initiatives pour encadrer éthiquement la recherche. Mais pour l’instant, il n’y a que dans l’univers fictif de *Dune*, l’œuvre romanesque de Frank Herbert, que l’intelligence artificielle est interdite définitivement — épisode du Jihad butlérien — en raison de la menace qu’elle fait peser sur l’humanité.

R. : Quel modèle de société doit naître du monde post-covid ?

L.C. : Un modèle de société post-humaine. La grippe covid-19 est un simple prétexte pour en finir avec l’espèce. Comme son nom l’indique, la Grande réinitialisation consiste à appliquer aux sociétés humaines le même traitement qu’à un ordinateur que l’on redémarre. Le but de la manœuvre est de procéder à un transfert de pouvoir total et définitif. De quoi vers quoi ? Des structures politiques de toutes sortes, nationales, internationales, supranationales, vers un système de gestion informatique et technocratique planétaire.

Le caractère étatique ou privé est secondaire. Le but est d’en finir avec la politique en général, c’est-à-dire avec la discussion, la polémique, la critique, l’interrogation, c’est-à-dire la régulation des interactions humaines par le langage, pour placer nos existences directement sous pilotage de l’intelligence artificielle, sans qu’il n’y ait plus de discussion

possible. Les sujets humains, qui se caractérisent par le goût de la palabre, vont être insérés dans un vaste système de gestion automatisée d’objets connectés. Ce modèle de société est directement issu de la pensée cybernétique, qui ne distingue pas les sujets et les objets.

La cybernétique a été inventée par le mathématicien Norbert Wiener pendant la Deuxième Guerre mondiale comme une méthode de calcul balistique. Sa particularité est de ne pas vraiment différencier les êtres vivants et les non-vivants, tous traités comme des systèmes d’information en interaction. Les conférences Macy qui réunirent divers scientifiques et intellectuels aux États-Unis entre 1942 et 1953 posèrent les bases d’une cybernétique sociale avec des applications en politique dans la gestion des citoyens comme s’il s’agissait de simples automates, remplaçables par des machines. Le projet soutenu sérieusement par certains avocats d’accorder une personnalité juridique aux robots va dans le même sens de lissage des différences ontologiques vivant/non-vivant. La fusion biologique/numérique se fera au détriment du biologique et au bénéfice du numérique, induisant un phénomène de chosification du vivant. Le problème majeur à solutionner pour l’utopie cybernétique est le règne animal, distinct du minéral et du végétal — la « viande » comme on dit dans l’univers cyberpunk de William Gibson. Il faut en finir avec les êtres de viande car ils sont indisciplinés et impossibles à insérer directement en tant que tels dans le cyberspace.

Dans le monde post-covid, il faut donc supprimer la viande, ce qui explique aussi cet engouement étrange que le sommet du capitalisme entretient pour le végétarisme. En 2016, le forum de Davos nous annonçait dans

ses « 8 prédictions pour le monde en 2030 » que « nous mangerons beaucoup moins de viande ». La société post-covid est une extension du secteur socio-professionnel tertiaire à toute l’existence, avec ses emplois de bureau en espace climatisé, son télétravail largement répandu et ses faibles dépenses caloriques et énergétiques. C’est le monde morbide et dégénéré du bobo, du *geek* et du *no-life*, végane, anti-spéciste, cosmopolite, LGBT, masqué, confiné, vacciné et heureux de l’être. Ce modèle de société post-covid entièrement artificialisé est une révolution de l’artefact, qui devient le nouvel environnement et qui prend le pouvoir sur son inventeur en inversant le contenant et le contenu. Depuis la nuit des temps, le monde naturel est le contenant, l’artefact culturel est le contenu. Dans la société post-covid, l’artefact culturel doit devenir le contenant au sein duquel le monde naturel et biologique subsistera comme contenu et auquel il devra se plier.

Cette inversion signifie que ce ne seront plus les mécanismes de la sélection naturelle qui présideront à notre existence. La sélection naturelle dit que votre destin est défini par votre adaptation réelle à un environnement réel. L’adéquation au réel l’emporte sur l’erreur ; les solutions adaptées à l’environnement l’emportent sur les solutions non adaptées, donc erronées, qui sont éliminées. Or, nous

entrons dans ce que l’on pourrait appeler une « sélection artificielle », qui dit que votre destin est défini par votre soumission réelle à un environnement virtuel construit par l’Homme, et donc truffé d’erreurs, de *bugs* et de dysfonctionnements.

Exemple : dans un avenir proche, des centaines de milliers de gens vont rater leur avion ou leur train parce que leur test à la covid-19 sera positif avant d’embarquer, alors que ce test aura en fait produit un faux cas positif. Les tests PCR et antigéniques produisent en effet jusqu’à 90 % de résultats faux. Notre vie, notre survie seront bientôt suspendues à des technologies qui accumulent les erreurs de diagnostics, ainsi que les possibilités de trucage, de détournement, de piratage, etc. Notre existence sera entièrement rythmée par la technique et ses multiples problèmes, pannes à répétition, fautes de calcul, falsifications, vols de données, etc. Le tout-numérique fragilise les sociétés en les exposant aux cyber-attaques et aux accidents, comme on le voit déjà avec le compteur Linky. Nous allons passer d’un monde où ce sont les solutions qui marchent qui sont sélectionnées, retenues, puis qui deviennent majoritaires, normatives et contraignantes, à un monde où ce n’est pas forcément ce qui marche qui deviendra normatif et contraignant. Le monde va donc sombrer dans l’inintelligence ar-



DROIT AUX LETTRES

● De Jean-Claude LAHITTE :

LES “MACHINS” DE LA « SANTÉ »

On aurait pu penser que, parmi la vingtaine de « *machins* » (comme aurait dit le cynique De Gaulle) qui dépendent du ministère de la Santé et qui régissent la Santé dans le Public comme dans le Privé — particulièrement les ARS (dont on se demandait déjà à quoi servent vraiment leurs responsables face au covid 19) —, l’un d’entre eux aurait pu être chargé de la Logistique et de la Coordination de la vaccination contre le virus. C’était mal connaître la République bananière présidée et dirigée par le citoyen Macron Emmanuel qui, du haut de sa roche élyséenne, ne semble pas s’être aperçu que trop d’administration tue le bon fonctionnement d’une machine étatique déjà fort lourde⁽¹⁾. Ainsi, après avoir créé, le 10 décembre dernier, un « Comité Régional Vaccination », son Gouvernement dirigé par l’ex-Monsieur Déconfinement, Castex Jean, n’a rien eu de plus pressé que de signer un contrat (à 2 millions d’honoraires mensuels) avec le cabinet McKinsey-France⁽²⁾ pour piloter cette campagne de vaccination.

La France est en train de crever de trop d’Administration (au sommet de l’État, faut-il le préciser) et de trop de « *Bercy* », alors que les présidents, les Gouvernements et les Parlements qui se succèdent aux « *affaires de la République* » ne font rien pour « *dégraisser le Mammouth* ». Même celles et ceux qui, dans l’Opposition, n’ont cessé de dénoncer ce « *mal français* ». Et pendant ce temps, le « *France-Titanic* » continue à s’enfoncer.

(1) sans parler des initiatives et des créations privées qui faisaient autrefois la richesse, et même le génie du pays à l’époque où on l’appelait encore « la France »...

(2) ce cabinet ne compte pas moins de 57 « *directeurs associés* » sans doute détenteurs pour la plupart d’entre eux d’un prestigieux « *carnet d’adresses* ». Et quand on sait que c’est un de ses « *directeurs associés* », Victor Fabius (l’un des fils du Président du Conseil Constitutionnel), qui est chargé de la coordination vaccinale (avec les résultats que l’on constate !), il n’est pas interdit de supposer que c’est lui qui aurait apporté ce très juteux contrat gouvernemental. En cas d’échec, il pourra toujours invoquer les « *lourdeurs* » de l’Administration. Une Administration que son père n’avait sans doute pas trouvée la nécessité ou le temps de réformer, pas plus comme

ministre de l’Industrie, de la Recherche et du Développement (1983/1984) que comme Premier ministre (1984/1986) ou même et surtout comme ministre de l’Economie et des Finances (2000/2002). Une Administration du genre « *Armée mexicaine* » dont les tentacules n’ont cessé de se multiplier et de grossir depuis l’ère mitterrand-chiracienne, et même bien avant... Vive la République des relations et des « *copains* » à caser ou à recaser !

● De Jean-Claude THIALET :

UN MAGISTRAT DÉNONCE LES FRAUDES SOCIALES

Récemment, le citoyen-ministre de la Santé, Véran Olivier, a parlé de 70 millions de Français à vacciner. C’était oublier que, si l’on en croit Charles Prats⁽¹⁾, nous serions jusqu’à 73 millions 700 000 à bénéficier des prestations sociales à la française. Ce magistrat qui se présente à visage découvert nous permet de découvrir, outre une gigantesque fraude « *sociale* », que le record de longévité de la célèbre Jeanne Calment est largement battu (jusqu’à 128 ans !), tout comme celui de la fécondité (1200 naissances pour un seul couple !). Tout cela par des gens qui, en super champions de la fraude, profitent des négligences d’une Administration archi-compartimentée qui ignore tout de ce que l’on appelle les contrôles et les recoupements. Mais faut-il blâmer les « *profiteurs* »⁽²⁾ de ce gigantesque emmental⁽³⁾ qu’est devenue la France de préférer profiter de ses largesses et de ses faiblesses tout en restant au pays ? Plutôt que d’aller s’entasser dans des campements de misère à Calais ou, désormais, jusqu’au cœur de Paris et de nos métropoles, et d’avoir à affronter tout au long de leur vie ce qu’on appelle la discrimination ? Gageons que la dénonciation de ces fraudes par un magistrat qui sait de quoi il parle tombera (est même déjà tombé) aux oubliettes d’une République bananière. Comme tous les rapports pourtant toujours documentés d’une Cour des Comptes dont on finira bien un jour par se demander si elle ne sert pas simplement à recaser d’honorables serviteurs de la République...

(1) Charles Prats, 50 ans, juge des Libertés et de la Détection à Paris a travaillé notamment pour le Ministère des Finances. Il est spécialisé dans la lutte contre la Fraude.

(2) dont Charles Prats ne donne pas les origines géographiques. Par crainte de déclencher l’ire de certaines Associations de Défense ou celle de Réseaux Sociaux ... ?



Royaume de la déglingue Abrutissement technophile

tificielle et le stade terminal de l'idiocratie. L'automatisation complète du globe terrestre, objectif poursuivi par le *Great Reset*, sera en fait le grand dysfonctionnement généralisé et la grande désorganisation méthodique de la vie sur Terre.

Nous allons entrer dans le royaume de la déglingue définitive et de l'effondrement systémique dans l'abrutissement technophile.

R. : Sur le plan de la communication, ce projet repose avant tout sur la peur et l'utilisation des nouvelles technologies dans le contrôle social. Basculons-nous dans le libéralisme sécuritaire avec l'état d'urgence sanitaire ?

L.C. : La peur et le sentiment d'un risque imminent sont des moteurs de l'action que le pouvoir manipule parfaitement. Klaus Schwab, en tant que professeur de management industriel, est parfaitement formé aux techniques du type « *conduite du changement* », qui visent à fabriquer le consentement au changement en entreprise (et ailleurs) même quand c'est inutile ou nuisible pour les salariés. Comment ? Tout d'abord, en créant un sentiment d'urgence. Telle est la première des huit étapes du changement provoqué selon John Kotter, le pape de cette approche managériale qui trouve évidemment des applications en politique, notamment sous la forme de ce que l'on appelle communément le principe du pompier pyromane, consistant à provoquer une crise pour lui apporter une solution.

En informatique, les concepteurs d'anti-virus sont aussi les concepteurs de virus — ainsi que les concepteurs de la croyance au risque de virus. En effet, il existe des virus informatiques réels, mais pour vendre des anti-virus, les virus n'ont même pas besoin d'être réels, il suffit que l'utilisateur ait peur que son ordinateur soit infecté par un virus pour qu'il achète un anti-virus. Ce que l'on appelle le « risque » est, en termes de psychologie, une protension anxiogène, c'est-à-dire l'anticipation virtuelle d'un problème, et c'est suffisant pour induire un comportement réel, car personne n'aime avoir des problèmes. On voit comment Bill Gates et ses amis de Davos ont raisonné pour mettre au point cette opération en deux parties : coronavirus/Great Reset. Si le coronavirus avait été vraiment dangereux, il y aurait eu un risque réel que Bill Gates, Klaus Schwab et Christine Lagarde en meurent aussi. Il faut donc que le danger réel soit bénin, quasiment inexistant, mais que l'idée du risque soit diffusée le plus largement possible, ce dont les médias se chargent, induisant un vent de panique dans la population, sans aucun fondement réel, mais qui facilite l'acceptation des solutions mises en avant, quelles qu'elles soient, même les plus aberrantes et délirantes, comme les confinements de masse, les masques dans la rue, les vaccins OGM, etc. Chaque virus, réel ou virtuel, sera désormais le prétexte à de nouvelles campagnes de vaccination, mais aussi à des reconfinements et à prolonger les gestes barrières, le port du masque et la distanciation sociale.

Nous basculons donc dans une tyrannie sanitaire et sécuritaire, qui n'est pas tout à fait libérale, au bon sens du terme. Comme souvent en philosophie politique, le même concept peut recevoir deux significations différentes, c'est le cas de « libéralisme », selon qu'il désigne l'abolition de toute régulation, commerciale ou comportementale, ou simplement la liberté d'entreprendre. Or, le projet de loi visant à pérenniser l'état d'urgence sanitaire qui a été proposé en France le 21 décembre 2020 visait aussi à entraver la liberté d'entreprendre. Les travailleurs indépendants sont particulièrement visés par les mesures de confinement, de couvre-feu, etc., ce qui va provoquer une crise économique

qui conduira à des mesures d'expropriation et d'abolition de la propriété privée, ce qui n'est pas très libéral non plus. La première des huit prédictions pour 2030 de Davos est ainsi libellée : « *Vous ne posséderez rien. Et vous serez heureux.* » (*You'll own nothing. And you'll be happy.*)

R. : Quel est le but du plan de vaccination mondiale contre le Covid-19 ?

L.C. : Il y a certes des intérêts lucratifs mais ce n'est pas l'essentiel. En résumé, on peut discerner au moins trois objectifs plus ou moins convergents et entrelacés. Le premier consiste à modifier le matériel génétique humain au moyen de « vaccins OGM » (organismes génétiquement modifiés), en fait des sortes de thérapies géniques consistant à injecter dans nos cellules de l'ADN recombinant ou de l'ARN messager. On nous dit que le vaccin à ARN messager ne modifie pas directement le noyau de la cellule, seulement le cytoplasme ambiant qui l'entoure. Mais c'est comme dire à quelqu'un « N'ayez crainte, je ne modifie pas votre corps, seulement l'air qui vous entoure et que vous respirez », ce qui revient, de proche en proche, à modifier votre corps puisqu'il interagit en permanence avec son environnement immédiat.

Deuxième objectif : généraliser l'identification numérique des êtres humains, et même peser sur leur comportement, en leur injectant une interface cerveau-machine pour les connecter directement depuis l'intérieur de leur corps au cyberspace — le *Cloud Computing* numérique universel — et les gérer ainsi comme des objets connectés parmi d'autres.

Troisième objectif : réduire la population mondiale au moyen d'une arme biologique sous forme de vaccin. Aux Etats-Unis, l'implication des militaires dans le financement de plusieurs vaccins est officielle, elle a pour nom de code opération *Warp Speed*. Les projets de vaccination à des fins de meurtre de masse sont documentés historiquement, notamment dans l'Afrique du Sud de l'apartheid. Le cardiologue Wouter Basson était en charge du *Project Coast*, un programme de recherche sur les armes biologiques et chimiques visant spécifiquement les Noirs, pour les stériliser ou les éliminer au moyen de faux vaccins empoisonnés. Ce sera donc finalement appliqué aussi aux Blancs, par d'autres Blancs.

R. : Comment la Macronie applique ce plan pour la France ?

L.C. : Les professionnels de la médecine n'agissent pas seulement pour sauver des vies mais aussi pour en prendre. Cette vérité inquiétante est en train d'être comprise par un nombre croissant de Français, ce qui ne facilite pas la vaccination car la confiance est rompue entre le peuple et le corps médical. Pour surmonter cette méfiance, la Macronie va procéder de manière graduée, tout d'abord par le lavage de cerveau médiatique et la méthode du Nudge, terme anglais qui signifie littéralement « coup de pouce », mais qu'on pourrait traduire dans ce contexte par « encouragement » ou « incitation ». Cette approche de contrôle social en douceur a été théorisée par Cass Sunstein, universitaire américain, inventeur du concept d'infiltration cognitive et ancien conseiller d'Obama. Sunstein a été recruté l'an dernier par l'OMS, dans le cadre d'une cellule de crise qui va travailler main dans la main avec *Behavioral Insights*, une organisation d'analyses comportementales, qui se présente ainsi sur sa page Wikipédia : « *La Behavioral Insights Team (BIT), également connue officieusement sous le nom de "Nudge Unit", est une organisation à vocation sociale qui génère et applique des informations comportementales, officiellement pour informer les politiques et améliorer les services publics.*

En suivant la théorie du coup de pouce, en utilisant l'ingénierie sociale, des techniques de psychologie et de marketing, le but de l'organisation est d'influencer la pensée publique et la prise de décision. » Pour motiver les gens, la vaccination est présentée comme une condition du retour à la normale. En réalité, le port du masque et la distanciation sociale resteront obligatoires même pour les personnes vaccinées. Avec les enfermements/confinements à répétition, ces nouvelles pratiques sociales doivent définir le nouveau mode de vie normal issu de la crise. En parallèle, des menaces de mort sont assénées par le gouvernement avec le projet de passeport sanitaire, certifiant de votre vaccination et sans lequel vous ne pourrez plus exercer certains métiers, ni accéder à des lieux ou des services, ce qui vous relèguera aux marges de la société et réduira votre espérance de vie. Enfin, si ces stratagèmes et chantages ne marchent toujours pas, le pouvoir appliquera la violence physique directe et la coercition, avec des opérations de vaccination forcée en recourant aux « forces de l'ordre » qui viendront vous chercher chez vous.

R. : Que vous inspire la mobilisation contre les mesures sanitaires un peu partout en Europe ? Pensez-vous qu'une réaction populaire se structure ?

L.C. : Il se passe plein de choses mais c'est

encore insuffisant. Nous devons continuer à travailler l'opinion publique pour mettre en minorité les pro-virus et pro-vaccins jusqu'à ce qu'ils se sentent encerclés psychologiquement et ridicules. En France, la réinformation se fait beaucoup sur internet, mais il faudrait plus de démonstrations de rue, de manifestations, de flash-mobs, sans oublier d'occuper l'espace visuel urbain et rural en recouvrant tous les murs, les ponts, les poteaux avec du collage, de l'affichage, des graffiti de slogans anti-vaccins, anti-virus et anti-tyrannie sanitaire pour que cela devienne à la mode et « tendance ». Inspirons-nous des méthodes compliquées par Gene Sharp, le pape des révolutions colorées. Son livre, *De la dictature à la démocratie*, est plein de conseils et de ressources pour déstabiliser un régime comme celui que nous subissons en France. Pour structurer la réaction populaire, il faut aussi l'endurance, afin de soutenir le bras de fer avec le régime sur le long terme. Pour gagner un rapport de forces, il faut durer plus longtemps que l'ennemi. Et l'endurance vient de la motivation. Il faut comprendre que nous sommes dos au mur. Nous n'avons plus rien à perdre. C'est ce qu'il faut faire comprendre à la population.

**Entretien réalisé par
Monika BERCHVOK.**

A lire : *Lucien Cerise, Neuro-pirates*, éditions Kontre Kulture. Disponible sur <https://kontrekulture.com/>

QUATRE VIDÉOS RIVAROLIENNES

Le 18 décembre la chaîne YouTube de RIVAROL qui comptait quelque 12 000 abonnés et comptabilisait près de deux millions de vues cumulées depuis sa création il y a près de trois ans, le 12 janvier 2018, a été supprimée de manière brutale et scandaleuse, officiellement « *pour incitation à la haine* ». Dès le lendemain, nous mettions en ligne notre vidéo mensuelle, la 32^e, celle de décembre 2020, intitulée « *Tout sur Giscard, Ryssen, Reynouard* » sur la petite plateforme Odysee, puisque YouTube nous est désormais interdit.

Pendant une petite heure, Jérôme Bourbon répondait avec sa franchise habituelle aux questions de Florian Rouanet à propos du bilan de Valéry Giscard d'Estaing, des condamnations d'Hervé Ryssen et de Vincent Reynouard, de la crise dans le mouvement de Dupont-Aignan, des dernières déclarations de Bergoglio et de différents autres sujets d'actualité.

Vous pouvez visionner cette vidéo, soit en vous rendant directement en page accueil de notre site rivarol.com, soit en tapant sur la barre d'adresse de Google ces trois mots « Hebdomadaire Rivarol Odysee ». Attention à l'orthographe d'Odysee qui ne prend qu'un seul s et pas d'accent sur le e. Vous pouvez également accéder à notre nouvelle chaîne avec le lien suivant : <https://odysee.com/@RIVAROL:6>

Nous vous encourageons à vous abonner en masse, car du fait de la clôture définitive de notre compte YouTube, nous repartons quasiment de zéro. Le préjudice est très important en terme d'audience et de visibilité. Il va nous falloir reconquérir avec patience, ténacité et combativité le terrain perdu. Merci d'avance à tous pour votre aide, vos conseils et votre écoute. Courage et persévérance !

On peut aussi visionner sur notre chaîne Odysee une nouvelle compilation humoristique des saillies de Jérôme Bourbon, pour redonner de l'énergie et le sourire en cette période si difficile et si déprimante.

Par ailleurs, on peut retrouver une interview du directeur de RIVAROL accordée fin décembre au site *Le Réveil des moutons* Pour y accéder, il suffit de taper « *Manu Le Réveil des moutons* » sur Google. Jérôme Bourbon y dresse sans concession et avec clarté le bilan de l'année 2020.

Enfin, d'ici la fin de cette semaine, devrait être mise en ligne notre nouvelle vidéo mensuelle, la 33^e, celle de janvier 2021, sur l'actualité politique nationale et internationale. Bon visionnage !

UN NOUVEAU SITE RIVAROL.COM SÉCURISÉ ET REFAIT À NEUF

Le site rivarol.com a été totalement refait. L'ancien site qui datait d'une dizaine d'années commençait à devenir obsolète. Ce site officiel est désormais le seul de RIVAROL. Il remplace l'ancien site boutique-rivarol.com. Une redirection automatique de boutique-rivarol.com sur rivarol.com est assurée. Ce site rivarol.com (sans les trois w devant) est totalement sécurisé.

On peut régler ses commandes soit par Paypal, soit par carte bancaire (ce qui est une nouveauté très appréciable), soit même par virement bancaire.

On peut accéder aux archives. On a accès à toutes les offres d'abonnement, on peut aussi commander les versions papier ou numérique des numéros de RIVAROL et des *Ecrits de Paris*.

Enfin, on peut chaque semaine lire gratuitement l'éditorial (au moins en partie) et le billet hebdomadaire (un article choisi parmi tous ceux parus dans le journal de la semaine). En cliquant sur l'image de *une*, on peut également accéder en continu à l'éditorial et au billet hebdomadaire des numéros précédents de RIVAROL.



Qanon, gestion et dynamitage du trumpisme

C'EST désormais systématique. Après un fait antisémite, ou un truc homophobe observé sur Internet, immédiatement apparaît l'injonction d'une petite équipe soudée exigeant (et il ne faut pas traîner!) la fin de l'anonymat (ou pseudonymat) des utilisateurs des réseaux sociaux. Un message en commentaire évoquant le boycott de l'entité sioniste ? Les vigilants vocifèrent leur sommation. Une vilaine blague sur la reconversion de Patrick Bruel dans l'huile d'olive en évoquant la phrase culte de Jean-Louis Trintignant dans *Le Grand Pardon* ? Les anonymes ont trop confiance en eux ! A peine si une publication relatant sur un ton critique la grotesque affaire de « la brillante étudiante sénégalaise » qui a disparu pendant trois jours pour des raisons très personnelles n'est pas condamnée avec demande de suppression de l'anonymat pour irrespect envers une chance pour la France ! Mais dernièrement, c'est bien l'affaire de la dauphine israélite au père israélien lors du dernier concours des Miss France (qui a fini donc deuxième à cause de l'effroyable et épouvantable antisémitisme) qui a donné lieu (deux mois après l'affaire Paty qui aurait été la conséquence de la violence verbale perpétrée sur les plateformes internautiques) à une nouvelle plainte longue et ennuyeuse de l'équipe chafouine qui aimerait pouvoir tranquillement censurer tous ceux qui apparaissent comme de méchants dragons à ses yeux globuleux. *Notre demi-Israélienne, eh bien, se lamentèrent-ils les lèvres pendantes, elle a perdu à cause des nazis et des nazis-lamistes qui ont appelé à son boycott alors qu'elle était la plus belle, la vérité si je mens !*

On ne comprend toujours pas la différence entre des gugusses estampillés français qui votent pour une candidate parce qu'elle a en elle un bout d'Israël et d'autres qui ne votent pas pour elle parce qu'elle a un bout d'Israël en elle. On peut voter pour machine contre bidule mais pas pour bidule contre machine en Sionistan, voilà tout. Il faut faire gagner Esther ou Ariel ou Judith ! Cris du cœur autorisés ! Il faut faire gagner Marie-Françoise parce qu'on la préfère à Ruth ? *Verboten* ! Comportement déviant, si déviant et insupportable pour la famille de Rebecca qu'il faut l'anéantir par tous les moyens, si besoin en arrachant la langue de ces coyotes ! Mais avant, entendons-nous, en supprimant l'anonymat sur les réseaux sociaux.

L'anonymat sur Internet supprimé ? Vraiment ? Ah ? Toujours pas fait ? Pourquoi ? Comment ? L'extrême-droite ? Les nazis-lamistes ? Ah. Et qui d'autres, quoi d'autres ? Rien ? Vous êtes sûrs ?

SUPPRESSION DE L'ANONYMAT ? MÊME PAS CAP !

Ce que ne dit jamais la petite équipe vigilante, c'est qu'il existe une foule d'autres anonymes de plusieurs sortes, appartenant à différentes catégories, qui naviguent sur Internet, non en amateurs, en dilettantes, mais très souvent, professionnellement, méthodiquement, avec rigueur et abnégation.

Dans le domaine économique, combien

existe-t-il d'anonymes qui promeuvent toute la journée différents produits, différents services pour les vendre, pour convaincre le consommateur de leur qualité ? Et puis combien existe-t-il de faux comptes, de bots spécialisés, qui se cachent derrière de faux "likes" et les fraudes au clic ? D'une manière générale, si une politique radicale anti-anonymat était mise en place par les autorités, les consommateurs pourraient être très surpris par la réalité du succès de telle ou telle entreprise, ou de telle ou telle vedette de la chanson ou de la télévision. Dans ce cas, et dès que la mesure aura été mise en place et appliquée, tout le monde observera immédiatement une décrue extraordinaire du nombre de vues et de "likes" sur les pages vedettes ou les comptes qui comptent de YouTube, Twitter et Facebook. Un phénomène que n'apprécieront pas, outre mesure, les grands de l'économie mondiale. Nous le voyons déjà, la fin de l'anonymat sur les réseaux sociaux n'est pas souhaitée par tous (ni pour tous). Ni par les grosses entreprises, ni par des influenceurs idéologiques et politiques qui ne sont ni nazis-lamistes ni d'extrême droite antisémite. A ce propos, quid des centaines d'internautes recrutés ouvertement par le Mossad (l'officine israélienne faisait tranquillement sa publicité en 2014 comme il le prétendait lui-même) ? Que sont devenus ces jeunes gens recrutés notamment sur Facebook (ce n'est pas un gag) à qui on demandait de posséder un bon ordinateur parfaitement (si c'est possible) sécurisé en plus d'être mus par un puissant sionisme et de disposer d'une certaine culture ? A qui appartiennent ces milliers de comptes Twitter qui prônent tous azimuts une alliance de fer entre les Juifs et les Chrétiens pour exterminer l'hydre islamiste, pour vitrifier l'Iran ou pour applaudir et encourager la colonisation de la Palestine ?

Mais il y a encore autre chose, une entité plus sombre encore qui n'a pas besoin des bataillons, des hordes, des cohortes de professionnels aguerris pour intoxiquer un public en voie d'abrutissement. Elle n'a besoin que de son anonymat absolu, elle a besoin que sa source ne soit pas identifiée, ne soit pas identifiable, elle a besoin des ténèbres d'où sortent les poisons cognitifs qui rendent littéralement folles des foules entières, les aliènent véritablement, les déconnectent de la réalité ou les sidèrent simplement. Là a-t-on affaire à des spécialistes de la manipulation mentale, à des orfèvres en matière de propagande, à des joueurs d'échecs, à des stratèges en psychologie sociale.

Cette troisième catégorie d'anonymes dont la petite équipe de vigilants ne souhaite en réalité pas le dévoilement de son identité est le faisceau conspirationniste d'ampleur mondiale appelé Q et son univers. Voilà une réussite fantastique du Système en matière d'opposition dirigée pour parler comme le bon Lénine. Dès le



départ, un peu comme le trumpisme tel qu'on nous le vendait dans le "milieu", Q ressemblait à une *douille* pour parler comme Kevin, soit à un piège, une arnaque politique, une imposture, certes très savamment déguisée. Qanon (le mystérieux Q et ses ouailles anonymes ont donné le néologisme Qanon) fut en premier une gigantesque et virtuelle salle d'attente pour Trumpistes qui avaient eu la faiblesse de croire aux promesses de la Mèche d'or.

Q, L'ANONYME PAR EXCELLENCE

Aux Etats-Unis, bien plus que chez nous, existait avant l'élection de Donald Trump, une très importante minorité de la population qui croyait déjà à l'existence de plusieurs complots. Parmi ceux-ci, en premier lieu, une affaire agitant 30 millions d'Américains qui y croyaient dur comme fer (et nombre d'éléments sont très troublants dans celle-ci), le Pizzagate, histoire complexe mais dont l'origine n'a rien de délirant comme le prétendent les ignorants et les mous suffisants qui postulent arbitrairement son inexistence pour se conformer aux critères de l'homme intelligent imprimés par les gardiens de la doxa. La vérité est que le Pizzagate, affaire dont Trump promettait la résolution, a été étouffé par lui-même. Le point d'orgue de cette affaire (on ne comprend rien à la sociologie électorale américaine de ces dernières années si on ne la connaît pas en détails ; inutile de ricaner en s'y désintéressant, ça ne rend pas l'observateur plus futé) fut la disparition momentanée et inexplicable de Rudolf Giuliani qui avait annoncé peu auparavant l'embalement de tous les affreux peu de temps après l'élection de Trump (qui lui-même avait prophétisé l'emprisonnement d'Hillary Clinton) après celle d'Alex Jones qui disparut également quelques temps après avoir parlé pendant plusieurs émissions du Pizzagate.

Bref, un climat de mystère, de colère, de vengeance mais aussi de peur planait sur les petits Américains épouvantés par des tas de récits pédosatanistes dans un mélange incessant de vraies informations et de *fake news*. Le message des officiels fut toujours le même en substance : ayez confiance, Trump va s'en occuper, il va les piéger, n'essayez pas de comprendre, vous ignorez tant de choses, Trump gère la situation, *Trust the plan* ! C'est ainsi que quelques mois après l'élection d'un Trump qui jamais n'intervint pour nettoyer les Ecuries d'Augias, Qanon apparut pour communiquer tous les jours sur le Pizzagate et d'autres affaires pédosataniques qu'il inventa pour faire diversion. Combien de fois a-t-on lu ou entendu ce gros jobard selon lequel le héros Donald Trump était sur le point d'arrêter des milliers de pédomanes assassins d'enfants, ce qu'il ne fit jamais ? Qanon n'hésita pas à diffuser de fausses nouvelles en la matière comme celle selon laquelle Donald Trump aurait donné l'ordre de lancer l'assaut dans un tunnel sous New York pour libérer des milliers d'enfants violés par des pédosatanistes ! Ou comment occuper tout un public entraîné toujours plus loin dans sa folie en lui faisant croire pour le duper

jusqu'au bout qu'il ne verra nulle part ailleurs ces informations parce que le secret de ces actions est nécessaire pour la poursuite de l'enquête !

Qanon est un as de la manipulation et aura réussi à convaincre des millions d'Américains que Trump contrôlait la situation malgré les apparences alors que ce sont bien les gens qui se cachent derrière Qanon qui dirigent la barque vers l'échec, le désespoir, le ridicule, la ringardisation totale de tout ce qui ressemble de près ou de loin à du "complotisme". Qanon, c'est, à n'en pas douter, le coup de maître du Système pour démonétiser les recherches des petits curieux sincères, pour discréditer toutes les enquêtes sur les réseaux pédomanes. On doit d'autres inepties à Qanon qui ont ridiculisé à propos un Trump qui en a joué jusqu'au bout. Au début de la crise covidique, Trump communiquait chaque jour sur "l'épidémie" et relayait parfois les sottises déblatérées par Qanon (Trump cita Qanon plus de 240 fois durant son mandat, preuve de la connivence entre les deux).

Nous nous rappelons de cet épisode surréaliste pendant lequel le président énumérait les méthodes que l'on pouvait utiliser pour combattre, selon lui, le Covid 19. Parmi celles-ci, Trump évoqua (il ne s'agissait pas d'un extrait tronqué de l'un de ses propos) le pouvoir d'une sorte d'eau de javel qu'il fallait absorber ou s'injecter. Où avait-il été chercher cette folie ? Chez Qanon qui fit, dès le début de la psychose virale, la promotion d'un produit de charlatan (et dangereux), le MMS, solution d'eau de javel présentée comme une eau miraculeuse. Le supplément alimentaire minéral miraculeux, ou MMS (pour Miracle Mineral Supplement, devenu Miracle Mineral Solution à la suite de la modification de la législation américaine restreignant l'utilisation du terme « supplément alimentaire »), est une solution à 28 % de chlorite de sodium (NaClO₂, un dérivé proche de l'eau de javel). Ce produit, dangereux et sans application médicale connue, fut vendu par l'Eglise de Scientologie comme une panacée soignant toutes sortes de maladies courantes ou graves.

L'APOTHÉOSE DE LA BÊTISE

Comment, et pourquoi, un président américain raconte-t-il pareilles sornettes ? A quoi joue-t-il ? Est-il la preuve vivante que Qanon et tout ce qu'il représente, la manière de penser que Qanon est censé représenter, serait une voie menant au désastre ?

Le bouquet final de l'opération Qanon donne du crédit à cette hypothèse. L'occupation orchestrée du Capitole fut le théâtre du ridicule. Avec pour acteur principal l'Indien chamanique absurde couvert de peau comme Jacob et muni de cornes de cornard. Il s'appelle d'ailleurs Jacob, Jacob Chansley, ce personnage halluciné qui laissa un petit message dans la salle du Sénat avertissant de l'avènement prochain de la Justice ! Devant la Justice des hommes, le bon Jacob a parlé ouvertement de sa conviction qu'il est un extraterrestre, un être supérieur, et qu'il est ici sur Terre pour s'élever vers une autre réalité. Il a réussi le bougre ! Et Qanon d'affirmer que Trump gérât la situation jusqu'au jour de l'officialisation du sinistre Joe Biden à Washington en répétant inlassablement son « *Trust the plan* ».

Biden était contrôlé à distance, il portait même à la cheville un bracelet électronique, les responsables démocrates allaient tous être arrêtés en compagnie de plein de pédophiles, au dernier moment, tout rentrerait dans l'ordre ! Aujourd'hui Qanon s'est-il sabordé après le flop trumpien ? Non, il poursuit son intox sur un air encore plus martial : il reviendra, *trust the plan*.

François-Xavier ROCHETTE.

HOMMAGE AUX MORTS DU SIX-FÉVRIER

SAMEDI 6 FÉVRIER 2021 À PARIS

9H30 : RDV AU CIMETIÈRE DE CHARONNE DEVANT L'ENTRÉE SITUÉE CHEMIN DU PARC DE CHARONNE

11H30 : MESSE SOLENNELLE

13H : COLLATION

07.81.72.58.81

cfh.grimaldi@free.fr

Stéphane BLET : “Nous vivons en pleine tyrannie”

RIVAROL : Pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs et expliquer ce qui vous a conduit à vous exiler en Turquie ?

Stéphane BLET : Pianiste Concertiste international et Compositeur, Professeur Honoraire à l'École Normale de Musique de Paris, j'ai enregistré une quarantaine de CDs (de Mozart à mes œuvres en passant par Chopin, Liszt, Rachmaninov, Moussorgsky, Beethoven, Satie, Scriabine, Schubert, Brahms...) Je suis né à Paris et j'y ai presque toujours vécu, jusqu'à ce que cela devienne si intenable professionnellement et personnellement que je me décide de m'expatrier... tout en continuant à lutter — plus que jamais — de l'extérieur, à libérer le pays occupé qu'est la France. Occupé par d'infénales associations communautaristes mafieuses que nous connaissons bien, vous et moi. Il faut dire que je ne suis pas vraiment de gauche et ça, dans les milieux artistiques, ça n'aide pas et ça passe mal. Ni juif, ni homo, ni gauchiste, ni pro-LGBT, ni *Charlie*, ce n'est pas particulièrement apprécié et cela suffit largement à vous faire définir de méchant “faaachiste” par l'arrogante gauchissier bobo-jacqueto-parisienne qui a toujours sévi en France. Toujours est-il que cela, plus mes choix et idées politiques, ont durablement entériné mon boycott en France, et plus particulièrement depuis 6 ans, avec les procès et harcèlements ininterrompus des malfaisantes associations suprématistes juives, qui se cachent derrière le paravent d'un antiracisme de pacotille pour nous asservir, nous mettre à genoux et nous faire taire définitivement...

R. : Vous avez récemment été condamné à six mois de prison ferme. Pouvez-vous nous en dire plus ?

S. B. : Les organisations suprémacistes malfaisantes que nous connaissons s'en donnent à cœur joie en ce moment et elles créent même des faux comptes à votre nom. Toujours est-il que les tristes site Elfassi et Haziza ont porté plainte pour un supposé message Facebook ou VK, je ne sais plus... Résultat, il faut leur filer des pépètes et on condamne maintenant à de la prison ferme. 6 mois ferme pour un supposé message qui ne plaît pas à ces gens... Leur haine est sans limite (ils disent « *Eyn Sof* » dans leur langue). Que des personnages comme Elfassi ou Haziza puissent faire la loi dans ce pays montre le degré réel de l'occupation sioniste et israélienne en France. Lorsque je disais il y a dix ans que nous finirions par vivre comme les Palestiniens, j'avais hélas raison...

R. : La LICRA s'en est même prise à votre mère, essayant de saisir ses biens. Pouvez-vous nous raconter cette affaire stupéfiante ?

S. B. : Oui, c'est hallucinant. Ces gens-là peuvent tout se permettre. En fait, j'étais en Turquie lorsque c'est arrivé. Un soir, je reçois un coup de fil d'une voisine de l'immeuble où habitait ma mère, à Boulogne-Billancourt, qui me dit qu'il y a des huissiers chez ma mère, qui sont venus lui saisir des biens. Lorsque j'appelle ma mère, elle me lit la mise en demeure de la Licra. Elle a beau leur dire que 1. Je n'ai jamais habité dans cet appartement, qu'il n'y a aucune affaire à moi, ils lui donnent 24h pour payer je ne sais plus trop combien, quelques milliers d'euros, sinon c'est la saisie. A l'époque on publie cette histoire sur

E&R, le site d'Alain Soral, avec la copie de la mise en demeure de la Licra. Et cela les fera reculer, avant qu'ils ne trouvent autre chose... C'est effarant. Les méthodes de ces voyous n'ont pas de nom. De plus, ma mère avait déjà mis en viager ce petit appartement où elle habitait depuis longtemps et donc, sauf à vouloir lui piquer son lit, sa télé et son frigo (ce qu'ils auraient sans doute fait s'ils avaient pu), ils ne risquaient pas de trouver de diamants planqués, si vous voyez ce que je veux dire... Mais s'en prendre à une femme modeste de 86 ans pour atteindre son fils, oui, ça fait partie des méthodes de ces énergumènes. Entre autres.

R. : Que vous inspire l'emprisonnement depuis le 18 septembre 2020 d'Hervé Ryssen qui pourrait rester encore longtemps derrière les barreaux ?

S. B. : L'emprisonnement d'Hervé Ryssen est une honte absolue et un déshonneur de plus pour la France, ou ce qu'il en reste. Au moment où je l'ai appris, j'ai tout de suite appelé mon ami Bruno Gollnisch et aussi Jany, l'épouse de JMLP. Et Bruno et Jean-Marie ont réagi tout de suite (les deux seuls politiques français à sauver l'honneur, une fois de plus). Comme d'habitude, cette pauvre Marine s'est comportée pitoyablement, tout comme son (ex-) concubin, Louis Aliot, en s'en réjouissant ou plus exactement en se désolidarisant de Bruno Gollnisch. Ils n'ont vraiment honte de rien. Pour aller plus loin, je dois dire que je n'ai pas été si surpris qu'Hervé se soit fait jeter en prison par la Caste car il a commis une erreur stratégique en défendant l'infénalement sayan Zemmour, ce que je lui avais reproché à l'époque, tout comme d'autres, dont vous faites partie. Il est à noter que Zemmour a refusé de signer pour sa libération, alors que de nombreuses personnalités, de droite mais même de gauche, l'ont fait. Ce qui veut tout dire.

Lorsqu'on avait dîné ensemble à Paris il y a quelques années, Hervé m'avait déjà dit que Zemmour, c'était quand même bien et je lui avais répondu qu'il se faisait manipuler. Si Zemmour avait été sincère, il aurait inclus dans ses propos les responsables de la situation qu'il dénonce et l'identité des sinistres personnages de sa communauté qui ont amené cette situation. Or, nous savons qu'il ne l'a jamais fait. De plus, je ne vois pas comment on pourrait appeler Zemmour un Patriote alors qu'il cherche une guerre civile et non une révolution Populaire. Il agit en sayan pour diviser chrétiens et musulmans au profit de sa seule communauté et de l'entité sioniste.

Toujours est-il que c'est notre devoir à tous de soutenir Hervé et de tout faire pour qu'il sorte de là le plus vite possible. Mais ce sera compliqué. Je pense beaucoup à lui, mais aussi à sa famille. C'est une honte. On libère des terroristes et on jette un écrivain en prison... A vomir.

R. : L'année 2020 a connu une restriction considérable et inouïe des libertés de circulation, de rassemblement, de réunion, de manifestation, de culte, d'expression avec la suppression d'un grand nombre de comptes Twitter, Facebook, Instagram, VK, YouTube de dissidents, à commencer par ceux de Soral, de Dieudonné et de RIVAROL, et il est question de s'en prendre à la liberté de l'enseignement avec l'interdiction de l'école à la maison à la rentrée 2021 et la mise au pas des écoles confessionnelles hors contrat,

que vous inspire cette évolution qui fait de plus en plus ressembler notre pays à l'Union soviétique ?

S. B. : Nous sommes en dictature maçonnique et sataniste. Cela n'a donc malheureusement rien de surprenant et empirera chaque jour tant que nous ne renverserons pas ce système infernal. Peillon, l'ancien ministre franc-maçon de l'Éducation Nationale avait dit que la Franc-maçonnerie serait « *la religion du XXI^e siècle* » et on y est. On y était déjà mais tout s'accélère dramatiquement et ils accélèrent le calendrier, en faisant passer des lois incroyables à deux heures du matin à l'Assemblée, pendant que BFM et tous les media terrorisent la population avec le Covid...

Il faudrait exiger les listes publiques des francs-maçons dans la Justice, la Police et l'Éducation Nationale et faire le ménage... Malheureusement, les gens ne comprennent pas. Rien ne bougera tant que les francs-maçons régneront dans les ministères. C'est pourtant simple à comprendre. Même l'ignoble loi que Castex a voulu faire passer à l'Assemblée Nationale avec le « *Passport Vert* » qui tend à interdire aux futurs non vaccinés de manger au restaurant, de se déplacer, a été publiquement évoquée le 21 décembre, jour du solstice d'hiver, la nuit la plus longue de l'année, où tous les sorciers exercent leurs rituels les plus dégueulasses. C'est de la kabbale et de la sorcellerie pure mais tenter de décliner cela dans nos milieux même est souvent périlleux car certains ne comprennent pas que TOUT fonctionne par symboles, codes et dates choisis en fonction de leurs rituels. Il faudrait pourtant accepter que c'est ainsi parce que, dans le cas contraire, nos ennemis auront toujours plusieurs coups d'avance sur nous.

R. : Que pensez-vous du bilan de Donald Trump, tant l'actif que le passif de son action, depuis quatre ans ?

S. B. : Donald Trump, quoi que l'on pense de lui, de sa personnalité et du reste, demeure le seul et unique Président des États-Unis à ne pas avoir déclenché de nouvelles guerres au Proche-Orient ou ailleurs. Il faut le voir comme un homme d'affaires qui veut trouver du travail aux Américains, faire tourner l'économie et voit d'un très mauvais œil l'interventionisme constant et l'ingérence systématique de l'État profond américain dans les affaires internes des pays étrangers, d'autant que cela coûte une fortune aux États-Unis et appauvrit le peuple américain. Pour moi, Trump n'est absolument pas antisémite mais il n'est pas non plus un soldat zélé de la cause sioniste : c'est un milliardaire qui a reçu un Empire sur un plateau d'argent et qui a horreur qu'on l'ennuie. Donc, lorsque des lobbys vont trop loin avec lui, il pète un câble car il refuse la soumission. Je le vois comme cela, tout du moins. Quant à son bilan, il est assez bon, lorsqu'on pense à l'état dans lequel il a récupéré les États-Unis, après deux mandats d'Obama. Et puis les Antifas et les LGBT le détestent, et juste pour ça, j'ai envie de le défendre, malgré ses zones d'ombre...

R. : Que peut-on faire face à ce rouleau-compresseur mondialiste et, disons-le, judéo-sioniste, qui détruit tout sur son passage ? Et que pensez-vous de cette tyrannie pseudo-sanitaire ?

S. B. : Le sionisme est INTRINSÈQUEMENT un Cancer, une PESTE, un virus qui se répand partout, pervertit, corrompt, salit, détruit, tue, massacre, ment... C'est le mal absolu. L'immonde Theodor Herzl, architecte du projet sioniste à l'origine, était venu en Turquie il y a un siècle, pour rencontrer le Sultan Abdülhamid II, pour tenter de lui extirper la moitié du pays, pour ses juifs. C'était déjà le fameux : « On a beau-

coup souffert », assorti du chantage mielleux habituel : si tu refuses, je sèmerai le chaos chez toi.

L'Histoire a toujours montré que faire un pacte avec ces crapules est à la fois immonde, déshonorant et totalement stupide car, en plus du reste, elles sacrifient toujours celui qui a baissé la garde, même un instant... Si Saddam Hussein n'avait pas accepté certaines compromissions avec eux, il serait toujours là. Si Khadafi n'avait pas financé la campagne du nabot casher Sarkozy, il n'aurait pas été pendu. On ne fait pas de pacte avec le Diable : on lui crache dessus et on lui montre sa laideur. Tous ceux qui ont pensé “composer” avec eux ont été sacrifiés. Il suffit de lire le Talmud pour comprendre leur psychologie, pas besoin de chercher de midi à quatorze heures, c'est clair.

Le seul espoir (et c'est pour cela que nous sommes persécutés, Dieudo, Soral, vous, moi), c'est une union de toutes les bonnes volontés, au-delà de nos différences. Des gens comme Goldnadel l'ont bien compris et c'est pour cela qu'ils ont infiltré la Droite Nationale qui est devenue une Droite nationale.

Contre le cancer, le rouleau compresseur dont vous parlez, il faut faire tomber le mur des apparences et si nous y arrivons, ils n'auront pas deux minutes pour faire leurs valises. Et ils le savent ! Zemmour le premier !

Quant à la tyrannie du Covid, il est évident que c'est l'arme fatale de nos ennemis pour finaliser l'instauration de leur Nouvel Ordre Mondial : prétexter un terrible virus (qui fait moins de morts que la grippe saisonnière — et d'ailleurs il n'y a officiellement plus de gripes, tout est comptabilisé “Covid”). Au-delà de cela, ils nous fichent, nous puent, nous piquent, nous enferment chez nous... En attendant l'annonce officielle de la banqueroute des banques, la fin de l'argent liquide et l'esclavage total avec l'avènement de la cryptomonnaie de Bill Gates. Qu'on le veuille ou non, c'est leur plan et si on ne les arrête pas maintenant, ce sera trop tard. Il n'est d'ailleurs pas exclu qu'ils créent un Covid un peu plus agressif dans les mois qui viennent pour mater toute possible résistance de certains peuples au vaccin.

R. : Conseillez-vous l'exil ou la résistance sur place aux dissidents et nationalistes français ?

S. B. : Cela dépend bien sûr des cas mais j'aurais tendance à conseiller de lutter de l'extérieur à tous ceux qui ont suffisamment de contacts et de possibilités d'être efficaces dans la lutte. Si nous étions encore cinq ou six ans en arrière, j'aurais dit : c'est notre pays, luttons de l'intérieur mais... ce n'est plus possible pour nous. La tactique de l'ennemi est simple : nous prendre notre argent, nous faire perdre notre travail, nous assommer de procès et, le cas échéant, nous jeter en prison et donc nous rendre invisibles, muets et inefficaces.

De plus, cela effraie ceux qui nous soutiennent et je ne vois donc pas bien l'intérêt. Alain Soral est désormais en Suisse, moi en Turquie, Le Lay au Japon, Reynouard en Angleterre, et les autres ne tarderont pas à partir car il n'y aura pas de retour en arrière. Le Mossad est partout en France, le Shin Bet gère les confinements/déconfinements, nous sommes sous occupation TOTALE... Et le scandaleux emprisonnement d'Hervé Ryssen prouve bien ce qui attend les Patriotes qui restent.

Quoi qu'il en soit, les Français qui restent doivent s'armer (légalement) et rester groupés et en contact permanent.

Ce qui nous attend est sans précédent. C'est biblique. Ce sera eux, ou nous.

Propos recueillis par Jérôme BOURBON.

Louis VII et Aliénor

EN 1137, Louis VII avait tout ce qu'il fallait pour être le plus heureux des rois. Son autorité s'étendait de Laon à Bayonne et de l'Auvergne à l'Océan. Il était bien fait de sa personne, très aimé de tous et éperdument amoureux d'Aliénor, l'irrésistible enfant des pays d'Oc, cette fille du soleil, raffinée et cultivée, qui venait de débarquer à Paris avec ses troubadours et ses organisateurs de cours d'amour ! Jusqu'alors, à la Cour, on avait surtout goûté les plaisirs de la table, maintenant on allait connaître tous les autres... Aliénor répondait largement à l'amour de Louis. Elle ne voulait voir en lui qu'un prince digne de figurer dans les contes et légendes à la mode dans les demeures seigneuriales. Elle entendait même le mouler quelque peu, car elle avait besoin d'un homme qui l'éblouît... Le royaume était relativement paisible, mais il fallait quand même avoir l'œil sur tout, car certains seigneurs croyaient le moment venu de relever la tête... Le sire de Lezay n'avait-il pas récemment tenté de prendre le couple royal en otage dans son donjon de Talmont ? L'entreprise n'avait été déjouée que grâce à l'abbé Suger, que Louis avait eu l'intelligence de garder près de lui... Il allait falloir, comme au temps de Louis le Gros, raser des châteaux, comme celui de Montjoie. Et puis, il y avait aussi le mouvement communal qui, en certains lieux, dépassait ses limites. Louis VII réprima impitoyablement les communes libres d'Orléans et de Poitiers. De mauvaises langues disaient que les excès de la répression étaient dictées au jeune roi par le désir d'en imposer à Aliénor, la chaude méridionale qui en demandait toujours plus...

Côté étranger ; on était à peu près tranquille. En effet depuis la mort d'Henri 1^{er} Beauclerc (1135), la couronne anglaise était violemment disputée entre deux prétendants : l'un était le neveu du défunt, Étienne, comte de Blois, le fils de la bouillante Adèle d'Angleterre ; l'autre était le gendre du roi défunt : Geoffroy Plantagenêt, comte d'Anjou et du Maine, marié depuis peu à Mathilde d'Angleterre, veuve de l'empereur Henri V. Ainsi entraient dans l'Histoire ces Plantagenêt dont le royaume de France n'avait pas fini d'entendre parler ! Pour le moment, Geoffroy était un prince aimable, généreux et cultivé. On se souvient de son grand-père, Foulque le Réchin, qui se fit enlever sa femme Bertrade par Philippe 1^{er}. Son père, Foulque le Jeune, comte d'Anjou en 1109, avait épousé en 1111 l'héritière du comté du Maine (dont naquit Geoffroy). Puis veuf, il partit pour la Croisade où le roi de Jérusalem, Baudouin II, le remarqua et lui donna en mariage sa fille unique Mélisandre. C'est pourquoi il était depuis 1131 roi de Jérusalem ! Geoffroy, dit le Bel avait fait preuve de beaucoup de résignation en épousant la rude Mathilde d'Angleterre, de quinze ans son aînée. Mais quel bel héritage en perspective !

Étienne de Blois venait d'oser se proclamer roi d'Angleterre. Mathilde et Geoffroy n'étaient pas décidés à se laisser faire : guerres, tentatives d'invasion, tractations... Finalement Geoffroy réussit à prendre Rouen et à obtenir la soumission de la Normandie, tandis que Mathilde intriguait toujours sur le sol anglais. Louis VII, qui était trop heureux de voir la Normandie détachée du royaume anglais, permit à Geoffroy d'ajouter à ses titres de comte d'Anjou et du Maine, celui de duc de Normandie. En échange, celui-ci rendrait le Vexin au roi de France. À la même époque l'empire germanique se trouvait aussi déchiré par des luttes de succession ; la monarchie française s'apercevait des bienfaits de la transmission héréditaire de la Couronne de mâle en mâle par ordre de primogéniture...

En France tout allait bien. Paris brillait d'un éclat extraordinaire. Imitant la Cour, les seigneurs prenaient plaisir aux fêtes, la mode



vestimentaire se modifiait et le goût se propageait pour les choses de l'amour. La reine-mère Adélaïde, veuve de Louis VI le Gros, qui n'était pourtant pas belle, décida de se remarier avec un Montmorency (!), Aliénor protégeait les troubadours, tel Bernard de Ventadour, les lettres étaient florissantes, les universités de Paris, Chartres, Orléans, Angers, attiraient les étudiants de toute l'Europe. On redécouvrait les Lettres antiques et, alors, s'engageaient de grands débats d'idées, pas toujours très orthodoxes ; c'était le temps d'Abélard, le temps des grandes passions, le temps aussi où, dans midi, germait l'hérésie cathare... Heureusement, saint Bernard était là pour crier la vérité à la face des libres-penseurs et rappeler que la culture ne donnait pas le droit de s'écarter des exigences de la foi.

Homme de paix, de justice et de grande piété, Louis VII entendait adoucir le sort des serfs, invoquant, dans une charte de 1152, la liberté naturelle comme un décret de la divine bonté. Il faisait progresser les libertés communales, suscitant des espaces où s'exerçait la protection du roi contre les excès féodaux. Il multipliait les villes neuves, leur octroyant des franchises particulières. Tout cela engendrait une réelle prospérité. Sa simplicité frappait les étrangers. Ainsi l'Anglais Walter Map entra un jour dans le palais ouvert à tout venant et y aborda... le roi : « *A votre prince, lui dit celui-ci, il ne manque de rien : chevaux de prix, or et argent, étoffes de soie, pierres précieuses, il a tout en abondance. A la Cour de France, nous n'avons que du pain, du vin et de la gaieté* » Aliénor se mêlait de politique et ne voulait pas de tutelle. Hélas, l'influence de l'abbé Suger diminuait, cette trop jolie femme étant en train de devenir le mauvais génie de Louis. D'abord, elle lança le roi dans une affaire peu reluisante où il ne « marcha » que dans le but de montrer à Aliénor qu'il était un homme. Il s'agissait d'une question de nomination ecclésiastique ; elle poussait Louis à tenir tête au pape Innocent II et à refuser l'archevêque nommé à Bourges. Saint Bernard se fâcha et le pape jeta l'interdit sur le royaume. Vint se greffer là-dessus une affaire de caprice qui tourna mal : Aliénor soutenait sa sœur Pétronille d'Aquitaine, laquelle était follement éprise du sénéchal de France, Raoul, comte de Vermandois. Or, celui-ci était déjà marié avec la nièce de Thibaut, comte de Champagne, qu'il répudia pour vivre avec Pétronille ! Saint Bernard tonna une fois de plus et le pape excommunia ce couple adultère, tandis que Thibaut voulait venger l'honneur de sa nièce. Louis VII prit alors le parti de sa belle-sœur et fit à Thibaut une guerre impitoyable. Une troupe royale s'empara de Vitry et fit périr trois cents personnes dans l'incendie de l'église. Le Champenois capitula en 1143, puis la guerre reprit. Heureusement saint Bernard força le roi à faire la paix et l'interdit sur le royaume put être levé. Mais des vies humaines avaient été gaspillées pour rien. Uniquement, pour satisfaire deux femmes trop ardentes ! Louis VII en était accablé, le souvenir des brûlés de Vitry le hantait, le remords l'envahissait et son zèle religieux allait reprendre le dessus. Ce qui n'était pas du goût d'Aliénor... Or, juste à ce moment, on reçut d'Orient des nouvelles alarmantes. Le royaume franc, créé à Jérusalem par l'élite de la noblesse française, était en grand péril. À la mort de Foulque d'Anjou, devenu roi de Jérusalem par son second mariage (avec Mélisandre), la couronne revenait à son fils mineur Baudouin III. Minorité qui entraîna la division dont profitèrent les musulmans qui s'emparèrent d'Edesse (tout cela à cause, semble-t-il, de la mauvaise volonté de Raymond de Poitiers, oncle d'Aliénor). Louis VII prit très vite une décision. Le jour de Noël 1145, il annonça solennellement l'organisation d'une nouvelle

Croisade. Ainsi pourrait-il expier sa faute de Vitry... Ce ne fut pas l'enthousiasme immédiat, saint Bernard qui venait de réconcilier le roi avec le nouveau pape Eugène III (successeur d'Innocent II), accepta de prêcher à Vézelay et décida même l'empereur Conrad II à se croiser. Louis désirait emmener avec lui Aliénor et ses suivantes. Elle pourrait ainsi le voir dans les exploits qu'il comptait y accomplir. Et puis, mieux valait ne pas la laisser seule trop longtemps à Paris...

Le roi de France et l'empereur germanique partirent, en 1147, chacun avec une armée de soixante-dix mille hommes. Une fois de plus, l'empereur de Byzance jouait double jeu, et Conrad, excédé, rentra chez lui. Louis VII accomplit alors des prodiges de bravoure. L'armée franque se trouvait enfermée, au mont Cadmos en Pisidie, dans un étroit défilé, bordé d'un côté de précipices profonds et de l'autre de rochers escarpés. Chevaux, hommes, bagages, tout fut poussé dans l'abîme. Le roi Louis VII parvint à s'échapper de la mêlée, gagna une éminence, s'adossa contre un arbre et résista seul à plusieurs assaillants. La nuit venue, le roi profita de l'obscurité pour rejoindre l'avant-garde de son armée, où déjà on le croyait mort. Après la bataille, l'armée du roi de France, qui avait subi de lourdes pertes, parvint difficilement à rejoindre Attalia le 20 janvier. Le roi dut abandonner les non-combattants et s'embarquer pour Antioche avec ses chevaliers affamés.

À Antioche l'on retrouva Raymond de Poitiers et Aliénor ne semblait pas insensible au charme de cet oncle encore jeune. Celui-ci conseilla au roi d'aller reconquérir Edesse, tandis que la reine resterait à Antioche sous sa garde... Refus de Louis qui soupçonnait quelque chose, car les langues se déliaient dans la ville. Le roi voulait aller à Jérusalem et il y emmena de force Aliénor, puis il courut attaquer le régent de Damas, qui ne faisait de mal à personne !

Trop d'incohérences conduisirent à un piteux échec. L'abbé Suger, de Paris envoyait tous les jours, des messages à Louis pour le prier de rentrer dans son royaume, ce qu'il se décida à faire en 1149, mais la reine, que la mort au combat de Raymond de Poitiers avait rendue enragée, ne prendrait pas le même bateau que le roi. Elle ne pouvait plus le supporter, il était à ses yeux trop maladroit en amour, il ne pouvait plus la satisfaire. Les deux époux se retrouvèrent pourtant au retour à Tuscum, près de Rome, où le pape tenta l'impossible pour les réconcilier, allant jusqu'à bénir le lit dans lequel ils devaient passer la nuit...

LE COURAGE DU CAPÉTIEN

Si son ménage battait de l'aile, Louis VII eut au moins la satisfaction, en rentrant de la Croisade, de retrouver son royaume en ordre et prospère. L'abbé Suger, exerçant la régence, avait réussi, malgré un certain mécontentement populaire à l'égard de l'entreprise orientale, à sauvegarder la paix civile et même à remplir les caisses de l'État, tout en secourant les pauvres et sans augmenter les impôts ! Il avait même créé des villes nouvelles comme Vaucresson. Mieux : il avait sauvé la couronne en déjouant un complot du frère du roi, Robert, comte de Dreux, qui voulait s'emparer du trône. Les menaces d'excommunication eurent raison des conjurés que Suger réduisit, mais sans les briser. Le sévère saint Bernard lui-même lui rendit hommage : « *S'il y a, dans notre Église de France, un vase d'honneur et, dans la Cour, un serviteur fidèle comme David, c'est à mon jugement le vénérable abbé de Saint-Denis. Je le connais à fond et je sais qu'il est fidèle et prudent dans les choses temporelles, fervent et humble dans les spirituelles. Mêlé aux unes et aux autres, il demeure, ce qui est on ne peut plus méritoire, à l'abri de toute accusation.* »

Dès ce moment, comme dit le moine Guillaume, « *le prince et le peuple discernèrent à Suger le surnom de père de la Patrie.* » Et pourtant Suger se faisait encore bien des soucis. D'abord il ne se consolait pas du fiasco

qu'avait été la Croisade, et il songeait à enrôler lui-même des hommes pour y repartir. Déjà, il envoyait des fonds à Jérusalem pour aider le roi Baudouin III, enfin majeur, qui était courageux et cultivé et qui parvenait à relever son royaume. Suger souffrait aussi de voir la mécontente empire dans le couple royal. Il aida les époux de son mieux pendant deux ans, car il savait bien qu'une rupture conjugale entraînerait la ruine de l'œuvre de Louis VI. Mais il mourut le 13 janvier 1151, à soixante-dix ans. Ce fut un grand malheur pour la France ! Tout de suite, n'en tenant plus, Louis et Aliénor engagèrent une procédure en vue de faire dénouer leur lien conjugal par l'Église. Le 21 mars 1152, le concile de Beaugency prononça la nullité du mariage, invoquant la consanguinité. Mais, reconnaissant la bonne foi de l'un et de l'autre au moment du mariage, le concile déclara légitimes les deux filles qu'ils avaient eues : Marie et Alix.

Aliénor s'en allait avec, dans ses bagages, le Poitou, l'Auvergne, le Limousin, le Périgord, le Bordelais et la Gascogne, car elle restait duchesse d'Aquitaine ! C'était un beau parti, d'autant qu'elle n'avait encore que trente ans !

Et qui allait être le nouvel élu ? Tenez-vous bien : Henri Plantagenêt ! Lequel avait hérité un an plus tôt de son père Geoffroy, le comte d'Anjou, le comte du Maine et le duc de Normandie ! Ils se marièrent le 18 mai, juste deux mois après le concile de Beaugency, unissant leurs terres qui formeraient un immense État aux mains d'un vassal du roi de France ! Tandis que Louis VII devrait se contenter de ce que possédait son père : le petit domaine capétien proprement dit. Ce n'était pas tout : Henri Plantagenêt, qui avait hérité des prétentions de son père Geoffroy, parvint à se faire désigner comme successeur par le vieux roi d'Angleterre, Étienne de Blois. Celui-ci mourut peu après et, le jour de Noël 1154, Henri Plantagenêt, âgé de 21 ans et Aliénor, se firent sacrer roi et reine d'Angleterre. Avec cela, la moitié de la France devenait anglaise !

Situation vraiment épouvantable pour Louis VII. D'autant plus qu'il n'était pas certain de faire le poids devant le Plantagenêt devenu Henri II, prince athlétique et sans scrupule ! Eh bien, le roi de France fit face au malheur avec un courage admirable et un grand sens politique. D'abord, il fit jouer le droit féodal. Son ex-épouse en tant que duchesse d'Aquitaine et le roi d'Angleterre en tant que duc de Normandie et comte d'Anjou, étaient ses vassaux ; donc ils auraient dû lui demander la permission de se marier ! Cela paraît cocasse, mais comme ils ne l'avaient pas fait, Louis VII était en droit de proclamer la confiscation de leurs biens et donc de soutenir activement tous les petits seigneurs normands, angevins et aquitains qui ne voulaient pas obéir au Plantagenêt. À un moment il fut même amené à faire cause commune avec le frère d'Henri II, Geoffroy Plantagenêt, qui réclamait un fief. Puis, quand Henri II prétendit reprendre à son compte les prétentions des ducs d'Aquitaine sur le comté de Toulouse, le roi de France se rendit en personne dans cette ville auprès de Raymond V, comte de Toulouse, qui venait d'épouser sa sœur, Constance de France. Henri II renonça alors à entrer dans une ville où séjournait le roi de France ; il avait compris qu'il ne pouvait quand même pas tout se permettre ! Quant au comte de Toulouse, cela le rapprochait du roi français, lequel avait fort bien joué. Louis VII devait aussi tenir à l'œil les barons du domaine qui chahutaient de temps à autre, mais avec plus de retenue qu'autrefois. Quand ils étaient cités devant la Cour royale, désormais ils se présentaient. L'autorité du roi avait fait de grands progrès. Même dans les grands fiefs, Bourgogne, Auvergne et autres, il était respecté et son arbitrage réclamé ; une percée commençait à s'opérer vers le Dauphiné, le Vivarais, et la vallée du Rhône où de petits seigneurs demandaient au roi d'immédier leurs terres, c'est-à-dire de les tenir directement de lui. Sans doute Louis pensait-il souvent à Aliénor et priait-il pour elle, car il savait qu'elle n'avait pas été heureuse longtemps avec cette brute épaisse de Plantagenêt qui la trompait à tour de bras. Mais il fallait que Louis se remariât pour avoir un fils et transmettre la couronne de France !

Michel FROMENTOUX.

1951-2021 : soixante-dix ans de combats rivaroliens !

RIVAROL septuagénaire ! Pour mesurer ce que sept décennies représentent, il suffit de se remémorer l'état du monde en janvier 1951 : Staline était le maître incontesté de l'Union soviétique, Pie XII régnait sur l'Eglise, le Maréchal Pétain finissait ses jours à l'île d'Yeu, les prêtres portaient la soutane et les militaires l'uniforme, l'avortement restait un crime, l'homosexualité un délit, la France possédait un immense empire colonial et n'était pas encore en proie à un urbanisme délirant, à une immigration massive, à une insécurité galopante, à un chômage endémique, à une apostasie générale. Le monde a plus changé en soixante-dix ans qu'en deux mille. Toutes les valeurs ont été subverties, le sens des mots inversé, les institutions anéanties, les intelligences perverties, les consciences détruites, les principes et vertus délaissés.

L'invasion de la techno-science, la déchristianisation généralisée, le matérialisme triomphant ont profondément bouleversé la façon de penser et de vivre de nos contemporains. Pendant tout ce temps RIVAROL est sur l'essentiel resté fidèle à lui-même et il est toujours là, debout : *fluctuat nec mergitur*. La devise de la ville de Paris s'applique bien à l'Hebdomadaire de l'opposition nationale et européenne. Voilà quelles sont, me semble-t-il, ses caractéristiques fondamentales :

● RIVAROL est d'abord le journal de l'engagement. Ces dernières décennies ont vu la disparition progressive des journaux d'opinion sacrifiés par la société capitaliste. Les groupes bancaires et industriels qui contrôlent la quasi-totalité de la presse écrite ne détestent rien tant en effet que les lignes éditoriales trop marquées, pas assez policées. De sorte qu'aujourd'hui du *Figaro* à *Libération*, du *Monde* à *L'Humanité*, de *L'Express* à *Rouge*, c'est le même conformisme idéologique, la même soumission aux puissances du jour, la même pusillanimité. Car comme le remarquait déjà à son époque le prophète Edouard Drumont dans *La France juive* : « *Notre siècle est effroyablement lâche*. » Il est tellement plus facile de s'en prendre à des vieillards inoffensifs qu'à la tyrannie de certains lobbies et à la mal-faisance de nos gouvernants !

● RIVAROL est le journal du risque. Anti-communiste à une époque où toutes les élites intellectuelles avaient les yeux de Chimène pour le petit père des peuples, antigaulliste à un moment où toute la presse bien-pensante manifestait la plus extrême déférence envers le fondateur de la V^e et le fossoyeur de l'Algérie française, révisionniste depuis le premier jour, ayant régulièrement rendu compte des travaux et écrits d'un Bardèche, d'un Rassinier, d'un Faurisson, d'un Reynouard, et leur ayant donné la parole alors qu'ils étaient proscrits, chassés, vilipendés, ne se soumettant pas au lobby judéo-sioniste que la plupart, même dans nos milieux, n'osent pas nommer par crainte des repréailles, il n'a jamais reculé devant les procès, les amendes, les saisies dont il détient le record, ce qui dans les temps actuels est la plus belle des décorations. Dans notre société qui tolère et promeut toutes les violences, toutes les incivilités, toutes les goujateries, qui fait de la vulgarité une fin en soi, jamais la liberté d'expression, de pensée, de critique, de recherche, de polémique, et même de simple information du public, n'a été aussi menacée. Jamais la vérité, qu'elle soit religieuse, historique, politique, morale, statistique ou biologique, n'a été à ce point occultée, mise sous le boisseau. Jamais la liberté de l'écrivain, du publiciste, n'a été si entravée.

Avec l'empilement des législations mémorielles et de l'arsenal de répression antiraciste (unilatéral), de la loi Pleven (1972) à la loi Gayssot (1990), en passant par la loi Lellouche (2003) et Perben (2004). Avec la mise au pas des réseaux sociaux, comme en témoigne la fermeture récente de dizaines de milliers de comptes Twitter, Facebook, YouTube, Instagram, VK, tant en France qu'outre-Atlantique. Les géants d'Internet se permettent de réduire au silence n'importe quelle personnalité, même le président en exercice des Etats-

Unis d'Amérique, ainsi qu'on l'a vu avec la clôture définitive du compte Twitter de Donald Trump qui comptait pourtant plus de 88 millions d'abonnés. Et chez nous on ose supprimer, sans aucune possibilité de recours, et à titre définitif, les chaînes YouTube d'un humoriste comme Dieudonné (qui comptait plus de 400 000 abonnés), d'un essayiste comme Alain Soral ou d'une publication vieille de soixante-dix ans comme RIVAROL.

Et que dire de l'embalement pour une durée indéterminée d'un écrivain et essayiste comme Hervé Ryssen, incarcéré à la prison de Fleury-Mérogis depuis le 18 septembre 2020 ? Comment justifier pareillement que des artistes, des publicistes, des polémistes, des humoristes, des écrivains n'aient d'autre choix que l'exil s'ils veulent éviter la prison pour délinquance de la pensée ? Il est stupéfiant que dans un pays qui se targue de défendre la liberté et qui a placé ce concept dans le triptyque de sa devise et sur les frontons de ses bâtiments officiels, de plus en plus de personnalités en première ligne du combat se posent sérieusement la question du départ définitif de notre pays. D'où cette situation inouïe : les immigrés rentrent, s'implantent, se multiplient, et les Français à la pointe de la résistance doivent, eux, songer à partir. Boris Le Lay s'est ainsi exilé à Tokyo au Japon en 2014, Vincent Reynouard à Londres en Angleterre en 2015, le pianiste Stéphane Blet à Istanbul en Turquie en 2017, Alain Soral à Lausanne en Suisse en 2020. Et Dieudonné, lui aussi harcelé judiciairement, pourrait bien rejoindre prochainement le Cameroun.

Face à cette tyrannie oppressante, le journaliste libre a un devoir de vérité, d'impertinence et d'insoumission. Et pour poursuivre inlassablement le combat frontal contre ce Système mortifère, il nous semble absolument nécessaire de défendre et de développer la presse papier. Car il reste beaucoup plus difficile, beaucoup plus lourd d'obtenir l'interdiction d'une publication imprimée, disposant d'un dépôt légal et d'un numéro de commission paritaire, paraissant régulièrement en kiosques depuis des décennies, que de supprimer un site Internet, un blog, un compte Twitter, Facebook ou VK. En un instant, tout le contenu d'un site sur la Toile peut être anéanti, réduit en poussière. Alors que ce qui est imprimé reste. *Scripta manent*.

Ce n'est certes pas une mince gageure de défendre aujourd'hui la presse papier. Les imprimeries ferment les unes après les autres, les titres disparaissent, réduisent considérablement leur tirage ou ralentissent leur périodicité, et de ce point de vue-là les confinements successifs, ceux passés et celui que l'on annonce comme imminent, n'arrangent rien. Au contraire, ils précipitent et amplifient la crise. Les différentes études dont on espère de tout cœur qu'elles se trompent estiment que la presse imprimée pourrait totalement disparaître d'ici une dizaine d'années, les plus optimistes se risquent à quinze ans, les plus pessimistes évoquent une échéance comprise entre cinq et huit ans. Ces pronostics sont préoccupants mais nous avons toutefois une chance à RIVAROL, c'est que notre ligne éditoriale est unique, fort dissemblable de tous les autres titres, et que l'on peut y lire des informations, des analyses et des commentaires que l'on trouve difficilement ailleurs, surtout dans la sphère francophone. Des amis qui voyagent régulièrement à l'étranger nous confient combien RIVAROL est une exception dans la presse européenne et occidentale. Il n'y a pas, selon eux, l'équivalent de ce titre ailleurs, ni quant à son ancienneté, ni quant à sa régularité et à sa fréquence de parution, ni quant à sa radicalité, ni quant à la complémentarité et à la diversité de ses plumes.

● RIVAROL est l'organe du refus radical et constant du système hérité de la Seconde Guerre mondiale et fondé sur le mensonge. Il s'adresse à cette minorité de Français qui ont gardé encore intacte en eux la capacité de se révolter contre l'impotisme. Il exprime le rejet d'un ordre établi qui n'est jamais qu'un désordre organisé, qu'une subversion légalisée.

Il tente de repérer, de traquer, de dénoncer la duplicité, le cynisme d'une classe politique corrompue et arrogante qui vole, triche, ment pour s'étonner ensuite que beaucoup de Français et de néo-Français agissent comme elle. Notre journal a d'autre part le souci constant de démythification et de démystification de toutes les idéologies (antiracisme, droit de l'homme, shoahtisme, homosexualisme, théorie du genre...) qui s'érigent en absolu et sont autant de machines de guerre lancées contre l'Occident.

● RIVAROL est le journal de l'intransigeance et de la radicalité. Rien ne lui est en effet plus étranger que l'esprit de compromis, de concession, de modération, autant de mots qui masquent souvent des compromissions voire des capitulations. Beaucoup de défaits de la droite catholique et nationaliste depuis deux siècles s'expliquent précisément par cette tentation de composer avec le régime en place, voire dans certains cas de le rallier. Or, on ne réforme pas un monstre ; on ne discute pas avec ; on le combat de manière frontale, et on cherche à l'abattre. C'est pourquoi il n'est rien à attendre des partis politiques actuels acquis à la décadence et à l'inversion, de tous les modérés, de ces conservateurs qui au final ne conservent rien. Le Christ dans l'Ecriture ne dit-il pas qu'il vomit les tièdes ? Et tous les grands bouleversements historiques n'ont-ils pas été menés à bien par des gens ne renonçant à rien parce que croyant de toutes leurs forces et de toute leur âme à leur idéal ?

● RIVAROL est le journal de la fidélité. Et d'abord de la fidélité à nos morts. A tous ceux qui ont combattu contre le communisme, contre le mensonge sous toutes ses formes et pour la sauvegarde de l'Europe blanche et chrétienne. Fidélité à une ligne politique, fidélité à un idéal, celui d'une France enfin libérée de l'immigration-invasion, de la colonisation marxiste, de la domination des forces occultes, de la tyrannie de coteries puissantes et nocives, des revendications exorbitantes des minorités ethniques et sexuelles, et prête alors à renouer, si Dieu veut, avec sa vocation millénaire à la grandeur et au prestige.

● RIVAROL est enfin le journal de l'espérance française. Sans doute ce mot vous surprendra-t-il tant souvent vous nous faites le reproche d'être trop pessimistes. Mais notre devoir est de regarder la vérité en face, et la réalité est sombre : notre pays est aujourd'hui envahi, avili et affaibli par la pornographie et les infanticides de masse, menacé de démembrement par les menées séparatistes, vidé de sa substance par l'europhisme d'inspiration mondialiste. Le français lui-même est mis en cause par le franglais et par l'émergence de l'horrible "parler-Jeune". Le franc, notre compagnon de route depuis Jean II le Bon, a disparu en 2002 de sorte que les enfants des écoles n'apprennent plus à compter avec notre monnaie nationale. On efface ainsi de leurs structures mentales jusqu'au mot même de France, alors que nous étions le seul pays au monde dont la monnaie portait le nom, et dont le nom était une vertu. De plus, toutes les capacités de résistance ont été méthodiquement mises à bas : l'armée réduite à néant, la famille éclatée et parodiée, l'école ruinée par les pédagogies rousseauistes et assiégée par les nouveaux barbares, la patrie anéantie. Les Français eux-mêmes de courageux, travailleurs, polis, élégants, vifs, honnêtes qu'ils étaient sont trop souvent devenus pleutres, paresseux, grossiers, débouillés, amorphes, corrompus.

Il n'est plus de chrétienté, plus de civilisation, mais une société déstructurée, déracinée, atomisée, un agrégat d'individus réduits au statut de consommateurs. Nous vivons l'époque de l'absurde et du néant, mais à la différence du XX^e siècle, il est fort peu d'artistes, de dramaturges, de philosophes, de poètes ou de théologiens pour dire cet absurde. Nous connaissons un de ces moments historiques où il semble impossible de réussir de grandes choses tant l'ennemi paraît avoir

tout submergé. Il ne reste alors qu'à sauvegarder ce qui peut l'être. Au moment des grandes invasions barbares, n'est-ce pas ce qu'ont fait les chrétiens en se repliant sur les monastères et en rendant ainsi possible le moment venu une éblouissante renaissance médiévale ?

Plus modestement, notre rôle à RIVAROL, c'est de maintenir et de transmettre notre héritage national et européen. De continuer à faire brûler dans nos cœurs et dans nos âmes, dans nos intelligences et dans nos volontés, la petite flamme de notre civilisation européenne et chrétienne aujourd'hui presque totalement engloutie. Par souci de remplir notre devoir d'état, d'être fidèle à nos racines et à notre foi, de rester debout face aux ruines qui nous entourent, dans les ténèbres où il nous faut survivre. Et dans l'espérance de jours meilleurs. Car, comme l'écrivait dès 1954 dans nos colonnes Pierre-Antoine Cousteau : « *L'espérance est nôtre* » (RIVAROL du 25 mars 1954). Cette disposition d'esprit, qui ne se confond ni avec le simple espoir (laissons-le à Malraux !) ni avec cet optimisme artificiel qu'on nous vend ici et là, est ce qui nous aide à vivre et à combattre dans ce monde irrespirable où l'air manque à nos poumons. Mais, grâce à vous, amis lecteurs, grâce à votre soutien, vos conseils, votre confiance, votre constance, vos réprimandes le cas échéant (et c'est nécessaire dans une famille qui s'aime), nous nous sentirons encore longtemps la force de crier avec Bernanos : « *ILS NE NOUS AURONT PAS ! ILS NE NOUS AURONT PAS VIVANTS !* »

Jérôme BOURBON.

LES CINQ DIRECTEURS SUCCESSIFS DE RIVAROL

1) René **MALLIAVIN** (1896-1970), fondateur et premier directeur de RIVAROL (18 janvier 1951-18 septembre 1970).
Direction de 19 ans et 8 mois.

2) Pierre **DOMINIQUE** (1889-1973), deuxième directeur de RIVAROL (18 septembre 1970-6 mai 1973).
Direction de 2 ans, 7 mois et 18 jours.

3) Maurice **GAÏT** (1909-1983), troisième directeur de RIVAROL (6 mai 1973-10 novembre 1983).
Direction de 10 ans, 6 mois et 4 jours.

4) Camille **GALIC** (née le 7 décembre 1940 à Alger), 80 ans, quatrième directeur de RIVAROL (10 novembre 1983-26 février 2010).
Direction de 26 ans, 3 mois et 16 jours.

5) Jérôme **BOURBON** (né le 2 novembre 1972 à Oyonnax), 48 ans, cinquième directeur de RIVAROL (depuis le 26 février 2010).
Direction de 10 ans, 11 mois et 1 jour (au 27 janvier 2021, toujours en cours).

LES CINQ PRÉSIDENTS DES AMIS DE RIVAROL

1) Pierre **DOMINIQUE** (1889-1973), premier président des Amis de RIVAROL (1951-1973). Présidence de 22 ans.

2) Jean-François **CHIAPPE** (1931-2001), deuxième président des Amis de RIVAROL (1973-2001). Présidence de 28 ans.

3) Anne **BRASSIÉ** (née le 15 mars 1949 à Asnières), 71 ans, troisième président des Amis de RIVAROL (2001-2009).
Présidence de 8 ans.

4) Eric **DELCROIX** (né le 8 janvier 1944 à Mont-Saint-Aignan), 77 ans, quatrième président des Amis de RIVAROL (2009-2011).
Présidence de 2 ans.

5) André **GANDILLON** (né le 13 juin 1955 à Paris 10^e), 65 ans, cinquième président des Amis de RIVAROL (2011 à aujourd'hui).
Présidence de 10 ans (toujours en cours).

L'inanité actuelle des partis politiques



(Dessin de Chard)

ALORS QUE RIVAROL célèbre ses soixante-dix ans, il n'est pas inintéressant de s'interroger sur l'actuelle inutilité des partis politiques, l'hebdomadaire de l'opposition nationale et européenne n'ayant jamais été particulièrement démocrate. Pour l'historien, le politologue, ou seulement tout esprit curieux et sagace, nous vivons une époque passionnante, lors même qu'elle n'a rien de drôle, à moins dire. La crise générale provoquée par la pandémie coronavirale (ou dont elle est le prétexte ou le paravent) remet en question notre mode de vie et de travail, le fonctionnement de notre société et de notre économie, nos habitudes de pensée, et notre vie politique.

UN BOULEVERSEMENT GÉNÉRATEUR D'UN FATALISME QUASI UNANIME

C'est tout notre modèle de société et d'organisation politique qui a été chamboulé depuis un an. Nos institutions républicaines, dont nos dirigeants exaltent à tout propos la grandeur, ont reçu un sacré coup, et il n'est pas certain qu'elles puissent surmonter un pareil choc. Le cours normal de notre vie politique est suspendu depuis la mi-mars 2020, et nos compatriotes sont complètement déboussolés, ne sachant plus à quel saint se vouer, et se laissant mener, bon gré mal gré, par le pouvoir en place, qu'ils supportent mal, mais dont ils s'accommodent, parce qu'ils pensent que ses adversaires ne feraient pas mieux que lui, et que les mesures qui leur sont imposées procèdent, au moins en apparence, des lois de la nécessité et semblent donc exclure *a priori* toute alternative. Le fatalisme est devenu le trait de caractère dominant de notre peuple, pourtant réputé frondeur et ingouvernable. Un fatalisme empreint de lassitude et de déréliction, qui, parfois, fermente et vire à l'aigreur. À l'aigreur, mais non à la révolte, sinon de manière sourde, latente, et quelque peu honteuse : on n'ose plus se révolter, de peur de paraître primaire, attardé, déraisonnable, sot, ou incivique. L'heure est à la soumission, au règne des contraintes « *plutôt bien acceptées* », comme nous le serinent les animateurs du journal télévisé. Nous vivons à l'heure du consensus. D'aucuns pourraient s'en réjouir. N'a-t-on pas déploré, durant près de deux siècles, notre propension diaboliquement innée à la division, aux querelles permanentes, à la contestation systématique de tout pouvoir et de toute autorité politique, spirituelle, morale, à l'indiscipline, à la rébellion, qui rendait impossible l'indispensable union de tous face aux grands problèmes de l'heure et à la préparation de l'avenir ? Aujourd'hui, beaucoup de nos compatriotes semblent à peu près d'accord avec les décisions les plus contraignantes prises par nos gouvernants, certes à des degrés divers : certains adhèrent tout à fait à la justification présentée par nos dirigeants à l'appui de ces mesures, d'autres se résignent à celles-ci le cœur lourd, mais en les jugeant indispensables ; l'unanimité ne va pas sans accroc ou fausses notes, mais

elle semble exister, de manière relative.

Seulement voilà, il s'agit d'une unanimité dans le désespoir, dans le sentiment du malheur et de l'impuissance, dans celui de la fatalité, dans la résignation, dans l'idée que tout va mal et que tout ce que nous pouvons nous proposer, c'est de faire en sorte que la situation n'empire pas, et qu'il est vain de chercher une alternative au pouvoir actuel en vue d'un avenir meilleur. Cette unanimité est celle d'individus et de groupes épars qui n'ont en commun que la mélancolie

(la « morosité », pour reprendre un mot cher à nos journalistes), la détresse, le sentiment d'un monde *in essentia* mauvais et d'une réalité opprimante. Elle n'a rien de commun avec l'union nationale de tout un peuple en un effort collectif accompli dans la ferveur au nom d'une cause sacrée, et pour un grand destin commun, avec en ligne de mire, la perspective d'un avenir meilleur.

DES PARTIS POLITIQUES DISCRÉDITÉS, AYANT PERDU TOUTE RAISON D'ÊTRE

Dans ces conditions, il n'y a pas lieu de s'étonner de la désaffection des Français à l'égard de la vie politique, de leur désintérêt pour la chose publique, manifesté par des records d'abstention (près de 60 % au second tour des municipales de juin 2020), de leur indifférence vis-à-vis de nos institutions et des partis politiques, dont ils semblent avoir oublié jusqu'à l'existence.

Cette situation a précédé la crise sanitaire. Souvenons-nous des derniers grands scrutins antérieurs à 2020. Le nombre d'abstentions s'était élevé, au premier tour de la présidentielle de 2017, à 22,23 % des électeurs inscrits, à 25,44 % au second tour ; puis, lors des législatives qui avaient suivi, la même année, il avait représenté 51,3 % des inscrits au premier tour, 57,36 % au second tour. Les partis politiques traditionnels sont totalement discrédités. Le PS a été laminé lors des législatives de juin 2017, et il ne se relèvera probablement jamais. Les Républicains se sont révélés incapables de l'emporter aux élections présidentielle et législatives de 2017, et ils ont perdu tout crédit, en raison de leur incapacité à affirmer leur différence face à LREM, qui les a concurrencés victorieusement en 2017, et à présenter face au pouvoir macronien, une alternative claire et convaincante. Le Rassemblement national et la France insoumise restent des formations protestataires dénuées de crédibilité et qui ne suscitent même plus aujourd'hui l'enthousiasme de jeunes en quête de militantisme et d'idéal. Le PCF a quasiment disparu : aux européennes de 2019, il a subi le ridicule, avec 2,49 % des suffrages exprimés, de se voir talonné par le groupusculaire parti animaliste (2,16 %). Grand vainqueur des élections présidentielle et législatives de 2017, avec le prestige du jeune et séduisant Macron et les salutations impériatorielles, LREM a de grandes chances (si l'on peut dire) de voir sa majorité parlementaire absolue devenir toute relative en 2022. Quant aux écologistes, qui ont tiré profit des municipales de 2020 et ont conquis des villes importantes (en plus de Grenoble, gagnée dès 2014, Lyon, Strasbourg, Tours, Poitiers, Bordeaux, et, pour un temps seulement, Marseille), ils souffrent de leurs limites congénitales, pourrait-on dire. En premier lieu, ils ne sont guère crédibles en dehors des questions environnementales (et encore !) L'importance croissante de ces dernières explique en grande partie leur progression. Mais, dans les domaines

économique, social, administratif, diplomatique et autres, ils sont généralement perçus comme plutôt incompétents. Du reste, ils doivent une bonne part de leur succès actuel à la désaffection qui frappe leurs concurrents sur la scène politique. Et il convient, encore une fois, à ce propos, de ne pas oublier les taux effarants d'abstention aux divers scrutins, qui réduisent encore leur importance réelle, ainsi que celle de tous les partis.

Ces derniers semblent avoir perdu toute raison d'exister. Les électeurs leur dénie toute capacité réelle à résoudre les grands problèmes de l'heure, n'attendent plus rien d'eux et ne croient plus en les idées et projets de société qu'ils défendent. Pour autant qu'ils aient encore des idées et des projets de société. Ceux-ci sont morts depuis longtemps, avec les grands idéaux qui les animaient, étayés sur des références intellectuelles propres à fonder leur crédibilité. Car, tous, ils se sont fracassés contre le réel. À tel point que plus personne, dans le microcosme politique, ne songe à se réclamer d'eux. Voit-on le parti socialiste défendre explicitement un projet de société socialiste ou un programme de gouvernement socialiste ? Il ne le fait plus depuis le milieu des années 1980 (après la phase partisane de la période 1981-1984). Le ferait-il qu'il susciterait de beaux éclats de rire. Un de ses caciques, Manuel Valls, tirant la conclusion de cette évolution, alla jusqu'à suggérer de changer le nom du parti en lui ôtant l'épithète de socialiste.

L'IMPUISSANCE FACE À UN MONDE MERCANTILE IMPOSSIBLE À MAÎTRISER

La mort des idéaux, projets et autres utopies politiques (de droite comme de gauche) découle logiquement de la mutation accomplie par notre monde depuis le dernier quart du siècle précédent. Celle-ci ne laisse plus place à aucune alternative politique ou sociale. Nous vivons au sein de l'ordre *spontané*, de nature économique et catallactique, selon Hayek, étendu désormais au monde entier, et dont on peut connaître les lois, mais qu'il est impossible de maîtriser ou même d'infléchir quelque peu, ce qui condamne donc à l'échec toute tentative politique visant à le modifier ou à l'orienter, au moins quant à certains de ses effets, dans une direction jugée souhaitable

eu égard à des considérations (relevant de l'exigence de justice sociale ou du sentiment national, par exemple) étrangères à sa propre logique de fonctionnement. Le monde actuel, sur toute la planète, est mercantile et libéral, point barre. Il consiste en un vaste marché que personne ne peut juguler, et ce à tel point que nul ne songe plus sérieusement à tenter de le faire, en vérité. Or, la raison d'être fondamentale d'un parti politique est de proposer, pour l'avenir, un projet de société porteur d'une alternative crédible (du moins jugée telle par une fraction importante de la population) à la réalité présente, et capable de résoudre les problèmes du moment, concrètement vécus par les électeurs. Las ! Ces derniers savent très bien que les hommes (et femmes) politiques actuels sont incapables d'une telle prouesse et qu'ils ne se soucient — outre leur carrière — que de gérer au mieux (ou le moins mal possible) l'ordre existant. D'où la résignation ambiante, interrompue quelquefois par des accès de colère de la base populaire (les Gilets jaunes en France, les divers mouvements trumpistes aux États-Unis), sans chefs, ni organisation, ni projet, ni programme, ni idéal, ni vision d'ensemble intelligente des problèmes, ni même porteurs de revendications précises, et mues uniquement par des refus empreints de fureur.

UNE REMISE EN QUESTION GLOBALE DE NOTRE MODÈLE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

En vérité, le mérite de notre triste époque est de nous révéler l'obsolescence, et même la vanité foncière de notre système politique actuel. Celui-ci est bel et bien remis en question, de la même façon que la crise sanitaire coronavirale a conduit à la remise en question de notre système économique mercantile, tant en raison de ses responsabilités criantes dans la déclenchement de la pandémie qu'au niveau des politiques déployées pour enrayer cette dernière, et qui sont allés contre la logique économique dominante. Il n'est cependant pas avéré, loin de là, que nous ayons clairement compris l'ampleur du changement que nous devons opérer pour retrouver un mode de vie et un état d'esprit susceptibles de conjurer le péril présent et ceux qui nous menacent à terme.

Paul-André DELORME.

AIDEZ-NOUS ! AIDEZ RIVAROL !

Le 4 novembre 2020, le directeur de RIVAROL a été condamné par la XVII^e chambre du tribunal correctionnel de Paris à trois mois de prison avec sursis, 4 000 euros d'amende et 11 000 euros de dommages et intérêts pour différents écrits, datant de 2018 et début 2019, dont un éditorial sur la panthéonisation de Simone Weil. La loi interdit de demander des dons pour le paiement des amendes et des dommages et intérêts, mais il est possible de nous aider autrement, de manière tout à fait légale :

- Abonnez-vous, réabonnez-vous (voir le bulletin d'abonnement en page 23 avec tous les tarifs), même par anticipation (auquel cas, votre abonnement sera prolongé d'autant), abonnez des amis, des connaissances, de la famille, des relations de travail ou autres. Que tous ceux qui le peuvent prennent l'abonnement de soutien (175 euros), de propagande (210 euros) ou à vie (2 000 euros). Vous pouvez également souscrire à un abonnement couplé papier et numérique d'un an à 150 euros ou prendre l'abonnement numérique seul d'un an à 80 euros.

- Cotisez à l'association des Amis de RIVAROL pour 2021 (adhésion simple : 20 euros. Adhésion donateur : 40 euros. Adhésion bienfaiteur : 100 euros et plus).

- Vous pouvez également faire des dons, uniquement pour le paiement des droits civils de procédure et les frais d'avocats à l'Association des Amis de RIVAROL, soit par chèque (19 avenue d'Italie, 75013 Paris), soit par virement bancaire. Voici les coordonnées du compte de notre association à la Banque postale :

IBAN : FR91 2004 1000 0108 6027 7P02 005
BIC : PSSTFRPPPAR

- On peut aussi faire un don par Paypal pour les mêmes motifs en se rendant sur la page accueil de notre site rivarol.com à la mention : Faire un don.

Merci pour tout ce que vous pourrez faire pour nous aider, dans ces temps si difficiles. Les petits ruisseaux font les grandes rivières. Haut les cœurs ! Merci d'avance du fond du cœur pour votre cadeau de Noël à RIVAROL.

Camille GALIC : “Ce qui a changé en 70 ans, c’est l’exacerbation de l’intolérance et du sectarisme”

Camille Galic a collaboré activement pendant près d’un demi-siècle à l’hebdomadaire de l’opposition nationale et européenne. Elle en fut rédacteur en chef adjoint pendant dix ans (1973-1983), puis directeur, le quatrième, pendant près de vingt-sept ans (1983-2010). Elle a accepté de nous accorder un entretien à l’occasion des 70 ans de RIVAROL. Qu’elle en soit vivement remerciée.

RIVAROL : Quand avez-vous découvert l’existence de RIVAROL ? Pendant votre combat au sein de l’OAS en Algérie ou bien avant ?

Camille GALIC : Ma mère s’y étant abonnée dès 1951, j’ai l’impression d’avoir quasiment appris à lire dans RIVAROL ! Au moment de l’OAS (1961-1962), on ne le recevait d’ailleurs plus du tout en Algérie.

R. : Qu’est-ce qui vous a poussée à écrire dans RIVAROL dès 1963 alors que vous n’aviez que 22 ans ?

C. G. : Poussée ? Je me suis précipitée, n’ayant jamais osé rêver de rejoindre cette équipe que j’admirais tant, pour la pluralité des plumes et des sensibilités, la justesse de vues, le ton incisif. La plupart de ces journalistes maniaient l’ironie, étaient des hommes de convictions et de culture mais aussi d’esprit, un terme que l’on n’emploie plus guère. Et les nombreux échos rédigés par Maurice Gaït, en plus de son édito, étaient très spirituels.

R. : Si vous deviez résumer les principales caractéristiques de l’hebdomadaire de l’opposition nationale et européenne, que diriez-vous ?

C. G. : Après les terribles déchirements de l’Occupation mais aussi de la Collaboration, RIVAROL se voulut un carrefour, refusant tout ostracisme à l’encontre de quiconque de notre “mouvance”. Plusieurs de ses piliers étaient, tel le cher Pierre Dominique, médecin sur le front d’Orient puis historien et directeur de RIVAROL de 1970 à 1973, des rescapés de la Grande Guerre où les Poilus se souciaient peu que leurs camarades de tranchée fréquentassent l’église, le temple ou la loge. « *Ceux qui croyaient au ciel et ceux qui n’y croyaient pas* » (minoritaires) étaient également accueillis du moment qu’ils combattaient pour une France et une Europe libérées des « *mensonges qui nous ont fait tant de mal* », comme disait le Maréchal, des interférences étrangères et de la perverse “déconstruction” qui, à la suite de la décolonisation, commençait à faire des ravages. La « *Cancel Culture* » existait déjà, comme s’en inquiéta Pierre-Antoine Cousteau dans plusieurs articles et notamment le dernier, intitulé « *Être ou ne plus être* » — un titre que je devais reprendre en 1987 pour un édito pointant certaines évolutions du Front national.

Ainsi coexistaient harmonieusement l’agnostique Rebatet, les très croyants Édith Delamare et Robert Poulet ou Bernard Laignoux, pourtant ancien de l’école d’officiers de Bad-Tölz, le luthérien Jean Pleyber, auteur des « *Propos du Chouan* » si appréciés de nos lecteurs, Gilles Mermoz, neveu de l’aviateur mais fils d’un chef de maquis, Etienne Lardenoy, ancien milicien qui, versé dans la Charlemagne, avait défendu en 1945 le bunker de Berlin, Renée Versais, ancienne secrétaire du groupe Collaboration, les légitimistes Benjamin Guittonneau, alias Ben et caricaturiste génial, Louis Truc ou P. H. Auphan qui, cousin de l’amiral, tenait une remarquable revue de presse, et Mgr R., vénérable évêque qui signait Civus Romanus. Au moment de Vatican II, le rejet fut ainsi général car tous, nous percevions que l’essence même de la catholicité, et donc notre

civilisation, étaient menacées. Et je suis sûre que, s’il avait survécu au cancer qui l’emporta en 1958, Cousteau lui-même, qui refusa des obsèques religieuses, aurait dégainé avec la plus grande énergie pour lutter contre l’apocalyptique *aggiornamento* lourd de révolutions religieuses mais aussi politiques et sociétales.

R. : Sur le plan politique, quels sont vos meilleurs souvenirs à RIVAROL et les plus mauvais ? Vos joies et vos déceptions ?

C. G. : Mon meilleur souvenir, c’est justement la chance qui me fut donnée très jeune de côtoyer l’équipe si brillante que conduisait avec bonhomie René Malliavin et d’être adoubée par elle, dont je m’imbibais comme une éponge et qui m’apprenait. Ma plus grande joie, c’est quand Rebatet m’offrit son *Histoire de la musique* avec « *ses compliments pour [m]on talent* ». Autres bons souvenirs : d’une part l’onde de choc internationale provoquée par *Le Camp des Saints* de Jean Raspail, dont je devais retrouver la traduction en poche dans les supermarchés d’improbables bourgades de Géorgie ou de l’Arkansas. D’autre part, bien sûr, la montée en puissance du Front national, l’arrivée de son groupe parlementaire à l’Assemblée en 1986, ses succès aux régionales et l’accession de Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle en 2002. Même si, avant même la « *quinzaine infernale* » qui suivit, on savait que l’Élysée était un mirage. Et je resterai toujours reconnaissante à Le Pen d’avoir, envers et contre tous, amis et militants compris, défendu l’honneur de la France en s’opposant au lobby militaro-industriel américain lors des opérations Bouclier du désert puis Tempête du désert contre l’Irak.

Quant aux mauvais souvenirs, plus que les quatre attentats et les deux incendies subis, ce sont ceux de la quinzaine de procès, le plus souvent iniques (initiés par une pléiade de parties civiles, toujours les mêmes, pieu-

sement suivies par des gardes des Sceaux dits de droite) que j’ai dû affronter pendant les dernières des vingt-sept années passées à la direction du journal, et dont deux seulement furent gagnés (en première instance) grâce aux bons offices de MMes Wagner et Delcroix. Hostilité des procureurs et des juges, haine palpable des avocats, dont le troupeau médiocrissime ignorait — et ignore toujours, j’imagine — le sacro-saint principe de la diversité ethnique.

R. : Si vous deviez indiquer ce qui a changé dans la société et dans le rapport à la presse depuis vos premiers engagements journalistiques et aujourd’hui, quelles seraient vos observations ?

C. G. : Ce qui a changé, c’est l’exacerbation de l’intolérance et du sectarisme. Sous De Gaulle, RIVAROL était accablé de procès mais invité aux conférences de presse du président et, à l’Association de la presse judiciaire, j’avais été parrainée par un confrère du *Monde* et un autre du *Nouvel Observateur*. De même les grands éditeurs, en commençant par Larousse, passaient-ils régulièrement des publicités dans nos colonnes. Impensable aujourd’hui. Ils seraient boycottés pour collaboration avec l’ennemi ! C’est ce qui explique le black-out sur les publications et les découvertes — car il y en a — révisionnistes. Star de *L’Express*, Éric Conan a payé cher ce qu’on a taxé d’« *alignement sur Faurisson* » après qu’il eut titré en 1995 « *À Auschwitz, tout est faux* », un reportage pourtant factuel. Mais insupportable aux yeux de certaine communauté et de ses affidés.

R. : La presse d’opinion se fait de plus en

plus rare aujourd’hui et la presse papier souffre de plus en plus de la concurrence de la Toile et du manque d’appétence pour la lecture et l’imprimé parmi les jeunes générations. Y a-t-il toutefois selon vous des raisons d’espérer ?

C. G. : Il y a toujours des raisons d’espérer. On nous dit que les confinements seraient bénéfiques à la lecture. Mais quelles lectures ? Si les aventures d’Arsène Lupin s’attachent aujourd’hui, c’est à la suite d’un navet à la gloire d’Omar Sy produit par Netflix, ce danger public. Comme l’édition littéraire, la presse est malade depuis deux générations de l’inculture, de la paresse mentale et du manque d’esprit critique du public, fruits amers d’une Éducation nationale faillie. De plus, vilipendée ou délibérément ignorée (ce qui est encore plus grave) et privée de publicités, notre presse coûte cher alors que

l’information est gratuite sur les moteurs de recherches et largement diffusée sur les réseaux sociaux où, de plus, tant de nos contemporains passent la majeure partie de leur temps libre. Moins d’ailleurs pour s’informer que, par narcissisme, se défouler et déblatérer, encenser puis jeter aux chiens, ou propager les pires fantasmagories, sur la terre plate ou, tout récemment, l’arrestation du pape — qui mériterait en effet d’être écrivain, mais pour d’autres raisons.

Internet est comme la langue d’Ésope. La presse y survivra-t-elle ? Je veux croire qu’il y aura toujours des réfractaires à la Toile. Assez, en tout cas, pour nous permettre d’exister.

Propos recueillis par
Jérôme BOURBON.



RIVAROL souffle ses 70 bougies

« *La crainte est surtout nécessaire pour gouverner tel peuple connu... Quand la crainte le frappe, il est soumis jusqu’à la bassesse* ». Antoine de Rivarol. Une maxime bien comprise de nos gouvernants.

En janvier 1951, RIVAROL, « *hebdomadaire de l’opposition nationale et européenne* », voit le jour. Bien entendu, son sous-titre désignait l’Europe réelle, celle des peuples souverains, et non cette fausse semblance, ce masque hideux du mondialisme, qu’est aujourd’hui l’Union européenne et son *Politburo* bruxellois. Quand naît RIVAROL, le rationnement alimentaire commençait tout juste à s’estomper, s’étant prolongé bien au-delà des années de guerre. Il cesse officiellement en novembre 1949. Néanmoins les pénuries demeurent. L’on a trop oublié qu’il aura fallu attendre trois années supplémentaires après l’instauration de la Troisième République, le 27 octobre 1946, pour voir disparaître peu à peu les pénibles restrictions et les tickets de rationnement qui avaient accompagné l’occupation. Certes des années sombres mais dont il faudra un jour réécrire l’histoire... écrite à la seule gloire des vainqueurs tout autant pour maquiller leurs crimes, justifier leurs exactions et, en travestissant le vaincu en monstre, justifier, ou pire, glorifier le régime d’instabilité, de déclin et de mensonge qui est le nôtre depuis.

Nulle apologie du carnage en ce propos, ni dans un sens ni dans l’autre. En 1951, la France finissait d’enterrer ses morts et les proscrits, ceux qui, ayant échappé à la mort sous les coups des nervis communistes ou par

les actes de la haute cour de justice, étaient frappés d’indignité nationale — cent mille au total — se faisaient oublier. Toutefois certains d’entre eux, dès que les nuées de la haine furent moins denses, entreprirent de faire entendre leurs voix sorties d’outre-tombe et d’entre les pierres noircies des décombres, fruits des bombardements alliés. Ainsi naquit RIVAROL de l’esprit de résistance d’une poignée de survivants de la grande terreur qui déferla avec les libérateurs.

Rappelons ici que l’Épuration — largement digne des massacres du Rwanda en 1994 quand l’ethnie tutsie fut décimée par les Hutus, notons ici qu’une boucherie unilatérale ne peut en aucun cas être qualifiée de guerre civile — et quelle que soit la constante révision des chiffres tendant à gommer cette tragédie historique, fit plus de martyrs que la Terreur jacobine de 1793. En janvier 1947, lorsque René Malliavin crée *Écrits de Paris*, qui s’appelait auparavant *Perspectives* (1944), puis *Questions actuelles* (1944-1946), il fallait donc être assez crâne pour remonter le courant de l’opprobre, avant les lois d’amnistie promulguées en janvier 1951 que complétèrent celles de février et août 1953. Malliavin connut d’ailleurs pendant plusieurs mois, en 1945, les joies de l’internement administratif.

Qu’il me soit maintenant permis de conter un souvenir personnel... Nul ne m’a fait connaître le journal RIVAROL. « *Bon chien ne chasse-t-il pas de race* », n’est-ce pas ? Vers l’âge de onze ou douze ans, descendant chaque jour ouvré la rue de Belleville pour atteindre le métropolitain afin de me rendre au lycée, je passais devant une librairie comme il n’en existe plus

à présent. Sur sa façade surchargée de couvertures, assez au-dessus des illustrés — tous traduits de l’américain, en particulier ceux des éditions Artima que je prisais alors beaucoup, notamment *Météor* dont les trois héros diffusaient la démocratie universelle parmi les nations récalcitrantes de la galaxie, parfois même à coup de gaz moutarde, l’ypérite, pour la plus grande joie des collègues du bon docteur Spencer — et nimbée d’une étrange aura, se trouvait affiché une *une* austère, et pour moi fascinante, celle de RIVAROL.

J’achetais quelque fois ce journal devenu une sorte de talisman et *vade mecum* pour ma quête de savoir politique et qui ainsi me servait de guide dans quelques tâtonnantes rêveries de droite gouvernance. Disons que, dès l’âge de raison — un âge où l’on est souvent moins bête que plus tard lorsque le maréage existentiel vous a aspiré vers le fond —, je ressentais un fort tropisme pour la chose publique. Cette disposition a certes perduré mais sans aboutir à autre chose que de participer à transmettre, vaille que vaille, à la suite d’une longue chaîne, un peu de cette braise d’espérance et de liberté que portèrent nos aïeux à travers les vingt siècles de notre histoire mouvementée. Au fond le journal RIVAROL a quelque chose du petit creuset de terre, de mousse et d’amadou que transportaient les *Oulhamr* de la *Guerre du feu* fuyant l’ennemi mortel à travers les marais et les ténèbres. Aride désert de l’esprit que nous devons traverser aujourd’hui sous la houlette d’exécrables bergers, des hyènes affublées des haillons d’une terroriste bien-pensance.

Léon CAMUS.

La solidarité des victimes, ce sont les bourreaux qui la créent !

Bernard Borval paru dans le premier numéro de RIVAROL, le jeudi 18 janvier 1951, montre que notre hebdomadaire a refusé dès l'origine le Système hérité de la Seconde Guerre mondiale reposant sur l'injustice, le mensonge, le règlement de compte permanent et la vengeance perpétuelle.

LE 22 DÉCEMBRE 1950, au Conseil de la République, M. Goldenberg, dit Léo Hamon, sénateur MRP, a fait adopter un amendement ainsi libellé : « Sont considérés, au regard de l'article 30 du 29 juillet 1881, comme faisant partie des armées de terre ou de mer, les mouvements ou réseaux reconnus de résistance. »

Dans l'argumentation développée devant l'honorable Assemblée, M. Léo Hamon a fait valoir qu'il s'agissait de protéger la Résistance contre l'outrage.

M. Léo Hamon a trouvé au sein de la Haute Assemblée un écho favorable. Et *L'Aube* du 27 décembre s'en montrait satisfaite : « Si cet amendement est retenu — comme nous le souhaitons — par l'Assemblée Nationale, le système de répression de la néo-collaboration se trouvera heureusement complété. »

Qu'une loi d'amnistie « complète heureusement » — comme dit *L'Aube* — un système de répression est déjà une trouvaille. Que cette répression s'applique à la « néo-collaboration » est une ânerie ou une infamie.

M. René Mayer l'a d'ailleurs reconnu avec beaucoup de simplicité le 22 décembre au Conseil de la République : « Nous sommes en train seulement de créer ce crime. »⁽¹⁾

Car qu'entend-on par « néo-collaboration » ? Ce n'est point l'entente avec l'Allemagne dont le pool projeté par M. Robert Schuman constituerait le premier jalon. Ce n'est pas non plus l'identité de vues étroite entre le parti communiste et l'Union soviétique. Cette collaboration-là peut fleurir de la façon la plus légale. Le matériel pour l'Indochine continuera d'être saboté, le corps expéditionnaire injurié, d'autres Caobang seront préparés de la métropole sur l'ordre de Staline, patron et allié d'Ho Chi Minh. A ce « libre jeu », la Quatrième, ses Assemblées, son gouvernement et le journal *L'Aube* ne s'opposent point.

Qu'est-ce donc alors que cette « néo-collaboration » dont il convient de se défendre par la loi ?

C'est l'ensemble très disparate de ces Français qui, à la Libération, ont été maltraités, emprisonnés, ruinés, déshonorés, à qui on a tué des êtres chers, dont on a violé les femmes, égorgé les enfants (oui, les enfants) et qui n'ont pas dit merci. La néo-collaboration, la voilà ! Cohorte lamentable, inorganisée, en haillons, douloureuse encore et qui ne se décide pas à chanter le *Te Deum* d'actions de grâces à la gloire de ses justiciers et de ses bourreaux.

On n'en finira donc jamais ? Qu'il ait été nécessaire, obligatoire, inévitable de faire l'épuration de 1944 au milieu de la fièvre révolutionnaire, on veut bien l'admettre. Mais il ne faut pas tenter de faire passer ce délire pour la suprême manifestation de la sagesse politique. Dès 1944 une partie de la population s'est assise sur le siège du juge, l'autre a été jetée sur le banc des accusés parce que les uns étaient vainqueurs et les autres vaincus. La justice ne pouvait y trouver son compte. La réconciliation française n'en devenait que plus difficile. L'amnistie aurait dû avoir pour but d'apaiser les esprits, de commencer à dissiper le malaise. Mais le vainqueur d'hier ne semble pas disposé à surmonter sa victoire et ne renonce pas aussi aisément à faire peser sa puissance sur les épaules des vaincus. Il prend la précaution de codifier pour l'avenir des actes conçus et commis dans l'excitation du combat.

Une amnistie, même étriquée, vaut mieux I. J. O. du 23-12-1950. Débats parlementaires. Conseil de la République, page 3276.

que pas d'amnistie du tout. Mais il ne faut pas espérer que celle que les Chambres viennent de voter facilitera le triomphe de la concorde nationale. Un statut spécial continue à être imposé à une catégorie de citoyens. Il est même désormais interdit à des hommes que l'on a voulu déshonorer d'essayer de se justifier : ils tomberaient aussitôt sous le coup de la loi.

Est-ce que des mesures semblables ne sont pas la vraie et seule cause de cette agitation que les Assemblées du régime se plaignent de constater dans les rangs « vichysois » ?

On parle du bloc de la trahison « qui relève la tête », mais ce bloc, c'est l'épuration qui l'a créé et l'amnistie répressive que l'on vient de nous offrir comme cadeau de nouvel an ne peut qu'en renforcer la cohésion. « Pas d'apologie du crime. Pas d'insultes à la Résistance. » On n'aurait à craindre ni une chose ni l'autre si, dans les sphères officielles, on ne persistait pas à assimiler le maréchal Pétain à la Gestapo et si l'on voulait bien reconnaître que, dans la période révolutionnaire 1943-45, des deux côtés, des éléments douteux ont

commis des actes que tout honnête homme réproouve sans distinction de clan.

L'amnistie répressive, assortie du « crime que nous sommes en train de créer » — pour parler comme le garde des Sceaux —, ne pourra qu'aggraver le plus cruel et le plus funeste des malentendus entre Français.

Renoncera-t-on un jour à ces catégories du passé ? Que signifient aujourd'hui les mots de « résistance » et de « collaboration » ? Ne sont-ils pas les ferments de division entre des citoyens qui devraient être unis ? Certaine presse dénonce périodiquement « les nostalgiques de la collaboration ». Mais c'est leur statut légal qui leur interdit d'être autre chose !

Le jour où les « vichysois » d'hier se retrouveraient intégrés dans la communauté française, il est bien évident que ce « bloc » agité au Parlement comme un épouvantail n'existerait plus. Car il n'y a pas à vrai dire de « bloc » vichysois, il n'y en a jamais eu (pas plus que de « bloc » de la Résistance : il n'a pris corps que dans le profitariat). Il y a tout simplement un bloc des persécutés, qui ne survivrait pas à la fin des persécutions. Tous ces hommes admis

La maison commune

Longtemps je fus un lecteur épisodique de RIVAROL. Depuis les années 1960. L'affaire d'Algérie et la figure du général De Gaulle ont attiré le garçonnet que j'étais alors vers la politique, comme la lampe attire le phalène et le laisse brûlé. On lit un article puis un autre, un auteur puis un autre, la curiosité s'étend, creuse, s'ancre dans d'incroyables sous-sols. On a du mal à croire aux lendemains du putsch, à la fusillade de la rue d'Isly, aux massacres de l'indépendance, aux tombes de Piegts, Dovecar, Deguelde, Bastien-Thiry, et, de gaulliste de gauche démocrate-chrétien, on devient critique : une fois brisée la confiance dans le récit dominant, on étend à l'histoire entière le besoin d'examen. Ainsi se réveille-t-on d'extrême droite un matin.

On n'a pas changé. On ne sait pas exactement quel type de société l'on souhaite ou croit possible d'atteindre, on ne sait quel parti choisir, quelle stratégie, quelle tactique, mais le monde extérieur, lui, sait, qui vous êtes : vous avez muté, vous êtes d'extrême droite, et vous parlez à des mutants semblables, vous échangez avec eux informations et sentiments. Vous êtes aussi repérable qu'un loup-garou à ses oreilles pointues velues.

Avec le temps, il m'est apparu que la maison commune, ou la lande commune, de ces mutants, de ces loups-garous, c'est RIVAROL. On ne parlait pas alors avec faveur de lanceurs d'alerte, mais ce fut bien cela, dans la pièce montée des certitudes mondaines, avec ses tours, ses échaugettes, ses pont-levis de sucre filé, le doute s'est instillé en lisant cette feuille mal vue. Le doute, cet éveillé terrible. Nous allions exagérer peut-être, certainement, même, mais nous n'étions plus des pourceaux endormis. Cependant, mis à part cet éveil douloureux, qui laisse à celui qui s'en trouve touché comme une gueule de bois permanente, les lecteurs de RIVAROL ne me semblaient caractérisés par aucune unité, les chapelles y abondaient plus qu'en aucun autre coin de Gaule, républicains et royalistes, fascistes et démocrates, jeunes cyclistes et anciens romains. Quand je me tournai vers les journalistes qui y écrivaient, la diversité parut grandir encore. Il s'y trouvait à l'époque des antisémites et des non-antisémites. Des sionistes et des antisionistes. Des révisionnistes et des gens qui ne l'étaient pas. Et, au-delà de ce pont-aux-ânes, tout différait entre les uns et les autres. Quoi de commun entre l'avocat René Malliavin, alias Michel Dacier, ancien secré-

taire de Paul Deschanel (le président de la République qui tomba de son train en pyjama au début des années 1920) et Julien Guernec, alias François Brigneau, alias Well Alot ? L'un est un

bourgeois parisien, profondément modéré, l'autre un Breton issu du peuple, engagé dans la milice à la fin de la guerre pour braver les nouveaux puissants. Et plus je cherchais, plus cette bigarrure s'imposait au regard. Tant par le caractère, l'origine sociale et régionale, la formation, tout distinguait, et opposait parfois les signatures que je relevais avec intérêt toujours, avec admiration souvent. Beaucoup plus qu'on ne le croit venaient de la gauche ou de l'extrême gauche, certains s'y trouvaient bien encore, Rassinier (sous le pseudo-

nyme de Belmont), André Thérive (alias Puthoste), Pierre-Antoine Cousteau (dont je mis du temps à m'apercevoir qu'il était le frère de Jacques-Yves, l'auteur du *Monde du silence*, le commandant de la Calypso, aventurier mué en conscience mondiale par la grâce d'un bonnet rouge, mais homme courageux. La plupart n'en venaient pas cependant, et entendaient échapper à la chape de pensée unique marxo-sartrienne, et, face à la mécanique un peu obsessionnelle des contaminés de la politique se dresse, différente, légère, blessée, noyée d'alcool, la silhouette d'un Antoine Blondin. La force de la nature doriotiste passionnée de rugby Saint-Paulien a publié dans RIVAROL tout comme le catholique torturé Jouhandeau. La religion ne rassemblait ni ne séparait : Edith Delamare, qui admirait profondément Mgr Lefebvre, côtoyait aisément Lucien Rebatet, fasciste, voltairien et anticlérical, comme la girafe et le lion dans l'Arche.

Sans doute percevais-je des ressemblances. De caractère. Suivant le même mouvement que François Brigneau, Maurice Bardèche avait commencé à défendre la collaboration après la mort d'Hitler, une fois les Allemands battus et occupés. De situation. Il ne manquait pas de vaincus en conférence de rédaction. A la génération d'après-Vichy ou Sigmaringen succéda celle d'après-Alger. Mais les ressemblances n'empêchaient pas les dissemblances, et nul ne saurait dire si les uns ou les autres étaient plus importantes. Ainsi par exemple les deux dessinateurs vedettes de RIVAROL, avant Chard, Ralph Soupault et Ben (Benjamin Guittoneau) étaient-ils passés tout deux par l'Action française, mais le dernier passa aussi chez Doriot et fut l'ami de Céline, quand le premier fut celui

à examiner, à juger, à apprécier librement les faits actuels renonceraient vite à leur nostalgie et, sur les problèmes présents, ne manqueraient pas de professer des opinions fort diverses : un Marion ou un Benoist-Méchin ne jugent pas les événements comme un Maurras ou un Vallat.

Qu'y a-t-il « nécessairement » de commun entre un garçon de 20 ans parti volontaire sur le front de l'Est et le parlementaire aujourd'hui inéligible pour avoir voté les pleins pouvoirs au Maréchal ? S'ils ont aujourd'hui le sentiment d'une certaine solidarité, s'ils donnent aux pouvoirs publics l'impression d'appartenir à la même faction, c'est parce qu'ils ont été brimés ou persécutés ensemble et qu'ils s'estiment dès lors solidaires.

Le jour où le Parlement l'aura compris, le jour où il aura reconnu que l'on ne peut pas demander aux victimes d'une injustice de l'accepter avec humilité et de rendre hommage à ceux qui l'ont commise, un grand pas, un pas décisif aura été fait vers l'unité nationale.

En attendant que les bons apôtres, comme M. Louis-Gabriel Robinet du *Figaro*, se tournent donc un peu vers leurs amis et leur donnent ce conseil qu'ils ont jusqu'ici prodigué aux victimes : « Soyez compréhensifs et admettez que l'heure est venue d'oublier le passé. »

Bernard BORVAL.

de Jacques Perret — c'est plus qu'une nuance. On définirait plus facilement les journalistes de RIVAROL par ce qu'ils ne sont pas que par ce qu'ils sont. On n'y trouve pas de Maliens clandestins partisans du mariage pour tous. On n'y trouve pas non plus de catholiques de gauche ni de militants trotskystes à jour de cotisations.

Et s'il s'y trouve un nombre important de vaincus de l'histoire, la défaite n'est pas un cursus obligatoire. Blondin, encore lui, n'avait été battu par personne, ni le colonel Rémy, ni Pierre Boutang. On pouvait très bien écrire à RIVAROL et conserver l'estime de son concierge, ou même plus droit de cité dans le Paris du succès littéraire et mondain. Outre les trois derniers noms succès, on se souviendra de Pierre Gripari et Jean-François Chiappe. Nul n' imagine pourtant profils plus dissemblables. Chiappe, fils d'un préfet fusillé à la libération, époux de Marina Grey, fille du Russe blanc Dénikine, historien reçu à la radio et à la télévision au même titre qu'Alain Decaux et André Castelot, était un bourgeois d'Action française. Gripari, né d'un ingénieur grec et d'une coiffeuse médium, voltairien, passa par tous les métiers avant d'atterrir chez Mobil délégué syndical CGT, avant de passer du communisme au GRECE et de souhaiter qu'on donne une deuxième chance au fascisme. Les deux hommes, cependant, ont connu le succès dans le grand public.

Cela tient à l'époque. La leur. La nôtre. C'est l'histoire d'une lumière qui s'éteint, d'un rideau de fer qui tombe, à mesure que les boutiquiers de l'esprit tournent la manivelle de la vitrine. En pleine affaire Dreyfus, alors que les familles renversaient leur soupe et s'arrachaient les cheveux de fureur, Anatole France, Charles Maurras et Jean Jaurès donnaient chacun un article au journal de Maurice Barrès, *La Concorde*. Entre les deux guerres, alors que les chemises de toutes couleurs s'étrépaient, que les ligues et les bolcheviques s'empoignaient, que les gendarmes mobiles tiraient au mousqueton sur les manifestants, Gide donnait encore à Maurras, bien qu'il eût fait de la prison, du « *Cher maître* ». Après la guerre, et pendant la guerre d'Algérie encore, *le Monde*, l'organe officiel de la bourgeoisie moralisatrice et cul pincé de gauche, citait RIVAROL dans sa revue de presse. François Brigneau, malgré la milice, fut grand reporter à *Paris-Presse*, et Camille Galic chroniqueuse à *Noir et Blanc*. Cela n'est plus concevable au terme d'un long processus d'enfermement progressif. Il n'y a plus d'espace commun en France où les adversaires politiques pourraient converser avec un minimum de courtoisie. Cela tient à la place prise par la Shoah et au crime de haine. Ils définissent ce qui est acceptable ou non. Ils ont opéré un bannissement éternel. Aujourd'hui, on peut dire que RIVAROL, ses journalistes et ses lecteurs sont devenus les exclus de la République.

HANNIBAL.

Les décombres du gaullisme

Cet article de Lucien Rebatet publié dans le numéro 958 de RIVAROL daté du 8 mai 1969 fait suite à la démission du général De Gaulle, le lundi 28 avril 1969, quelques heures après avoir perdu un référendum sur la réforme du Sénat et la régionalisation, le non l'emportant par 52,4 % et le oui totalisant 47,6 %.

RIVAROL qui a toujours été impeccablement anti-gaulliste et qui avait refusé de voter oui au référendum du 28 septembre 1958 ouvrant la voie à la Vème République gaullienne, comme en témoigne la une de l'époque, se félicitait ouvertement, sous la plume incisive de l'un de ses pamphlétaires les plus talentueux, de la défaite et du départ définitif de l'homme qui avait fait tant de mal à son pays et à son peuple. Las, ses successeurs élyséens n'ont pas été meilleurs...

SAVOURONS notre plaisir. Pour ma part, je m'y livre goulûment. Dix fois par jour, je me délecte à évoquer l'ex-président, le général à titre temporaire remâchant sa fureur derrière les persiennes de La Boisserie. Car il ne se pardonnera jamais son énorme bévue. Près d'une semaine avant la nuit fatale, il avait déjà senti qu'il était allé cette fois trop loin dans ses roueries, sa vanité, son mépris des Français. Cela se lisait sur sa figure sinistre dans son speech du vendredi 25 avril. Une demi-heure plus tard, j'allais à l'Opéra-Comique pour la création de *La Farciulla del West*, du Puccini à bien gros traits. J'y retrouvais de vieux amis mélomanes. Nous étions unanimes : « *Il a raté son coup. On l'a vu ce soir pour la dernière fois. Ce n'est pas trop tôt !* » Bien que l'on ne risque plus la correctionnelle pour insulte au chef de l'Etat, je tairai les épithètes fort drues dont quelques bonnes vieilles langues parisiennes assortissaient leurs propos. Ayons cette élégance, colorée de dédain, pour le personnage le plus inélegant de l'histoire de France.

Mais cela ne m'empêchera pas de dire ma volupté en suivant, le mardi à la télévision la séance de l'Assemblée. Chaban-Delmas prononçant cette oraison funèbre d'un trépas politique qui n'a pas droit à la pompe des funérailles nationales ! Ce sont tout de même des choses bien douces à entendre. Et le fêal Lazareff obligé de se rabattre dans *France Soir* sur le pèlerinage à Colombey de trois petits porteurs de muguet !

Pour prolonger ma joie, je me suis livré à ma petite enquête dans mon quartier, dans ma province où je viens de faire un tour, autant que possible auprès de bonnes gens qui ne me connaissent pas. La semaine dernière, il suffisait d'un clin d'œil, d'un sourire en dépliant le journal pour amorcer les confidences. J'ai bien aimé les Parisiens, les Dauphinois se décernant un satisfecit : « *Cette fois, on ne pourra pas dire que nous avons mal voté !* » Et de rigoler devant les cartes des arrondissements, des départements d'un noir si réconfortant.

Des bouchères, des charcutières de village, des épiciers m'ont dit fièrement : « *C'est nous qui l'avons culbuté.* » Ils calculent que les 650 000 commerçants en colère, doublés de leurs épouses, correspondent aux treize cent mille voix qui ont assuré la victoire du *non*. Le décompte exact doit être plus complexe, mais ces braves citoyens ont certainement fourni un épais paquet de bons bulletins.

Une papetière m'a dit aussi : *« Monsieur, tous les dégâts que ce mauvais homme a fait dans le pays ! Qui va pouvoir réparer ça ? »*

Il est vrai que nous voilà bel et bien devant les décombres du gaullisme. Un monceau qui n'a d'égal que les décombres laissés par la III^e République. L'inventorier c'est récapituler onze années de RIVAROL, où pas une semaine nous n'avons failli à combattre l'auteur de ces calamités, sans jamais lui accorder le moindre crédit, la moindre circonstance atténuante.

puisque'il a eu toutes les chances, tous les atouts et qu'il s'en est servi constamment pour le mal.

Pour le commencement, à peine investi, par la destruction de notre empire qui, sans doute, ne pouvait plus subsister dans sa vieille forme, mais qu'il a liquidé au hasard, pour sa gloriole de libérateur des peuples, au grand détriment de ses habitants, sans le moindre souci de nos intérêts.

Pinay, par ses mesures de bon compte, lui offrait plusieurs années de sécurité financière. Il n'en profita que pour commettre les forfaitures de l'affaire algérienne, avec des épisodes comme celui de la willaya IV qui auraient dû logiquement le conduire en Haute Cour. (...)

Tout en se livrant dans les surenchères électorales à quelques exercices oratoires contre les totalitaires, il n'a cessé de favoriser le parti communiste, mieux implanté que jamais après onze ans de gaullisme. Il a encouragé par tous les moyens la tyrannie du Kremlin, les bellicistes arabes, les agresseurs du Vietcong.

Avec sa politique nucléaire prétentieuse, mal conçue, inadaptée à nos ressources, il a détruit l'armée française régénérée en 1958, et qui est aujourd'hui la plus faible, la plus mal outillée du continent, sans qu'il ait pu lui substituer un seul engin utilisable.

A cette chimère de la "dissuasion", de la « défense tous azimuts », à ses largesses de prestige pour un Boumediène et pour les potentats saisonniers de l'Afrique noire, il a sacrifié la modernisation, l'équipement de la France qui n'occupe plus en Europe qu'une place indigne de ses richesses na-



turelles, de son labeur, de ses capacités. Il n'a fait aucune œuvre viable d'administrateur ou de légiste.

Par son ignorance des réformes nécessaires, par ses choix de ministres stupides ou timorés, il a jeté l'enseignement dans un désordre absurde qui va compromettre pour une longue période le sort de la jeunesse et l'avenir du pays.

Cet homme funeste, qui n'aura pas eu à son actif une seule réussite, même dans les affaires courantes, disparaît de la scène à l'instant où il allait nous précipiter dans les pires catastrophes, un renversement des alliances, une soviétisation déguisée des entreprises qui eût conduit à un désastre économique.

Il a eu la chance de n'avoir devant lui, parmi les politiciens, que des adversaires médiocres, bien incapables de provoquer sa chute, qui n'a eu d'autre cause que son aveugle obstination et un sursaut de bon sens des simples électeurs. De vrais vainqueurs, conscients de leur victoire, n'auraient pas manqué de lui réclamer des comptes, qui eussent été sévères. Après tout, il a dix ans de moins que n'en comptait Pétaïn lorsqu'il le fit condamner à mort...

Nous n'imiterons pas sa férocité. Nous n'exigerons pas le rétablissement des cours de justice pour lui et ses acolytes. Nous ne recommencerons pas nos erreurs de 1940 où nous avons multiplié les exclusives en

RIVAROL, ma pilule rouge

La première fois que j'ai lu un exemplaire de RIVAROL, cela remonte à mon année de prépa Sciences-Po en 1988. Je cherchais déjà un contrepoison à ce qu'on nous enseignait. Bien qu'ayant voté Le Pen à la présidentielle de 1988, je n'étais pas encore membre du Parti. A l'époque, je militais au CNI, notamment à la commission Défense, aux côtés d'un futur pilier de RIVAROL dont vous lisez la prose chaque semaine (je ne donne pas de nom, je n'ai pas de contrat avec la Stasi).

Constat de la Gauche.

En matière de conformisme et de pensée unique, la période d'avant la chute du Bloc de l'Est était surtout marquée par la prépondérance du Parti Communiste. En 1988, l'année de mon bac, notre prof d'histoire-géo était en cartée au Parti Socialiste (ma prof de français l'était au Parti Communiste et mon prof d'éco au SNES). *Le Figaro* était considéré comme un journal d'extrême droite, Chirac comme un fasciste, non seulement par Marguerite Duras, mais aussi dans une bande dessinée (*Chronique de fin de siècle*) vendue en masse dans le supermarché voisin et réalisée par le duo d'anarchistes belges Jack Bucquoy (qui dans le livre prétend s'appeler Sbniegw Sibulsky) et Jack Santi. Selon la prof en question, Staline n'avait tué que des communistes, les Américains avaient délibérément construit une fausse chambre à gaz à Dachau pour permettre le négationnisme, Soljenitsyne était un agent de la CIA...

Je n'arrête pas de poser la même question à la Matrice... *« Où sont les témoignages des gens de l'autre bord ? Je n'ai qu'un son de cloche... »* Et la Matrice de me répondre : *« Silence, vipère lubrique ! L'opinion d'en face, c'est pas beau, c'est le mal, c'est fasciste. Répète après moi, la matrice est ton amie, la matrice dit vraie, crois en la matrice... »* Par analogie-déduction, je me dis : *« regarde qui déteste la Matrice, et il te donnera la réponse. Ou pas »*. Dans les années 1984-88, il y avait

un homme que la matrice avait à l'œil. Un élément déclencheur me fit comprendre d'aller dès que possible rallier les rebelles : les grèves lycéennes où des milliers de moutons manifestaient contre une loi qu'ils n'avaient pas lue. J'ai vu alors le vrai visage de la Matrice : un vote à main levée où des gens qu'on ne connaissait pas venant encadrer des lycéens connus pour leurs convictions vermilleuses, assuraient « le bon déroulement du vote » et où le nom des « mal-votants » était noté... Je fus ainsi « fiché » pour la première fois de ma vie comme « criminel par la pensée ». Mais certes pas la dernière...

Quand je fus étudiant, je découvris Paris et le monde des « grandes écoles », Sciences-Po (que j'ai rapidement surnommé "Sciences-Pipeau") et ces jeunes bourgeois animés du racisme de classe, conformistes jusqu'au bout des *Weston*, qui se prenaient pour des aigles alors qu'ils n'étaient que des dindons. Il y avait aussi l'Ecole de Journalisme, avec plus de 90 % des élèves d'extrême gauche, biberonnés à la sous-culture « *Guignols de l'Info* » et réalisant des "journaux" qui étaient autant de clone du non-regretté *Info Matin*. Déjà à l'époque, *Valeurs Actuelles* était considéré comme un journal d'extrême droite (alors qu'il était plutôt libéral). J'ai aussi enfin découvert les journaux quasi-clandestins du Parti, notamment RIVAROL. Je n'avais jamais soupçonné l'existence d'une contre-société aussi riche. Je découvris aussi, chemin faisant, d'autres camarades. J'avais enfin accès à tout ce que la Matrice occultait, les témoignages des exclus, des pans d'histoire entiers dont je n'avais jamais entendu parler... Les jeunes ne peuvent pas comprendre, mais Internet n'existait pas à l'époque ! C'est par RIVAROL que j'ai appris les massacres républicains, tant en Vendée qu'en Espagne, les crimes contre l'humanité commis par l'alliance des ploutocrates apatrides et des bolcheviks en ficelle du même métal, les crimes du FLN pendant la Guerre d'Algérie.

nous privant ainsi de concours qui eussent été fort utiles. Certains commis et techniciens des différentes équipes gaullistes sont probablement récupérables. Mais il y a au moins trois ministres — admirez ma modération ! — qui devraient avoir la pudeur, comme le vieux timbré Capitant, de s'éclipser sans délai : le haineux Roger Frey, l'inconditionnel trépidant Michel Debré et le penseur André Malraux qui n'a vraiment plus qu'à se cacher après ses grotesques menaces de Strasbourg.

Nous aurons tout loisir dans les semaines qui viennent pour parler des candidatures à la présidence de la République. Avant même que la campagne soit ouverte, la gauche a déjà fait la preuve de sa confusion, de son anachronisme. Le risque d'un Front populaire à participation communiste n'est pas encore pour demain. Nous avons répété, depuis dix ans, qu'hormis ce Front populaire, tout valait mieux que De Gaulle. Quel que soit l'homme qui s'installera le mois prochain à l'Elysée, il devra être assez réaliste pour se convaincre qu'au gaullisme défunt ne peut succéder un néo-gaullisme. Le pays ne le tolérerait pas. L'étranger ne le comprendrait pas. Au contraire des jérémiades de Debré sur le deuil universel des nations perdant leur flambeau, tout l'Occident, en apprenant la défaite de l'Illustre, a poussé un soupir de soulagement et a tout de suite assuré de sa solidarité, en premier lieu pour la monnaie, la France enfin débarrassée de son insupportable fardeau. De Gaulle n'est pleuré qu'à Moscou et chez les tyranneaux et les esclavagistes africains. Cela suffit à tracer clairement la prochaine ligne politique de la nation.

Après avoir cumulé les méfaits de la démagogie et du despotisme, De Gaulle a donc glissé sur une peau de banane, un équivoque projet de loi dont personne déjà ne se rappelle plus le contenu. Incident inespéré ! Dans de pareilles conditions, c'est la légende du personnage qui s'écroule avec lui. On ne pouvait rien imaginer de plus salubre et de plus réjouissant.

Lucien REBATET † (1903-1972).

l'imposture De Gaulle, la confirmation de ce que je pressentais sur la délinquance dans les banlieues. J'avais découvert la porte du terrier et RIVAROL fut le lapin blanc porteur de la clé. Et à l'intérieur, le biscuit de la connaissance avec la petite étiquette : « *read me !* ».

La haine contre RIVAROL et tout autre vecteur de réinformation n'obéit qu'à un seul but : assassiner la mémoire et imposer une autre mémoire, la leur. Ce sont exactement les mêmes qui interdisent la reconnaissance du génocide vendéen, qui détruisent les souvenirs des nationalistes espagnols, qui limitent l'épuration à quelques femmes tondues et considèrent les crimes racistes anti-Blancs comme quantité négligeable, reprenant le *motto* du licrasseux en chef : « *Quand un Français tue un Arabe, c'est un crime raciste, quand un Arabe tue un Français, c'est un fait divers* ». Devant l'avalanche conspirationniste sur une prétendue menace d'extrême droite, l'œuvre de ces assassins de la mémoire, de ces Beria de papier, prend tout son sens.

Il est intéressant de s'intéresser à un de leurs arguments : nier des crimes, pour eux, c'est avoir l'intention de les commettre à nouveau. Quand ils nient leurs crimes, on peut donc en déduire qu'ils veulent les recommencer à nouveau. On me parle de République ? C'est un régime qui a exterminé les femmes et les enfants des Lucs-sur-Boulogne (le « bon Oradour » ?). On me demande d'être *Charlie* ? C'est un journal qui titrait : « *renvoyons les colonnes infernales en Vendée* ». Museler RIVAROL, embastiller Rysen, pousser Reynouard et Le Lay à l'exil, sont les prémices d'un chemin qui conduit au goulag et à la fosse commune. RIVAROL c'est la dernière ligne de résistance. Lisez. Faites lire. Faites circuler. Diffusez notre hebdomadaire. « *Courage, on les aura* », comme disait un fameux général à Verdun en 1916...

Henri de FERSAN.

Jean MADIRAN : “RIVAROL ou l'insoumission active à l'imposture officielle”

Jean Madiran (1920-2013), journaliste et écrivain bien connu, fut pendant près de six ans, de fin 1952 à début 1958, l'un des piliers de notre hebdomadaire avant de fonder (et de diriger) la revue *Itinéraires* (1956-1996) puis, de 1982 à 2007, le quotidien *Présent*. C'est pour évoquer sa collaboration active à RIVAROL dans les années cinquante que nous avons donné la parole à Jean Madiran à l'occasion de la parution de notre 2500^e numéro, le 27 octobre 2000. Nous reproduisons intégralement cet entretien qui relate une page d'histoire fort intéressante de la presse nationale.

RIVAROL : Comment en êtes-vous venu à collaborer à RIVAROL ?

Jean MADIRAN : Je connaissais Malliavin, bien avant la fondation de RIVAROL, j'avais écrit plusieurs fois dans sa revue *Écrits de Paris*. C'est vers la fin de 1952 qu'il me fait entrer au journal, que plusieurs de ses collaborateurs venaient de quitter. Après deux ou trois articles sur je ne sais plus quoi, ma véritable entrée à RIVAROL dans la rédaction improvisée se situe entre le 16 novembre 1952, date

de la mort de Maurras, et le 21 novembre, parution du numéro normal de RIVAROL qui contient l'« hommage à Charles Maurras » de Michel Dacier (Malliavin), Pierre Dominique, André Thérive, Gonzague Truc et Jean Pleyber, — la rédaction immédiate, dis-je, à moi tout seul, d'une brochure de seize pages qui paraît sous le titre : « RIVAROL. Edition spéciale. Supplément au numéro 97 » : l'interdit de séjour Charles Maurras est mort en résidence surveillée, etc.

RIVAROL n'est pas un hebdomadaire « d'Action française », il est l'organe d'une protestation permanente contre les conséquences de la révolution de 1943-1945 (NDLR : gaullo-communiste) et contre toutes les injustices et infamies de la soi-disant « épuration ». A la différence de Maurras, je ne fais aucune discrimination entre les divers condamnés politiques de l'épuration car, qu'on les considère comme plus ou moins coupables ou innocents, ils ont tous en commun de n'avoir pas été jugés, puisqu'ils ont tous été « jugés » par leurs ennemis politiques, ce qui est le contraire de la justice. Cette iniquité, ce « régime d'abattoir » comme l'avait dit le Père Panici dans ses sermons de Carême à Notre-Dame de Paris, il n'y avait personne pour le dénoncer parmi les vainqueurs, sauf François Mauriac ; il n'y avait que la « petite presse » d'*Aspects de la France*, de *L'Indépendance française* et, à partir de janvier 1951, de RIVAROL.

UNE EPURATION PERMANENTE

R. : C'est donc dans cet état d'esprit de refus opposé à l'injustice et à l'imposture que vous allez devenir l'un des principaux rédacteurs de RIVAROL pour la période 1952-1958 ?

J. M. : Principalement oui, c'est pour ce motif, celui d'un diagnostic commun, finalement, à Bardèche et à Maurras. Dès 1947, dans sa *Lettre à François Mauriac*, Bardèche a annoncé, de façon prophétique : « *L'épuration est un fait beaucoup plus important et beaucoup plus significatif que vous le croyez. Car elle est le commencement d'une épuration permanente.* » Dans sa prison, Maurras écrit en substance la même chose : par l'épuration, assure-t-il, on veut « épouvanter à jamais » tous ceux qui pourraient avoir le dessein de refaire une révolution nationale selon les principes du Maréchal Pétain, « travail-famille-patrie ».

Maurras et Bardèche n'ont pas cessé d'avoir eu raison tout au long du demi-siècle qui s'est écoulé depuis lors. C'est le témoignage que pourrait porter comme moi n'importe lequel de mes contemporains encore vivants. Je n'avais pas été « épuré », pas même poursuivi. François Brigneau, mis en détention, cruellement maltraité pendant une vingtaine de mois, avait été acquitté. Eh bien lui, moi, nos contemporains maréchalistes de la même génération, toute notre vie, quoi que nous ayons pu faire de modeste ou de plus éclatant, nous avons été tenus à l'écart, en pariatude. Les générations nouvelles, tour à tour, se sont étonnées, et ont imaginé que cet apartheid systématique, où elles ont été enfermées elles aussi, avait commencé avec le concile, avec la messe nouvelle, ou avec l'arrivée au pouvoir de Mitterrand et des communistes, ou avec la percée du Front national. Mais non.

Il s'est agi et il s'agit toujours de la



D.R.

disqualification des adversaires de la toujours subsistante imposture, de la toujours subsistante injustice gaullo-communiste, aujourd'hui « socialo-chira-communiste ». Il n'y a plus de nos jours d'exécutions sommaires, ni de tribunaux d'exception (encore qu'il y ait

une manière... exceptionnelle de rendre la justice). Mais il suffit, à tous les niveaux, du plus élevé au plus modeste, de tenir les gens de notre famille d'esprit systématiquement à l'écart de tous les postes de communication, d'influence, d'enseignement ou de commandement. Cela, dans la société et dans l'Eglise.

R. : Quels souvenirs gardez-vous de votre collaboration à RIVAROL ?

J. M. : Quand j'entre à RIVAROL, le journal existe depuis plus d'un an. Il a été remarquablement lancé, avec beaucoup d'éclat et de talent, par Gaït, Brigneau et Blondin. C'est à l'occasion de ma collaboration à RIVAROL que pour la première fois je signe « Jean Madiran ». J'y écris une chronique politique régulière qui peu à peu prend une portée éditoriale. Autant qu'il m'en souviennne, les rapports à l'intérieur de l'équipe sont bons, mes rapports personnels avec Malliavin excellents. Je suis sans doute le plus nationaliste, par rapport à Maurice Gaït qui est le plus européen, nos différences d'appréciation ne sont pas graves dans un journal d'opposition qui, à la différence d'un parti, n'a pas besoin d'un programme cohérent ; il ne réclame pas le pouvoir pour lui. C'est ce que pense Malliavin : il s'agit de s'opposer, de critiquer, de protester.

R. : Constatez-vous une évolution entre ce RIVAROL des années cinquante et celui du début des années 2000 ?

J. M. : C'était un journal beaucoup

plus tapageur, chahuteur, polémique. Malliavin exprimait sa pensée politique dans ses éditoriaux mensuels d'*Écrits de Paris*. Il n'écrivait guère lui-même dans RIVAROL, auquel pourtant il était constamment présent. Mais il y voyait en somme un voltigeur, un franc-tireur. C'est ce qui a changé. RIVAROL a pris beaucoup de sérieux et de poids : davantage d'analyse politique (et de première qualité), davantage d'attention réfléchie à la géopolitique mondiale⁽¹⁾ plutôt qu'aux échos parisiens et aux anecdotes de couloir. Votre Camille Galic est une des premières éditorialistes de notre temps.

REFUS DE L'IDÉOLOGIE DOMINANTE

R. : Quel est selon vous l'apport politique et intellectuel de RIVAROL depuis bientôt un demi-siècle d'existence ?

J. M. : Le plus éclatant mérite de RIVAROL est d'avoir maintenu, à travers ses équipes successives, un même refus de l'idéologie dominante, cette sous-vulgate marxiste qui repose avant tout sur la version stalinienne de la Seconde Guerre mondiale (selon laquelle, en résumé, le Maréchal Pétain était un hitlérien et le maréchal Staline un héros du combat pour la liberté). Cette sous-vulgate marxiste règne dans les médias, dans l'Education nationale, dans les industries du livre et celles du spectacle. Nous sommes toujours enfermés dans ce que Bardèche a nommé une fois pour toutes « *le monde clos du mensonge* ».

La priorité, à ce stade de l'histoire de notre pays, de l'Europe, de l'Occident, pour nous journalistes, c'est encore et toujours, dans ce qui dépend de nous et qui touche directement au bien commun temporel, c'est précisément l'insoumission active à l'imposture officielle. Nous sommes matériellement submergés, nous ne nous soumettons pas.

Propos recueillis par Jérôme BOURBON.

1. NdD. Que Jean me permette de ne pas être d'accord avec lui sur ce point. Dès sa création, sous l'impulsion de René Malliavin, puis de Henri Lèbre, RIVAROL fut le premier hebdomadaire français à consacrer des pages à la politique étrangère et à la géopolitique. C. G.

SOYONS TOUJOURS INTOLÉRANT AVEC LE MENSONGE !

Quand j'ai découvert RIVAROL, j'ai compris l'importance de la continuité pour assurer une durée à un engagement politique. A l'heure de l'immédiateté et de l'absence de contenu que diffusent les nouveaux réseaux sociaux virtuels, notre journal est un bloc de marbre où se grave chaque semaine une orientation pour ses lecteurs.

Il y a une attente de radicalité et d'esprit non conformiste chez notre lectorat qui donne à réfléchir sur ceux qui nous disent que nous devrions mettre de l'eau dans notre vin, trop fort à leur goût. RIVAROL n'est pas de la piquette, vous savez, c'est une eau de vie forte. Les tenants de la diabolisation comme ceux qui veulent nous rendre acceptables par une certaine Droite conservatrice et libérale ou des souverainistes pantouflards, se trompent par naïveté ou veulent tromper par arrivisme.

La situation que connaît le RN est là pour nous prémunir de ce genre de grands écarts idéologiques qui finissent généralement par faire tomber l'acrobate. Nous gardons en tête que l'on ne peut servir Dieu et Mammon, que la foi qui nous anime est l'ennemi de ce monde moderne croupissant.

Oui nous devons donc être intolérants, oui nous devons être de ceux qui disent la vérité et qui prennent l'épée pour la défendre. Nous ne faisons que nous défendre contre un ennemi qui est bien plus fanatique que nous. Les tenants du Nouveau désordre mondial n'ont aucun scrupule et sont prêts à tout, rappelons-nous le.

RIVAROL est un bastion. C'est un poste avancé, menacé certes, mais toujours debout. Il y souffle un esprit qui permet de réunir un véritable front du refus dissident. Sa force est d'être une voix que personne ne fait taire et qui rassemble des sensibilités différentes dans la grande tradition du « compromis nationaliste » qui avait permis l'apparition du FN historique.

Aujourd'hui cet esprit d'unité face à l'adversité doit être notre unique phare. Quand les naufrageurs tentent de nous amener vers de dangereux rochers, le bon capitaine ne se laisse pas détourner et arrive à bon port en suivant cette ligne.

La jeune génération est sensible à bien des sirènes néfastes qui utilisent Internet pour entretenir une confusion stérile, la ramener vers la lecture est un défi que RIVAROL a engagé. Notre présence au sein de la jeunesse de France doit être une tâche collective. Faites découvrir notre journal à vos jeunes camarades car il faut assurer la continuité de RIVAROL et de son message nationaliste clair et sans concession !

Monika BERCHVOK.

Jean BEAUMONT.

François BRIGNEAU : “Comment naquit RIVAROL”



François Brigneau (1919-2012) a été de toutes les aventures des journaux et revues d'opposition nationale pendant plus d'un demi-siècle. Il n'est quasiment pas un titre où l'on n'ait retrouvé son nom, comme fondateur, rédacteur en chef, éditorialiste ou chroniqueur. *Minute*, *Présent*, *National-Hebdo*, *Le Choc du mois*, *Le Libre journal de la France courtoise* ont eu l'honneur d'accueillir la signature de ce grand polémiste, héritier de Léon Daudet et auquel l'on doit une vingtaine d'ouvrages historiques et politiques auxquels succédèrent ses *Derniers Cahiers* interrompus en 1998.

On sait moins que François Brigneau fut aussi le cofondateur de RIVAROL avec Maurice Gaît et René Malliavin en janvier 1951, il y a tout juste septante ans. Aussi lui avions-nous demandé, alors qu'il était encore en vie, le 26 janvier 2001, à l'occasion de notre demi-siècle d'existence, dans notre numéro 2512, de nous raconter son expérience d'acteur et de témoin de la genèse et des débuts de « *l'hebdomadaire de l'opposition nationale* ». Une autre page d'histoire tout à fait passionnante.

RIVAROL : Vous étiez de la première équipe de l'hebdomadaire de l'opposition nationale : celle de la pré-naissance, de la naissance et du lancement. Quelles impressions vous laisse aujourd'hui cet anniversaire ?

François BRIGNEAU : La première est terrible. Je fais l'appel aux morts dans un cimetière. René Malliavin (Michel Dacier, dit), fondateur, artisan numéro un de l'opération financière qui transforma un bimensuel d'assaut, *La Fronde*, en un hebdomadaire plus présentable, RIVAROL, mort. Maurice Gaît, normilien, agrégé, ancien directeur de cabinet d'Abel Bonnard, ministre de l'Éducation nationale (1942-1943), commissaire général à la Jeunesse (1944), directeur de la rédaction, l'âme, le moteur, l'esprit de RIVAROL, mort. Pierre Dominique (Pierre Lucchini, dit), médecin, écrivain, historien, cinq citations, Légion d'honneur à titre militaire, mort. Jean Pleyber (Emile Grandjean, dit), agrégé de l'Université, gouverneur des Colonies, ancien Résident supérieur en Indochine, dont la chronique, « Les propos du Chouan », était très appréciée des lecteurs, mort. Ben (Benjamin Guittouneau, dit), dessinateur, auteur d'un best-seller anticonformiste, antigauilliste et anticommuniste, *Le voyage en Absurdie*, mort. Charles Mauban (Henri Caillemer, dit), romancier, maire du Givre (Vendée), qui allait devenir député et diplomate, mort. Romain Mottier (André Thérive, dit), grand blessé de guerre, croix de guerre, médaillé militaire, Légion d'honneur, homme de lettres, romancier, grammairien, mort. Yves Jacquemin (Guy Crouzet, dit), ancien rédacteur en chef des *Nouveaux Temps*, avec qui j'avais été en prison à Fresnes, mort. Albert Paraz, écrivain, ami de Céline, le seul soldat gazé en 39-40, celui qui trouvait RIVAROL trop tiède et voulait l'appeler Ravachol, mort. Antoine

Blondin, écrivain et journaliste, un des hommes les plus célèbres de la littérature d'aujourd'hui, mort. Bernard Borval (Bernard Laignoux, dit), ancien milicien, ancien de Bad-Tölz, volontaire à l'Est, mort. Jacques Massannes (Louis Auphan, dit), ancien rédacteur à *L'Action française*, compagnon de Maurras à Lyon jusqu'à son arrestation, un des meilleurs connaisseurs de la vie politique, mort. Les collaborateurs extérieurs comme Alfred Fabre-Luce, mort, ou Maurice Martin du Gard, mort.

J'en oublie sûrement... Vous pensez... cinquante ans. Sauf erreur ou omission, je ne vois que trois survivants : moi-même, Christian Errans (Georges Barbul, dit), Roumain, réfugié politique, ancien collaborateur du maréchal Antonesco, spécialiste des problèmes étrangers, et B. de Garambé (Gilles Martain, dit), qui devait faire une longue carrière de critique de théâtre au *Figaro*, sous le pseudonyme de Marcabru. J'oubliais mon épouse, Sabine, chargée de la documentation...

R. : Comment est né notre journal ?

F. B. : Par hasard et bizarrement. C'est un scoop qui va en surprendre plus d'un. Ce qui allait devenir « *l'hebdomadaire de l'opposition nationale* » a pris forme chez Lazareff, dans les locaux de *France-Dimanche* où son patron, l'immense Max Corre, voulait faire « *du surréalisme à l'usage des concierges* ». J'y étais entré par effraction. Frappé d'indignité nationale, l'exercice du métier de journaliste m'était interdit, sous peine d'amendes ou de prison. Je ne pouvais que faire des piges, à la sauvette, rétribuées de la main à la main. Autant dire que les fins de mois dureraient trente jours. Un matin, avec Antoine Blondin, alors que nous nous demandions comment nous pourrions aller boire un demi chez Lipp, passe un jeune homme dans nos âges.

Voilà Alexandre Astruc, dit Antoine.

Ils se connaissent. Je me rappelle les articles honnêtes qu'il a écrits dans *Combat* sur Brasillach, lors du procès. Conversation. Je dis que je cherche du boulot. Ça tombe bien. Il vient de quitter *France-Dimanche*.

Ils ont besoin de rewriters. Allez-y de ma part, ajoute-t-il en se gardant de préciser les raisons et les circonstances de son départ. J'y cours. Au nom d'Astruc, je suis tout de suite reçu. On va me faire un essai. La manière dont on me regarde m'étonne. Seraient-ils déjà au parfum de mon funeste passé ? Il faut comprendre. Je vis sur le qui-vive. La vérité est tout autre. Astruc, le futur inventeur de la caméra-stylo, et Max Corre se sont méchamment engueulés. Astruc a claqué la porte, en disant à Corre qu'il lui réserve un chien de sa chienne. Sur quoi j'arrive, tout miel : « *Je viens de la part d'Alexandre Astruc.* » Serais-je le chien ? Atmosphère. Corre m'interroge. Je lui raconte ma vie, en édulcoré. En 39, à Concarneau, j'achetais des foies de thon pour une boîte de La Rochelle. Ils entraient dans une composition de Forsex, pilules stimulantes pour messieurs fati-

gués. Le dimanche, sur la place, je vendais *La Flèche*, le journal de Gaston Bergery, en criant : « *Pour libérer la France de la tyrannie de l'argent et de l'ingérence des gouvernements étrangers.* » Quoi ! Max Corre saute sur sa chaise. *La Flèche* ? Pas possible. Tu la vendais et moi je la faisais ! C'est énorme ! Ici tu vas retrouver Jean Maze, qui en était le rédacteur en chef et Maurice Gaît, qui supervise le rewriting politique. Viens. Je vais te présenter. Naturellement tu ne t'appelles plus Julien Guernec...

Voilà comment, indigne national, je suis entré chez Lazareff. J'y suis resté trois ans. Je suis devenu l'ami de Gaît, quoique de tempérament et d'âge différents : il allait avoir quarante ans et moi trente. En 1950, Léon Gaultier, ancien attaché au secrétariat à l'Information de Paul Marion, engagé à l'Est où il avait été grièvement blessé, vient nous visiter à *France-Dimanche*. Le surréalisme pour concierges, c'était bien, mais un peu court. Il y avait mieux à faire. C'est ainsi que naquit *La Fronde*, dont allait sortir RIVAROL. Le jour nous rédigeons *France-Dimanche*, rue Réaumur. Le soir, à cinq cents mètres, 14, rue Beauregard, derrière le Rex, dans l'ancien atelier de couture de ma seconde femme, nous construisons *La Fronde*, dans la ferveur, l'allégresse, la colère et les rires. Il y avait là Gaît, Blondin, Léon Gaultier, Laignoux, Ben, qui habitait en face, Mauban. Pleyber, d'*Ecrits de Paris*, Røderer, de *Science et vie*, Ossian Mathieu, le pamphlétaire belge d'*Europe-Amérique*, envoyaient leurs papiers. J'assurais la mise en page. J'avais dessiné la maquette. C'est là que François Brigneau débuta, dans le cinéma. Guernec se réservait le portrait des « *hommes du jour* ». Ça y allait à l'abordage. Pleyber, qui appartenait à la religion réformée quoique Breton du Léon, la « *Terre des prêtres* », avait choisi l'épigramme. Elle résumait la



nature du journal : « *David choisit dans le torrent cinq pierres et, sa fronde à la main, s'avança sur le Philistin* » (Samuel I, 18...) Mystère du langage des signes. Le premier journal que j'avais créé, à treize ans, s'intitulait *David*. C'était à cause de Copperfield...

Vous devriez publier la “doctrine” de *La Fronde*. Ecrite par Gaît, elle parut à la une du premier numéro. C'est un morceau d'anthologie. Il annonce déjà ce que sera RIVAROL.

R. : Comment se fit la mue ?

F. B. : Difficilement. Le Philistin fut le plus fort. Au quatrième numéro de *La Fronde*, l'administration de *France-Dimanche* nous pria, Gaît et moi, d'aller faire la Révolution nationale ailleurs. Max Corre n'étant plus là pour nous protéger, il était inutile d'insister. En même temps, Maurice m'apprit que *La Fronde* n'aurait pas de cinquième numéro. Nous passions sous la tutelle d'*Ecrits de Paris*, pour lancer un véritable hebdo : RIVAROL. En somme, la même semaine, je perdais mon boulot et “mon” journal.

J'ai raconté ce que furent mes réactions dans *Mon après-guerre*. Inutile d'insister. Sauf Léon Gaultier, la petite équipe de *La Fronde* se retrouva à RIVAROL. Mainte-

nant que le temps a passé, j'ai oublié les mauvais souvenirs. Je n'en ai conservé que les bons : l'amitié, les pastiches des quotidiens faits avec Antoine, l'appel aux durs, Maurice dans son cagibi, écrivant du matin au soir, hochant la tête, levant les yeux au ciel, vieillissant dans ses pentes dont l'optimisme n'était pas la qualité dominante. Mais il tenait, comme il a tenu jusqu'à sa mort, comme il continue à tenir à travers Camille-Marie Galic. L'esprit de *La Fronde* ne s'est pas perdu. C'était, c'est l'essentiel.

Personnellement, je n'ai tenu que dix-huit mois. J'avais déjà beaucoup de gens à charge. Un autre enfant se pointait. Je suis parti gagner ma vie, notre vie, chez Hersant. Mais honnêtement ce n'était pas la seule raison. J'avais tort. Il est évident que *La Fronde* était condamnée. De longues décennies plus tard, RIVAROL est toujours fidèle, toujours jeune, toujours claquant comme un drapeau ou une paire de claques. La formule est de l'époque dont je viens de vous parler.

Propos recueillis par
Jérôme BOURBON.

À RIVAROL !

S'agissant de RIVAROL, il me plaira ici, d'écrire à la première personne. Ce journal auquel mon père était abonné, depuis sa fondation, nous arrivait de loin et dès qu'il en avait terminé la lecture, je prenais le relais, tout naturellement. Je devais avoir 14 ans et spontanément, j'avais porté ma préférence sur les articles de Lucien Rebatet qui rapportait, bien des années après la guerre, d'une façon épique et parfois poignante, la descente aux enfers de l'Allemagne vaincue, envahie, émasculée, faisant ressentir, à l'adolescence que j'étais, ses affres au plus profond d'elle-même...

Ma grand-mère paternelle alsacienne que je n'ai pas eu, hélas, l'opportunité d'apprécier, avait-elle reçu dans ses veines, un peu du sang lointain d'un parent germanique, réveillant en moi, une mémoire ancestrale ? Je me le suis demandé plus tard et en suis aujourd'hui persuadée.

Mon initiation à ce que l'on appelle communément « la politique », avait, elle, commencé bien plus tôt ; le jour où, enfant, m'étaient apparues ces lettres en caractères gras, que je revois encore, étalées en première page de *l'Echo d'Alger* que venait d'apporter mon père : « *Diên Biên Phu est tombé...* ». Anxieuse à la pensée d'un oncle alors soldat en Indochine, ma mère s'était mise à pleurer et, submergée par l'émotion, je m'étais enfuie au fond du jardin, sous le citronnier où j'avais coutume de mettre en terre, sous de petits cailloux, des fourmis écrasées par mégarde...

Après le basculement de notre propre vie, RIVAROL désormais acheminé plus rapidement, demeurait, dans un climat souvent hostile, il faut le dire, notre point d'ancrage devant l'adversité et une digue devant le mensonge...

Depuis, tant d'eau a coulé sous les ponts ! RIVAROL a tenu bon dans la tourmente, sa proue toujours hors des flots et rentre aujourd'hui dans sa 71ème année. Belle performance, sous la houlette de ses différents directeurs, dont aujourd'hui, celle de notre ami Jérôme Bourbon.

Le message de notre journal n'a jamais failli, refusant contre vents et marées, le parjure et le déshonneur, dans la certitude que sur les vestiges du passé, se bâtit l'avenir. Que nous espérons, malgré ces temps troubles mais par notre détermination et nos efforts conjugués, prospère pour RIVAROL !

Michelle FAVARD-JIRARD.

Sur le cinquantenaire du 13 mai 1958 : les fossoyeurs

Le 6 mars 1958, trois mois avant le retour du général De Gaulle au pouvoir, l'écrivain et journaliste Pierre-Antoine Cousteau, dans un article prophétique, dont la fermeté de pensée n'a d'égale que la qualité du style, la clarté de l'analyse et la radicalité du propos, prédit dans RIVAROL (n° 373) le largage de l'Algérie par l'homme de Colombey et l'inexorable décomposition du monde blanc. Cousteau, emporté par un cancer foudroyant en décembre 1958, n'a pu voir la réalisation de ses prophéties mais, à lire ce texte prémonitoire, on s'aperçoit qu'il n'est pas d'expression plus stupide que « nul n'est irremplaçable » : Cousteau qui était un géant n'a pas été remplacé.



(Dessin de Chard)

LE 31 MARS 1942, le général Alan Brooke (depuis maréchal lord Alan Brooke), chef de l'Etat-Major Impérial britannique, notait dans son journal intime : « Ainsi s'achève ce premier trimestre d'une année cruciale, au cours de laquelle nous avons déjà perdu une grande partie de l'Empire britannique et sommes en bonne voie pour en perdre bien plus encore... Il y a des moments où je souhaiterais de n'être pas à la barre d'un navire qui semble foncer irrésistiblement sur les récifs... »

Chaque jour, Brooke enregistre, dans ses carnets, de nouveaux désastres. L'Egypte est menacée par Rommel ; en Extrême-Orient, Hong-Kong et Singapour, Sumatra, Java et le sud de la Birmanie tombent les uns après les autres aux mains des Japonais. En bon patriote anglais, Brooke souffre dans sa chair de toutes ces amputations. Il a l'impression d'assister à l'effondrement d'un monde, qui, pour lui, n'est pas le « meilleur des mondes », qui est le seul monde possible. Sans l'Empire, le *civis britannicus* n'est plus rien qu'un pauvre bonhomme relégué dans les brumes d'un îlot insalubre. Et chaque lambeau d'Empire qui se détache est, en soi, une catastrophe ; chaque fois Brooke en énumère les conséquences spécifiques : « Sans la base de Singapour, comment conserver notre puissance maritime en Extrême-Orient ? Sans la route de Birmanie, comment maintenir nos liaisons avec la Chine ? Sans le pétrole et le caoutchouc des Indes orientales, comment soutenir notre effort de guerre ? Sans l'Inde et Ceylan, comment préserver notre économie ? Sans les puits de pétrole de l'« Anglo-Iranian », que deviendraient nos forces du Moyen-Orient ? Sans le canal de Suez et la vallée du Nil, c'en serait fait de nous, etc. »

LA CROISADE DES DÉMOCRATIES, D'ABORD CONTRE L'HOMME BLANC

Ces cris d'angoisse jalonnent, tout au long des années noires, les carnets de Brooke, ils finissent par former une sorte de litanie gémissante. Brooke est mieux placé que quiconque pour savoir ce que signifient, pour l'Angleterre, ces lointains pans de murs qui s'effondrent. Et, dans sa candeur de soldat, il n' imagine qu'un seul moyen de tout remettre debout, de tout sauver : la victoire.

Cette victoire si incertaine et si passionnément souhaitée, elle a fini par venir. Point par la seule vertu des Britanniques, grâce à la plus fantastique coalition de tous les temps. Mais enfin, cette victoire est venue, les vœux d'Alan Brooke ont été exaucés, Churchill a pu parader, en brandissant, dans la fumée de son cigare, son index et son médus écartés en forme de V.

L'Angleterre avait gagné la guerre. Mais, parce qu'elle avait gagné cette guerre-là, elle a tout perdu. Nul ne se demande plus, à Londres, avec anxiété, ce que le pays de-

viendrait si Singapour, la Birmanie, les Indes orientales, l'Inde, Ceylan, Suez et la vallée du Nil lui échappaient. Ces questions-là sont réglées. Une bonne fois pour toutes, l'Empire est perdu. Pas par une Angleterre vaincue, par une Angleterre triomphante. Et précisément parce que l'Angleterre a triomphé, parce que la logique du triomphe des croisés antifascistes impliquait fatalement la défaite des hommes blancs, Anglais compris. Alors que sa défaite et la victoire de ses ennemis européens eussent impliqué la primauté des hommes blancs, Anglais — eux aussi — compris.

Ni Brooke ni son chef Winston Churchill n'avaient voulu cela, bien sûr. Mais, si le premier n'avait pas à se poser la question de la pertinence de cette guerre, s'il n'avait rien d'autre à faire qu'à accomplir son devoir de soldat et à l'accomplir le mieux possible, avec toute son énergie et son intelligence, jusqu'à la victoire, il est malaisé, par contre, de ne pas juger sévèrement Churchill, qui, lui, était un homme *politique* et dont la fonction était de prévoir les conséquences *politiques* de cette guerre.

Or, cette guerre, Churchill l'a voulue, au moins autant que Hitler et, sans doute, avec encore plus de passion. On ne le calomnie point en le constatant. Lui-même ne s'en est jamais caché. Il s'en fait gloire dans tous ses ouvrages. Il est fier de son bellicisme anti-munichois, fier d'avoir poussé de toutes ses forces au déclenchement du conflit, fier de s'être opposé ensuite à toute espèce de compromis, fier d'avoir mené les hostilités jusqu'à la capitulation sans conditions, jusqu'à la victoire totale.

Mais une victoire se juge à ses résultats. Il est déjà fâcheux — cela arrive parfois — qu'une longue guerre s'achève sans véritables vainqueurs et que les morts du parti nominale ment victorieux soient morts pour rien. Il est encore plus fâcheux qu'une guerre se termine par la défaite des vainqueurs et que les morts soient morts, en somme, pour que leur patrie soit estropiée. C'est le cas de la victoire anglaise de 1939-45. A quoi ont abouti les sacrifices des soldats, des marins et des aviateurs du Royaume-Uni ? A ce qu'Albion amène prestement l'Union Jack au premier fronce ment de sourcils des fakirs en caleçons demi-longes de la non-violence hindoue. A ce qu'elle déguerpisse dare-dare des raffineries de l'« Anglo-Iranian », de Singapour, des Indes orientales, de la route de Birmanie, de toutes ces positions que Brooke, penché avec angoisse sur ses cartes, au printemps de 1942, considérait comme vitales.

On ne voit pas ce qu'une Angleterre, vaincue militairement, aurait pu perdre de plus. On voit, en revanche, ce qu'elle eût pu garder en se faisant la gérante d'un Empire européen.

Churchill, dont on préparait fiévreusement les nécrologies ces dernières semaines dans toutes les salles de rédaction, fait peut-être encore figure de vainqueur dans la presse-issue. Pour l'histoire impartiale, il sera, il restera le fanatique obtus qui, pour anéantir le fascisme, a détruit l'Empire britannique.

On se consolait aisément de cet effondrement si toute notre civilisation d'homme blanc n'en était blessée à mort.

Mais je le répète, la logique de cette croisade ne pouvait porter d'autres fruits. Mû par le même fanatisme antifasciste que Churchill, on sait les efforts frénétiques que fit le président Roosevelt pour pousser à bout les Japonais et les obliger à l'attaquer. L'idéaliste paralytique de la Maison Blanche invoquait la nécessité de sauver le marché chinois ! A qui est-il aujourd'hui le marché chinois ? A qui est la Chine ? Aux Bolcheviks. Ici aussi, la logique de la croisade a joué, implacablement.

Et elle a joué aussi pour les satellites des deux grands fossoyeurs. Dans leur sillage, toutes sortes de roquets donnaient de la voix ; aboyaient les mêmes slogans antifascistes. Où sont-ils maintenant ? Qui se souvient encore des démocrates polonais, hongrois, roumains, bulgares et tchèques gorgés de promesses sonores, mais condamnés à l'anéantissement par la fatalité de l'alliance russe ?

D'autres, sauvés par la géographie, n'ont pas péri, mais ils y ont laissé leurs provinces d'outre-mer. La Hollande avait un empire qui était une étonnante réussite coloniale. Il ne lui en reste plus rien. L'amitié de Churchill et de Roosevelt a fait son œuvre.

Dans ces conditions, ce qui est extraordinaire, ce n'est point que la France, gouvernée depuis quatorze ans par des hommes issus des studios de la B.B.C., ait perdu d'aussi énormes tronçons de son Empire, c'est qu'elle n'ait pas encore tout perdu, c'est qu'elle mette — contre la gigantesque coalition de ses ennemis de l'intérieur et de l'extérieur, contre Mauriac et contre Khrouchtchev — tant d'obstination à refuser de se laisser dépouiller.

SI L'ON PERMETTAIT À DE GAULLE DE REVENIR, CE SERAIT POUR FOURGUER L'ALGÉRIE

Dans cette affreuse débâcle de l'Occident, c'est encore la France — malgré ses chefs indignes — qui sauve le mieux l'honneur de l'homme blanc. Elle n'est pas partie d'Indochine honteusement, comme les Anglais de l'Inde et de l'Egypte. Et elle refuse de capituler, en Algérie, devant les néo-barbares qui, au mieux, feraient retomber ce pays dans une sauvagerie médiévale et, au pire, le livreraient à l'U.R.S.S.

Reste à savoir combien de temps encore la France pourra résister à cette frénésie du renoncement.

Il est grave que, dans l'actuel désarroi des politiciens ataxiques du Système, on recommence à prononcer un nom qui est le symbole même de notre suicide impérial, le nom d'un homme qui fournirait une couverture idéale à notre abdication africaine. Et il est grave que l'on prononce ce nom,

précisément et seulement pour cela. Si l'on permettait à De Gaulle de revenir, ce ne serait pas pour réformer les institutions — d'ailleurs comment cet hurluberlu le permettrait-il ? — ce serait pour fourguer l'Algérie.

Pour ce mauvais coup, un Mendès ne suffit plus. Il ne fait pas le poids. De Gaulle, lui, fait le poids. Il aurait des chances de faire accepter la purge. Il reste, pour pas mal de cornichons de la droite, le sauveur, le mainteneur, l'homme d'ordre (alors qu'en réalité, nul plus que ce microcéphale n'a contribué à plonger le pays dans le gâchis où il se trouve).

Quant aux gens de gauche, communistes et progressistes qui seraient disposés à favoriser son retour, ils n'ont pas la sottise de se faire la moindre illusion sur la débilite mentale du personnage. Mais ils savent que, pour certaines besognes bien définies, qui, par-dessus tout, leur tiennent à cœur, on peut lui faire une confiance aveugle. Précisément parce que De Gaulle s'est totalement imbriqué dans l'affreuse logique qui a mené Roosevelt et Churchill à Yalta, qui a fait perdre la Chine aux Américains et perdre le Moyen-Orient et l'Extrême-Orient aux Anglais.

Pour beaucoup de nos compatriotes, Mendès est l'incarnation française de cette braderie. C'est une injustice. Mendès n'a fait que suivre le mouvement. Le branle avait été donné par le discours de Brazzaville. Et le premier coup de pioche dans l'Empire que Pétain conservait intact, c'est De Gaulle qui le porta lorsqu'il envahit, en 1941, la Syrie et le Liban en promettant l'indépendance à ces territoires alors pacifiés, puis, en 1945, lorsqu'il évacua sans gloire, sans ébauche de résistance ces mêmes territoires, sur un ultimatum insultant de son ami Churchill.

Toutes les autres démissions du Système étaient en puissance dans cette démission-là. On le sait à *L'Express*, à *France-Observateur*, à *Témoignage chrétien*. On sait aussi que, si quelques autres paladins de la croisade antifasciste — Bidault et Soustelle, par exemple — ont subi une évolution qui les fait régulièrement traiter de « fascistes » par les gardiens de l'orthodoxie, M. De Gaulle, lui, n'a pas varié. Lorsqu'il reçoit des copains à Colombey, ce sont MM. Vinogradov, Masmoudi et Roger Stéphane, c'est-à-dire le représentant des bourreaux de Budapest, l'ambassadeur du pays qui arme les assassins de nos soldats et un journaliste inculpé de trahison.

Oui, pour la liquidation de l'Algérie et l'installation des Soviétiques à Bizerte, M. De Gaulle est bien le *right man*. Dans sa retraite de la Côte d'Azur, le vieux Churchill, fossoyeur de l'Empire anglais, peut être fier de son élève. La croisade des démocraties continue. Contre la France.

Pierre-Antoine COUSTEAU †
(1906-1958).

RIVAROL

19 avenue d'Italie 75013 Paris
Tél. : 06-40-87-72-79

Correspondance seulement

(Une permanence téléphonique est assurée le lundi et le mardi de 10h à 17h et le vendredi de 10h à 14h.)

www.rivarol.com et

www.boutique-rivarol.com

Rédaction : jeromebourbon@yahoo.fr

Administration : contact@rivarol.com

Hebdomadaire créé le jeudi 18 janvier 1951

FONDATEUR : René MALLIAVIN

(1896-1970)

Directeur de la publication et de la rédaction,

éditorialiste (depuis février 2010) :

Fabrice Jérôme BOURBON

E. U. R. L. « Editions des Tuileries », au capital de 51000 euros pour 99 ans, à partir du 20 mai 1949. Imprimerie : Paris Offset Print (POP) 30 rue Raspail, 93120 La Courneuve. — Dépôt légal : à parution —

Gérant et associé : Fabrice Bourbon.

CPPAP n°0223 C 82763, ISSN n°0035 56 66.

ABONNEMENTS : 2 ans : 215 euros — 1 an : 125 euros — 6 mois : 70 euros — 3 mois : 40 euros —

soutien : 175 euros — propagande : 210 euros — 1 an (chômeurs, étudiants, lycéens, personnes en grande difficulté, ecclésiastiques et religieux) : 100 euros — Abonnement à vie à RIVAROL : 2 000 euros — Abonnement à vie à RIVAROL et à *Ecrits de Paris* : 3 000 euros.

ABONNEMENTS PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE : 12 euros par mois (il suffit de nous envoyer un IBAN et votre adresse postale complète).

ABONNEMENT NUMÉRIQUE 1 an : 80 euros (créer un compte sur le site www.boutique-rivarol.com ou prévenez-nous en envoyant un courriel).

ETRANGER : 1 an : 140 euros — 6 mois : 80 euros.

Supplément par avion : 24 euros pour un an et 12 euros pour 6 mois.

Pour tout changement d'adresse, joindre 2 euros et la dernière bande (ou indiquer l'ancienne adresse). Ecrire nom et adresse en CAPITALES. Délai dix jours.

Règlement par chèque établi sur une banque domiciliée en France, à l'ordre d'Editions des Tuileries ou virement à notre compte : La Banque postale IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048 (BIC : PSSSTR PPPAR)

Être ou ne plus être

Cet article en forme de testament publié par Pierre-Antoine Cousteau dans RIVAROL (n°403) le 2 octobre 1958, deux mois seulement avant sa mort, est prophétique à l'heure où l'immigration nous submerge et où le phénomène de Grand Remplacement prend des proportions absolument inouïes. Pas une ligne ou presque n'est à changer dans cet article visionnaire. RIVAROL ne s'honore d'avoir eu en son sein des polémistes de talent qui avaient vu juste, su prévoir et prédire les phénomènes gigantesques et tragiques qui allaient se produire. C'est en effet à la lucidité et au courage de ses rédacteurs que l'on juge la qualité d'une publication.

France-Observateur constatait l'autre semaine — avec consternation — les progrès « effrayants » du racisme parmi les masses laborieuses de la métropole. En admettant, comme l'affirme notre confrère progressiste, que cet état d'esprit soit généralisé, il provient en tout cas d'un réflexe — le même réflexe que celui des « pauvres blancs » des Etats du Sud pendant la guerre de Sécession, le même réflexe que celui des « petits blancs » d'Alger, beaucoup plus « ultras » que les (soi-disant) féodaux du colonialisme. Mais il ne doit rien à un enseignement doctrinal.

L'enseignement doctrinal se développe, lui, dans un sens tout à fait opposé. Et sans qu'il s'élève jamais, tant à droite qu'à gauche, la moindre voix pour défendre, justifier, rationaliser les réflexes de défense raciste. Bien au contraire, il s'est fait sur ce point une sorte d'unanimité des clercs que l'on ne retrouve nulle part ailleurs et qui ne laisse pas d'être quelque peu déconcertante. Car, en somme, alors que nos intellectuels d'Occident s'éparpillent sur les autres grands problèmes — et aussi sur les petits — en une multitude de factions, sous-groupes, sous-tendances et sous- nuances, dès qu'il s'agit du racisme, ils redeviennent instantanément monolithiques et adhèrent à la condamnation péremptoire, sans appel, de M. Etienne : « *Le racisme est le seul péché inexpiable.* »

Ce dogme manichéiste — le racisme étant, au sens théologique du terme, le « Mal » en soi — est si solidement répandu et il apparaît si redoutable de l'enfreindre que même les individus les plus enclins à adopter, dans les faits, un comportement « raciste » se gardent bien de le justifier idéologiquement. On a si parfaitement réussi à leur inspirer la honte de leur propre instinct de conservation qu'on a pu voir récemment une certaine communauté européenne, menacée au premier chef dans sa légitime primauté et mieux avertie, semblait-il, que tout autre des périls du « libéralisme », se ruer dans l'intégration avec la légendaire frivolité de Gribouille⁽¹⁾.

Lorsque d'aventure, sur un point quelconque du globe, à Little Rock ou à Pretoria, un raciste surmonte sa mauvaise conscience (préfabriquée) et prend ses responsabilités, le scandale est énorme. Mais ce qui est plus grave encore que la réprobation philosophique dont on l'accable aussitôt, c'est l'incompréhension totale à laquelle il se heurte.

Peut-être les ouvriers interviewés par France-Observateur le comprendraient-ils. Pas les clercs. Ceux-ci, à la lettre, demeurent stupides. Pour eux, un individu qui tente de préserver son ethnicité demeure aussi intelligible qu'un fou furieux. On ne discute pas avec lui. On le douche et on lui passe la camisolé. La semaine dernière, M. Henri Bénazet — qui n'est certes point un des ornements de notre *intelligentia* mais qui colporte d'assez « signifiante » façon les idées reçues — s'écriait dans L'Aurore : « *Quelle ÉTRANGE IDÉE pousse les Sud-Africains blancs à choisir toujours comme chef de gouvernement le plus exalté des politiciens racistes ?* »

L'idée, pour M. Bénazet et ses congénères, est encore plus « étrange » qu'abominable. Définition d'« étrange » dans le Petit Larousse : « contraire à l'usage, à l'ordre, au bon sens ; extraordinaire, bizarre. » Or ce qui est authentiquement étrange, c'est-à-dire contraire au bon sens, extraordinaire, bizarre, c'est justement que l'on puisse trouver

« étrange » cette idée-là qui se confond étroitement avec l'instinct de conservation. Est-il vraiment « étrange » que l'on veuille survivre ? Toute la question est là. Et elle se pose — que cela plaise ou non — pour chacun d'entre nous, hommes blancs, héritiers, dépositaires de la civilisation de l'homme blanc. Je dirai plus : c'est aujourd'hui, dans notre Occident ravagé par tant d'absurdes querelles, abruti par tant de mythes grotesques, la question qui prime toutes les autres, la question Numéro Un.

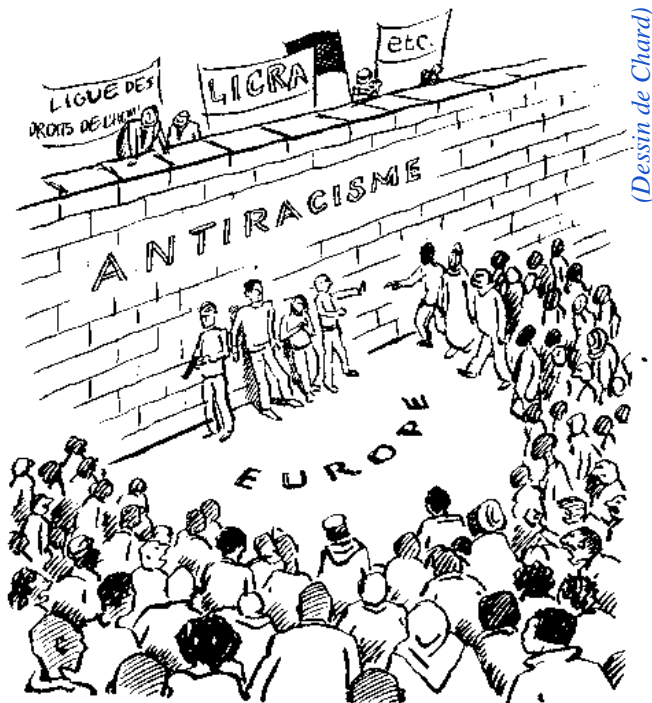
La tragédie, c'est que les hommes blancs n'en prennent généralement conscience que lorsqu'il est trop tard. A l'époque déjà lointaine où je traduisais le *De Viris* sur les bancs du lycée de Bordeaux, il y avait toujours un nègre dans chaque classe. Ce nègre traditionnel, provisoirement importé du Sénégal, dont Bordeaux était la tête de pont, ne posait aucun problème. Un nègre sur trente-cinq ou quarante élèves, nous ne pouvions soupçonner qu'il constituait un péril. Aucun d'entre nous n'aurait songé à lui imposer un traitement discriminatoire — tant il est vrai que l'instinct de conservation ne joue qu'au-delà d'une certaine densité. Mais croit-on que les choses se seraient passées aussi suavement s'il y avait eu à Bordeaux 300 000 nègres, de quoi remplir la moitié du lycée d'élèves noirs ?

Je ne conteste nullement que, lorsqu'on raisonne de ces choses hors de leur contexte, les mesures de discrimination raciste prennent une allure choquante. De quel droit ce Faubus — soutenu, on oublie toujours de le dire, par la quasi-unanimité de ses administrés⁽²⁾ — empêche-t-il telle gentille écolière noire d'aller à l'*high school* blanche de Little Rock ? Et de quel droit l'Afrikaner Verwoerd renforce-t-il les rigueurs de l'*Apartheid* ? De quel droit ? De ce droit que M. Bernard Le-cache appelle — mais à des fins toutes différentes — le « droit de vivre ».

Dans l'Arkansas et en Afrique du Sud, l'heure est passée des élégances et des subtilités sentimentales. Les hommes blancs ont le dos au mur. La densité des gens de couleur est telle sur leurs territoires qu'ils n'ont plus le choix qu'entre la vie et la mort. La vie, avec tout ce qu'elle comporte inévitablement de brutalité et d'injustice. Ou la mort, par abdication, par renoncement.

Que la vigilance des blancs de l'Arkansas et de l'Afrique du Sud se relâche tant soit peu, que l'on renonce à certaines mesures qui, de loin, apparaissent comme absurdement vexatoires, que l'intransigence cesse d'être totale et même insolente, et le flot aussitôt submergera tout. Car le problème est perpétuellement mal posé. Pour les belles âmes de France, d'Angleterre et des Etats-Unis, le blanc qui opte pour la ségrégation ne le fait point, je le répète, par légitime souci de conservation, mais par méchanceté pure. Et c'est bien ce qui rend si malaisée toute espèce de discussion sur ce sujet. On prête *a priori* au blanc ségrégationniste la volonté de nuire à l'homme de couleur, et on lui fait porter, par surcroît — automatiquement pourrait-on dire — la responsabilité rétroactive de toutes les injustices — bien réelles — commises jadis à l'égard des indigènes.

Il n'est pas douteux que la traite des noirs fut un crime. Pas douteux non plus qu'il fut criminel — toutes les nations européennes ont plus ou moins commis ce crime — de recruter des soldats de couleur pour les mêler aux démentielles guerres fratricides de ce dernier siècle. Et j'admets que l'exploitation coloniale s'assortit d'abus multiples et d'actes



inhumains. Mais j'attends qu'on m'explique pourquoi le seul moyen d'effacer ces injustices révolues serait de leur substituer une autre injustice.

Il n'est pas moins injuste, pas moins révoltant, de condamner à mort une communauté blanche en l'intégrant à une majorité noire qu'il ne l'était jadis de dépeupler un village du Gabon pour fournir de la main-d'œuvre aux planteurs de Géorgie.

Et les conséquences de cette injustice-là apparaissent singulièrement plus graves. Car en définitive, les descendants des esclaves transplantés en Amérique sont ainsi sortis de leur barbarie originelle bien avant leurs cousins de l'Afrique noire. Tandis que l'autre processus, celui qui consiste à diluer des groupements de blancs dans une masse de couleur va très exactement à contre-courant de la civilisation.

On rougit de proférer un pareil truisme (auquel l'imposture progressiste donne toutefois l'allure d'un paradoxe). Rien de vraiment grand, de vraiment... valable n'a jamais été fait depuis trente siècles sur cette planète que par des hommes de race blanche, par des Européens, et par les Américains du Nord qui sont des Européens transplantés.

Il est possible qu'il y ait un jour un siècle de Malikoko comme il y eut un siècle de Péricle, possible qu'un Voltaire en babouche écrive l'équivalent de *Candide*, qu'un Beethoven malgache compose une *Neuvième Symphonie*, qu'un Bambara perfectionne la géométrie non euclidienne, qu'un citoyen du Yémen dépasse la fission nucléaire et que l'on découvre parmi les intouchables hindous, qui meurent si glorieusement de faim devant les vaches sacrées, le gaillard qui révolutionnera la locomotion intersidérale.

Au risque de choquer les penseurs installés dans le néo-conformisme contemporain, je constate — constatation scandaleuse — que ce jour n'est pas arrivé.

Contrairement à ce qu'affirment malhonnêtement les antiracistes professionnels, ces constatations d'évidence n'impliquent nullement qu'il faille maltraiter les gens des races moins douées. Mais l'égalité n'est pas la justice. En l'occurrence, elle est le contraire de la justice, elle est l'injustice suprême. A plus ou moins longue échéance, elle ne peut aboutir — sans aucun bénéfice pratique pour les candidats à la civilisation — qu'à déposséder les hommes de race blanche de leur existence même, c'est-à-dire à priver la civilisation des gens qui lui ont donné son éclat et qui la perpétuent.

C'est pour cela que les unions mixtes sont le plus affreux attentat que l'on puisse concevoir contre l'avenir de l'humanité. Pour cela aussi que toutes les précautions apparemment saugrenues ou scandaleuses — l'interdiction d'aller dans les mêmes piscines, de voyager dans les mêmes autobus, d'étudier dans les

mêmes écoles — se trouvent en définitive justifiées puisqu'elles n'ont d'autre but que de prévenir la pire disgrâce : le métissage.

On voit mal, au surplus, ce que peuvent avoir d'intolérables les mesures de ségrégation, en quoi il est plus humiliant, pour un écolier noir, d'avoir des condisciples noirs que pour un écolier blanc d'étudier dans une *high school* réservée aux seuls blancs. La véritable égalité est dans l'existence de communautés distinctes et non dans un brassage générateur des désordres les plus désastreux.

Il ne s'agit plus hélas, pour les hommes blancs, de maintenir leur domination sur l'ensemble de la planète. Leurs sanglantes et grotesques querelles de bornes-frontières sur le continent européen et l'assistance qu'ils ont cru malin d'accorder aux Asiatiques et aux Africains (qu'on se rappelle la joie imbécile de certains Occidentaux lorsqu'en 1905 les soldats et les marins du Tsar se firent corriger par les Japs) les ont délogés de presque toutes leurs positions impériales.

Sauf en Algérie où le million d'Européens interdit tout compromis et en Afrique du Sud où les Blancs ont fait le nécessaire pour éviter d'être balayés, on voit mal comment le reste du continent noir n'échapperait pas, à plus ou moins brève échéance, aux Européens.

Les Européens et leurs frères d'Amérique du Nord (chassés de Chine et d'Indonésie) se trouvent donc — géographiquement parlant — en pleine récession. Rejetés dans leurs patries d'origine, la question qui se pose à eux n'est plus de conquérir mais de conserver ce qui peut encore être sauvé. Et d'abord de rester ce qu'ils sont, c'est-à-dire des hommes blancs.

Pour les Allemands, les Italiens ou les Espagnols — « soulagés » depuis beaucoup plus longtemps que nous de leurs prolongements d'outre-mer —, la tâche est aisée. Elle l'est beaucoup moins aux USA où vingt millions de noirs sont prêts — pour peu que faiblissent les « étranges » préjugés des Sudistes — à faire de l'Amérique du Nord un nouveau Brésil. Il faut croire — à en juger par les émeutes de Notting Hill — que la situation n'est pas non plus de tout repos en Angleterre.

Mais c'est tout de même la France qui est la plus menacée. Au moment où elle est privée de tous les avantages matériels de son impérialisme, elle se trouve condamnée à en subir les inconvénients décuplés. On lui a ôté des sujets ; on lui impose en échange, par dizaines de millions, des citoyens essentiellement inassimilables dont l'intégration réelle — si jamais elle se faisait — mettrait un terme à son existence, en tant que nation française, beaucoup plus sûrement que la plus sévère défaite sur un champ de bataille européen.

Issue des Celtes, des Romains, des Germains et des Vikings, la France a supporté gaillardement d'être parcourue, au cours des siècles, par les armées anglaises, espagnoles et allemandes, et elle peut se permettre sans inconvénient de recruter aujourd'hui ses joueurs de football en Pologne et ses maçons en Sicile. Je n'imagine pas qu'elle résisterait au brassage dans le « grand ensemble africain » contre lequel ne la dresse aucune de ces solides préventions racistes qui ont assuré la survie des Afrikaners et des Sudistes américains. A moins bien sûr que l'on ne trouve dans les couches populaires les réflexes de défense qui scandalisent tant France-Observateur et que les intellectuels distingués, eux, sont bien incapables d'avoir.

J'ajoute que je suis sans illusion. Les évidences que je viens d'exposer sont tellement aveuglantes qu'il n'y a pas la moindre chance qu'un gouvernement de la République en fasse jamais la base de sa politique. Mais, du moins, en égrenant ces constatations scandaleuses, j'aurai fait mon devoir.

Pierre-Antoine COUSTEAU †
(1906-1958).

(1) Je n'entends nullement engager sur ce point la responsabilité de RIVAROL qui, malgré la réputation que lui font ses ennemis, reste l'un des derniers refuges de la libre discussion.

(2) La politique raciste du gouverneur Faubus a été approuvée par 33 voix contre 0 au Sénat de l'Arkansas et par 94 contre une à la Chambre des députés de ce même Etat. Difficile de prétendre que le peuple ne s'est pas prononcé souverainement.

RIVAROL a compris l'importance du révisionnisme

Créé le 18 janvier 1951, RIVAROL célèbre ses 70 ans. Après la disparition de *Minute* et de *National-Hebdo*, c'est le dernier hebdomadaire d'opposition nationale vendu en kiosques. Le 18 décembre dernier, sa chaîne Youtube a été fermée. Quant à son directeur, Jérôme Bourbon, les tribunaux lui infligent régulièrement des condamnations assez lourdes. A terme, on redoute pour lui la prison, et pour le journal, l'interdiction. Mais cela n'intimide pas Jérôme Bourbon. Voilà plusieurs années, lors d'une discussion privée, il m'a confié : « *Je préfère écrire ce que je pense au risque d'être contraint un jour de cesser face à la répression, plutôt que de m'autocensurer en permanence. Quand on dirige un journal d'opposition réelle, on a un devoir de vérité.* » J'applaudis.

Si RIVAROL n'est pas encore interdit, c'est parce que, pour l'heure, il ne représente aucun danger politique. En effet, l'hebdomadaire incarne une facette de la vraie droite, c'est-à-dire la droite nationale, respectueuse des traditions et de l'ordre naturel. Or, la grande majorité du peuple rejette ce courant politique. L'élection présidentielle de 2002 l'a démontré : au deuxième tour, 8 votants sur dix préférèrent "Surpermenteur" au président du Front national. Peu après la proclamation des résultats, une proche de Jean-Marie Le Pen, Martine Lehideux, exprima son incompréhension : « *Moi, dit-elle, je suis profondément étonnée, parce que le peuple français n'arrête pas de dire que les problèmes sont graves (insécurité, chômage, immigration-invasion). Et il en redemande, il veut à nouveau cinq ans de Jacques Chirac et ces problèmes vont s'aggraver. Alors, je ne comprends pas le peuple français auquel on amenait une telle espérance, la préférence nationale inscrite dans la constitution* »⁽¹⁾. En vérité, il n'y avait là rien d'étonnant. Soumis à une propagande fondée sur "l'Holocauste", le peuple scandait : « *L'extrême droite, on sait où ça a mené.* » Témoin, cette manifestante anti-Le Pen qui, le 21 avril 2002 au soir, lança : « *J'ai honte [d'être Française] parce que j'ai honte que cinquante ans après un génocide, y'a Le Pen qui passe au second tour. Ses propos sont complètement... fascistes* »⁽²⁾. Reposant sur un mécanisme simple que j'ai dévoilé (l'analogie-déduction) cette propagande à base d'"Holocauste" se révèle très efficace⁽³⁾. Au nom du : « *Plus jamais ça !* », elle permet de susciter chez le peuple le rejet automatique et catégorique de la vraie droite. Rappelons-nous Vincent Lindon qui, peu avant le deuxième tour, lançait : « *Il ne s'agit plus de réfléchir mais d'agir comme animé d'un réflexe pavlovien. Si Le Pen était opposé à Tartemuche, il faudrait voter Tartemuche.* »⁽⁴⁾. Parce que Le Pen, c'est Hitler, et qu'Hitler, on sait où ça a mené.

Pour contrer cette propagande politique, deux options se présentent. La première consiste à tenter une entreprise de "dédiabolisation". Marine Le Pen incarne cette stratégie qui est adoptée par une grande partie de la droite nationale. En matière d'histoire, le mot d'ordre est le suivant : refuser toute discussion sur la "Shoah". La justification avancée est toujours la même : il s'agirait de sujets qui, d'un autre temps, créent des polémiques et nous éloignent des vrais soucis des Français⁽⁵⁾. L'ennui est que si une idéologie a logiquement mené à la tyrannie et à l'assassinat planifié de millions de personnes, alors, en vertu de la même logique, un retour de cette idéologie mènerait aux mêmes abominations. Tel est le message délivré, en particulier aux jeunes. Dans cette brochure destinée à la jeunesse et intitulée : *Raconte-moi la déportation dans les camps nazis*, la Présidente de la Fondation pour la Mémoire de la Dépor-

tation écrivait : « *Il est important que tout être humain, et pas seulement ceux qui sont revenus des camps de l'horreur, sache ce qui s'y est passé et y réfléchisse, tant la connaissance du passé est nécessaire à la construction de l'avenir. Apprendre à déceler les idées et les faits qui sont le signe de la renaissance du mal permet le plus souvent d'en éviter le retour* »⁽⁶⁾. Par conséquent, loin d'appartenir à un passé révolu, le sujet reste au contraire très actuel. D'où ce « *devoir de Mémoire* » cultivé par nos sociétés, afin d'empêcher le « *retour de l'horreur* ». Le slogan gravé dans la tête des jeunes est le suivant : « *Ceux qui ignorent le passé sont condamnés à le revivre* ».

Dans un tel climat, la seule façon de se diaboliser consiste à condamner clairement le national-socialisme. C'est ce que fait Marine Le Pen lorsqu'elle écrit : « *Je ne me suis jamais sentie et ne me sentirai jamais de point commun avec une idéologie au nom de laquelle on a envoyé des femmes et des enfants à une mort certaine [...]. [...] déporter des femmes, des vieillards et des gosses dans le but de les exterminer [...] démontre, sans discussion aucune, la barbarie absolue de ce système politique.* » En écrivant cela, Marine Le Pen applique sa stratégie.

Seulement voilà : l'auteur d'un livre paru en 1999 et intitulé : *Les voix de la Mémoire. Écho des camps de concentration* lançait : « *Nous devons à nos amis, sauvagement assassinés par le régime nazi, de mettre en garde les jeunes contre les périls qui montent, contre le fascisme qui rampe... Ne laissons pas la vigilance se pétrifier, l'inertie prendre le dessus, le racisme et l'exclusion se banaliser* »⁽⁷⁾. Notez le glissement : du « *régime nazi* », on passe au « *fascisme* » puis au « *racisme* » et à « *l'exclusion* ». Autrement dit, ce n'est plus le national-socialisme seulement, ce sont toutes les doctrines d'ordre qui sont visées. Dès 1948, Maurice Bardèche l'avait compris. Dans *Nuremberg ou la terre promise*, il avait prévenu : « *La condamnation du parti national-socialiste va beaucoup plus loin qu'elle n'en a l'air : [...] Ce n'est pas les Allemands seulement, c'est nous tous qui sommes dépossédés. Nul n'a plus le droit de s'asseoir dans son champ et de dire : cette terre est à moi. Nul n'a plus le droit de se lever dans la cité et de dire : nous sommes les anciens, nous avons bâti les maisons de cette ville, que celui qui ne veut pas obéir aux lois sorte de chez moi* » (p. 55). Bardèche avait donc prévenu qu'au-delà du national-socialisme, la condamnation portée à Nuremberg frapperait toutes les idéologies nationales.

Voilà pourquoi, prise dans la logique du vainqueur, Marine Le Pen ne cesse de faire allégeance au politiquement correct, au point de ne plus représenter, même de très loin, la droite radicale. Son parti est devenu une pâle copie du radical-socialisme d'il y a un siècle. Il milite pour une république "propre", avec le respect strict de la laïcité, l'ordre à l'école, l'honneur rendu au drapeau, etc. A ce titre, Marine Le Pen invoque le général De Gaulle (en juin 2020, elle lui a rendu hommage dans un discours prononcé sur l'île de Sein). Elle et les siens veulent revenir (en partie) à la France des années 1950, celle d'Amélie Poulain. Ils ne réalisent pas que c'est cette France gaulliste, issue de la prétendue "Libération", qui a donné Mai-68 et tout ce qui a suivi. Prenons l'exemple des droits des homosexuels. Tony Anatrella souligne : « *Dans les années 1950, on a commencé à dévaloriser l'image du père, puis dans les années 1970, c'est l'image de l'homme qui a été dévaluée en même temps qu'on idéalisait la femme, et depuis les années 1980, c'est l'image de la mono-sexualité et de l'indistinction sexuelle qui s'est imposée au point d'être inspiratrice de lois* »⁽⁸⁾. Sur ce point, le Rassemblement national ne peut résister à la vague : Jordan Bar-

della, vice-président du RN, vient de déclarer que Marine Le Pen n'abrogerait pas le "mariage" homosexuel si elle était élue en 2022 car il est entré dans les mœurs, et auparavant le RN s'était prononcé pour un PACS amélioré, c'est-à-dire pour un équivalent⁽⁹⁾ de la loi Taubira.

Alors certes, électoralement, cette stratégie peut se révéler payante — Marine Le Pen fait mieux que son père. Mais pas assez pour s'assurer une victoire. Les sondages l'annoncent. Sauf changement notable dans la situation, contre Emmanuel Macron au deuxième tour, Marine Le Pen perdra avec plus de dix points d'écart⁽¹⁰⁾. Et quand bien même gagnerait-elle, on ne pactise pas impunément avec le Système, ses valeurs et ses mensonges. Je le dis dès aujourd'hui : si le Rassemblement national se hisse au pouvoir, ayant fait allégeance au « *politiquement correct* », son action gouvernementale n'apporterait aucune révolution nationale.

Déjà, il n'oserait pas répudier la convention européenne des Droits de l'Homme. Lié par ses articles et par bien d'autres, observé en permanence par l'étranger et par les institutions supranationales mises en place à partir de 1945, apeuré, enfin, à l'idée d'être condamné, sanctionné ou boycotté, le gouvernement obéirait à Big Brother. Bref, il ne pourrait pas arrêter le phénomène de décomposition commencé bien avant la Seconde Guerre mondiale, avant même la Première. Dans un livre prophétique publié en 1889, Edouard Drumont prévenait : « *Il n'y a plus de nation et il ne peut en exister une sans le sentiment de la race, sans institutions fixes, sans traditions ; il y a des êtres atomisés [...] ; ils flottent comme une poussière impalpable dans l'atmosphère ; un coup de vent les soulève : ils tourbillonnent vers le ciel ; le vent s'arrête : ils roulent à terre ; la pluie tombe : ils forment une boue stagnante* »⁽¹¹⁾.

C'est pour sauver la nation de cette décomposition et pour la reconstruire que Hitler a redécouvert le national-socialisme⁽¹²⁾. Je rappelle que le socialisme national s'était développé en France vingt ans avant Hitler. Pour l'Europe, il était l'ultime espoir face aux forces mondialistes. Les mondialistes ne s'y sont pas trompés. Dans les premiers temps, ils pensèrent que le boycott de l'Allemagne, orchestré par des organisations juives puissantes, précipiterait la chute de Hitler. Leurs espoirs furent déçus. Non seulement le nouveau régime allemand résista, mais son entreprise de redressement social connut un succès sans précédent. Pour les mondialistes, c'en était trop.

A partir de 1938, ils furent bien décidés à obtenir la guerre pour écraser le III^e Reich. Toutefois, les premières tentatives échouèrent, car le parti de la paix était encore assez fort. Mais trop dispersé, il finit par céder. Fin août 1939, Hitler rédigea seize propositions raisonnables et conciliantes pour la résolution du problème germano-polonais (Dantzig et le Corridor)⁽¹³⁾. Mais les mondialistes manœuvrèrent pour que la Pologne s'entête et qu'un conflit armé éclate⁽¹⁴⁾. Le 3 septembre, ils déclarèrent la guerre à l'Allemagne. Quatre jours plus tard, la presse américaine annonça que la France et l'Angleterre prévoyaient une guerre longue pour en finir avec l'hitlérisme⁽¹⁵⁾.

C'était l'aveu que la Pologne n'avait été qu'un prétexte. Ce fait apparut en pleine lumière lorsque, le 17 septembre, l'URSS envahit à son tour la Pologne. Cette fois, les Alliés se contentèrent de sanctions sans réelle portée. Le 11 juin 1940, enfin, Churchill jeta le masque : en présence du maréchal Pétain, il assura confidentiellement que le véritable but de la guerre était la destruction du national-socialisme. De

9. Voir le point 87 de ses 144 engagements présidentiels (Marine 2017).

10. Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_de_sondages_sur_la_prochaine_élection_présidentielle_française.

11. Voir Edouard Drumont, *La fin d'un monde* (1889), p. 253.

12. Voir Pierre Biétry, *Le socialisme et les jaunes* (1906), p. 99.

13. Voir *Le Livre Blanc Allemand*, tome 2 (1939), pp. 315 et 316.

14. Voir Vincent Reynouard, *Les crimes "libérateurs" contre la paix*, troisième partie.

15. Voir *The Daily Times*, 7 septembre 1939, p. 1.

la Pologne, il n'était même plus question⁽¹⁶⁾. En 1945, d'ailleurs, Roosevelt et Churchill l'abandonnèrent à Staline, qui n'avait pas la réputation de respecter l'indépendance des pays satellites.

A cette époque, le Reich n'était plus qu'un tas de ruines truffées de cadavres. Mais pour les Alliés, la victoire militaire était insuffisante. Il fallait aussi écraser le Reich sur le terrain idéologique. Voilà pourquoi les vainqueurs organisèrent une formidable propagande autour des camps de concentration. Sans vergogne, ils reprirent les bobards les plus éhontés de la propagande soviétique, à commencer par les chiffres délirants (4 millions de morts à Auschwitz, 1,5 million à Majdanek...). Puis, munis des ces accusations calomnieuses, ils traînèrent les chefs vaincus devant un tribunal créé pour la circonstance. Un tribunal qui ne demanderait pas que soit rapportée la preuve de faits de notoriété publique : il les tiendrait pour acquis⁽¹⁷⁾. C'est ainsi qu'ils posèrent les bases de leur histoire mensongère. Depuis, les révisionnistes ont démasqué leurs mensonges. Le mérite revient au professeur Faurisson. Bien que titulaire de formation, c'est lui qui, le premier, posa le problème sur le terrain technique. Par la suite, un technicien américain, Fred Leuchter, et un chimiste allemand, Germar Rudolf, confirmèrent ses conclusions. D'autres chercheurs comme Carlo Mattogno, Jürgen Graf, Thomas Kues, lui ont emboîté le pas.

Ainsi s'offre la deuxième stratégie destinée à contrer la propagande politique orchestrée aujourd'hui par les mondialistes. Elle consiste à dénoncer les mensonges issus du procès de Nuremberg. Les dénoncer pour conclure : « *Non, le nationalisme n'a pas mené où vous le prétendez.* » En 1948, Bardèche prévenait qu'après Nuremberg, un précédent judiciaire pèserait sur toute renaissance nationale. En l'avant le national-socialisme des calomnies, on rouvre la voie à la possibilité d'une renaissance nationale. Certains m'objecteront que cette stratégie n'a aucune chance de fonctionner. Je leur répondrai en pointant les mondialistes. Eux ne s'y trompent pas : aussi s'empressent-ils de satisfaire les associations juives qui exigent des mesures propres à empêcher l'expression publique des thèses révisionnistes. En Europe, ainsi, ils ont fait voter des lois : elles punissent d'amendes et de prison la contestation de l'histoire imposée. Cette répression judiciaire s'accompagne d'une persécution sociale tous azimuts : un sympathisant révisionniste affiché sera ostracisé et ne pourra faire carrière. Ce climat répressif suffit à fermer bien des bouches. Même au sein de la droite nationale, peu sont ceux qui osent défendre ouvertement les thèses révisionnistes.

Alors certes, je ne crois pas que le révisionnisme triomphera auprès des masses grâce à ses arguments techniques. Mais lorsque le Système s'effondrera, les peuples devront se tourner vers autre chose. Comme dans les années 1930, ils auront le choix entre un type de communisme moderne (l'égalitarisme dans la pénurie) ou le nationalisme social (une société hiérarchique dans l'abondance). Si le national-socialisme ne peut être lavé des accusations qui pèsent contre lui, alors les peuples se tourneront vers un communisme ripoliné. Mais leur confiance dans le Système défunt s'étant effondrée, les masses seront alors prêtes à remettre en cause ce qu'on leur a appris, y compris à propos du national-socialisme. Voilà pourquoi je pense que ce jour-là, tout sera possible. A condition, toutefois, que le révisionnisme n'ait pas disparu dans les oubliettes. D'où l'intérêt d'en assurer la survivance, afin que sa voix ne se perde pas. RIVAROL a compris l'enjeu. Aussi donne-t-il la parole aux révisionnistes. Je l'en remercie et je lui souhaite longue vie, pour la France, pour l'Europe, et pour le monde blanc.

Vincent REYNOUARD.

16. Voir le procès-verbal de la séance du Conseil suprême du 11 juin 1940. Reproduit dans Weygand, *Mémoires, Rappelé au service*, t. III, p. 596.

17. Voir le Statut du Tribunal de Nuremberg, art. 19 (*in TMI*, vol. I, p. 17).

1. Voir *Le Soir*, 6 mai 2002, p. 4.

2. TF1, 21 avril 2002 au soir.

3. Voir V. Reynouard, *Les raisons de l'échec électoral de J.-M. Le Pen et du FN* (2002), pp. 79 et suivantes.

4. Voir *Libération*, 26 avril 2002, p. 19.

5. Voir Marine Le Pen, *A contre-flots*, pp. 255 et 256.

6. *Ibid.*, pp. 213-214.

7. Voir Violette Maurice et Marielle Larriaga, *Les Voix de la Mémoire*, p. 13.

8. Voir Tony Anatrella, *Mariage en tous genres. Chronique d'une régression culturelle annoncée*, p. 113.

L'esprit d'Antoine de Rivarol

UN HEBDOMADAIRE né sous le signe d'Antoine de Rivarol ne saurait aspirer à une vie paisible. Les événements contemporains, ces naturels aiguiseurs de plumes, de jour en jour plus bêtes et méchants, ont vite fait de transformer les incorrigibles railleurs, les parodistes, les sarcastiques, surtout si ceux-ci possèdent un certain talent, en agents subversifs, ou supposés tels. Ce journal en sait quelque chose. Mais qui était Rivarol ?

Antoine de Rivarol était d'origine modeste. Il naquit le 26 juin 1753 à Bagnols-sur-Cèze, aux portes de la Provence, où son père tenait une auberge à l'enseigne des *Trois Pigeons* avant de devenir commis de fermes. Il suivit ses études au séminaire Sainte-Garde à Avignon, porta le petit collet, grâce à la bienveillance de l'évêque d'Uzès et fut quelque temps précepteur à Lyon. Mais il ne tarda pas à renoncer à l'état ecclésiastique pour se destiner à la carrière des lettres.

Il se faisait lui-même appeler « *comte Antoine de Rivarol* » et prétendait appartenir à une famille de la noblesse italienne. En réalité, il était issu d'une famille piémontaise et son grand-père portait le nom de « *Rivaroli* », que son père francisa en « *Rivarol* » en s'installant en France.⁽¹⁾

Arrivé à Paris en 1776, Antoine fut présenté à Voltaire et fréquenta les salons, où son esprit brillant et polémiste faisait merveille, et lui attira très tôt de nombreux et virulents ennemis. « *Une figure aimable, une tournure élégante, un port de tête assuré, soutenu d'une facilité rare d'élocution, d'une originalité fine et d'une urbanité piquante, lui valurent la faveur des salons* », écrivait de lui Sainte-Beuve. Voltairien comme un diable, il montrait de l'esprit, du style, le goût de la formule frappante et la vivacité de la répartie, comme les aimait le XVIII^e siècle.

«CE QUI N'EST PAS CLAIR N'EST PAS FRANÇAIS»

En 1784, ce petit-fils d'immigré italien obtint le prix de l'Académie de Berlin pour son *Discours sur l'universalité de la langue française* : « *Ce qui n'est pas clair n'est pas français*, déclarait-il dès l'abord. Et il ajoutait : « *Ce qui distingue notre langue des langues anciennes et modernes, c'est l'ordre et la construction de la phrase. Cet ordre doit toujours être direct et nécessairement clair. Le français nomme d'abord le sujet du discours, ensuite le verbe qui est l'action et enfin l'objet de cette action : voilà la logique naturelle à tous les hommes ; voilà ce qui constitue le sens commun. Or cet ordre si favorable, si nécessaire, au raisonnement est presque toujours contraire aux sensations qui nomment le premier l'objet qui frappe. C'est pourquoi tous les peuples, abandonnant l'ordre direct, ont eu recours aux tournures plus ou moins hardies, selon que leurs sensations ou l'harmonie des mots l'exigeaient ; et l'inversion a prévalu sur la terre parce que l'homme est plus impérieusement gouverné par ses passions que par la raison.* »

C'est pourquoi l'étude du français, aujourd'hui comme toujours, est une cure de raisonnement sain ; là où prédominent les parlers anglo-saxons à la syntaxe souvent bizarre, ou l'allemand qui met l'action avant la pensée, on a peut-être un

outil pour les affaires commerciales mais pas ce qu'il faut pour approfondir une réflexion. On peut, laissait entendre Rivarol, après les Grecs anciens, dire seulement en français que la beauté n'est pas dans les choses, mais dans l'ordre des choses... On peut ajouter que le bon goût s'était développé dans la perfection de la société sous l'autorité du roi Louis XIV : « *La maturité du langage et celle de la nation arrivent ensemble* », constatait le défenseur de la langue française. Hélas, la république laisse aujourd'hui la société s'émietter et passer de la maturité à la débilité.

LES HORREURS DE LA RÉVOLUTION

Mais la Révolution de 1789 se préparait à gronder et les formules de cet écrivain d'humeur, précises, claires et tranchantes, commençaient à plaire, à ce qui restait de bonne compagnie, dans le *Journal politique national*⁽²⁾ qu'il avait fondé : « *Les révolutions sont quelquefois commencées par des gens d'esprit ; elles sont toujours achevées par des bêtes féroces.* » Antoine s'affirmait vraiment comme le maître de la formule où se condensait une grande idée : « *La défection de l'armée n'est pas une des causes de la Révolution, elle est la Révolution elle-même.* » Que

dirait-il aujourd'hui de la police paralysée par les voyous de banlieue ?

Le 14 juillet 1789, Antoine dénonçait avec exactitude la populace ivre de meurtre, ce monde brutal et bas où les aboyeurs de métier et les cervelles creuses étaient la majorité : il voyait déboucher, non pas une classe, mais une horde de gens sans foi ni loi, sans attaches et sans mémoire, qui se diraient avec une naïve fierté les « vainqueurs » de la Bastille. Toute l'horreur de ce jour de honte est dans ce tableau du gouverneur de la Bastille, lequel avait fait partager son petit déjeuner à deux « délégués » qu'il avait introduits dans son salon, comme des hommes du monde : « *Launay avait perdu la tête avant qu'on la lui coupât !* »

Sur les horribles journées du retour de Versailles à Paris de Louis XVI, de la reine Marie-Antoinette et des enfants royaux le 6 octobre 1789, il écrivait très justement : « *On vit alors défilier le gros des troupes parisiennes ; chaque soldat emportait du pain au bout de sa baïonnette. Ensuite, parurent les poissardes, ivres de fureur, de joie et de vin, tenant des branches d'arbres ornées de rubans, souvent à califourchon sur les canons, montées sur les chevaux et coiffées des chapeaux des gardes du corps ; les unes étaient en cuirasse devant et derrière, et les autres armées de sabres et de fusils. La multitude des brigands et des ouvriers parisiens les environnait et c'est du milieu de cette troupe que deux hommes avec leurs bras nus et ensanglantés élevaient au bout de leurs longues piques les têtes des deux gardes du corps [assassinés dès le matin...] [...] L'horreur d'un jour sombre, froid et pluvieux, cette infâme milice barbotant dans la boue ; ces harpies, ces monstres à visage humain, et ces deux têtes coupées dans les airs : au milieu de ses gardes passifs, un monarque traîné lentement avec toute sa famille, tout cela formait un spectacle si effroyable, un si lamentable mélange de honte et de dou-*

leur que ceux qui en ont été les témoins, n'ont encore pu rassembler leur imagination ; et de là viennent tant de récits divers et mutilés de cette nuit et de cette journée qui préparent encore plus de remords aux Français, que de détails à l'Histoire. »

Antoine parlait très justement de la Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen comme de « *la préface criminelle à un livre impossible* ». Pendant que l'on déclarait ces Droits, Antoine voulait que fussent reconnus aux Français « *le droit d'être gouvernés* » et « *le droit d'être légalement incompétents* » : ce serait rendre aux Français, du coup, le droit à ces compétences vraies : familiales, municipales, professionnelles. Comme Louis de Bonald, Rivarol disait que « *les vrais représentants d'une nation ne sont pas ceux qui font sa volonté du moment, mais ceux qui interprètent et suivent sa volonté éternelle.* »

Antoine excellait dans l'art du portrait, dans les *Actes des Apôtres*, feuille furieusement royaliste fondée en novembre 1789. Voici Mirabeau : « *Ce grand homme a senti de bonne heure que la moindre vertu pouvait l'arrêter sur le chemin de la gloire et, jusqu'à ce jour, il ne s'en est permis aucune. Il n'a regardé l'honneur et la probité que comme deux tyrans qui pouvaient mettre un frein à son génie et il s'est rendu sourd à leur voix ; il a renoncé à toute espèce de courage pour ne pas rendre sa destinée trop incertaine ; enfin il a profité de son manque d'âme pour se faire des principes à l'épreuve des remords.* »

Comme les plus fougueux défenseurs de la monarchie, Rivarol ne fut pas tendre pour le pauvre Louis XVI : « *Dans cette Révolution si vantée, prince du sang, militaire, député, philosophe, peuple, tout a été mauvais jusqu'aux assassins !* » et même jusqu'au roi : « *Comme roi, Louis XVI méritait ses malheurs, puisqu'il ne sut pas faire son métier.* » Propos très abrupts que, pour ma part, je corrigerai par ces propos de Charles Maurras qui disent exactement la même chose : [le pouvoir royal] *n'avait jamais manqué de foi dans l'autorité et dans la bienfaisance supérieure de son droit. Il en manqua cette fois parce que tout le monde en manquait autour de lui et parce que la psychologie de l'autorité, ses bases les plus générales et les plus profondes se trouvaient rongées, ruinées, réduites en poussière dans toutes les têtes et dans tous les cœurs de ces singulières générations. Ce n'était pas l'erreur d'un homme ou d'une famille ou d'un parti. C'était l'erreur d'un monde. La sensibilité devenue l'unique reine des rapports sociaux des hommes, le règne de ce que tant d'esprits généreux et loyaux prenaient pour de la bonté donnaient le résultat fatal de désarmer les bons*. Louis XVI n'eut que le tort d'être un homme de son temps !

RIVAROL, MODÈLE D'INDÉPENDANCE D'ESPRIT

Que dirait ce modèle d'indépendance d'esprit de nos jours où la civilisation s'effondre par pans entiers ? S'il n'était pas déjà en prison, il se ferait une joie de traiter comme ils le méritent Emmanuel Macron, Jean Castex, Olivier Véran, ces amateurs qui se contredisent effrontément, ces tyrans qui s'obstinent à défigurer les Français, ces Diafoirus de malheur qui sont si peu sûrs de l'efficacité de ce qu'ils

appellent leur vaccin qu'ils parlent de plus en plus d'obliger les patients, même vaccinés, au port du masque encore pendant un temps indéterminé ! Ainsi sommes-nous prisonniers des muselières du Nouvel Ordre Mondial !

Certainement notre président aurait tout intérêt à méditer sur cette réflexion d'Antoine de Rivarol : « *le corps politique est comme un arbre : à mesure qu'il s'élève, il a autant besoin du ciel que de la terre* ». Et ce serait une bonne leçon pour lui, qui ne lève jamais les yeux vers le haut, au point de nous présenter ses vœux pour la nouvelle année en nous parlant d'*espoir*, mot de dimension humaine, relatif à l'existence matérielle et en ignorant le mot *espérance*, qui est une vertu, d'ordre divin, une relation avec les forces qui nous dépassent, celles de la foi, notamment !

On connaît d'Antoine ce mot quelque peu étonnant pour un si grand journaliste : « *Les journaux sont les plus grands des fléaux dont la Révolution ait accablé la France* ». À voir ce que la presse est devenue, on serait tenté de lui donner raison, mais les journaux qui ne crient que la vérité, quoi qu'il coûte, sont aujourd'hui l'honneur de la presse. RIVAROL est de ceux-ci.

Le Premier consul s'opposa au retour en France de cet auteur qui n'avait pas sa langue dans sa poche et qui prévoyait ce que seraient le consulat et l'empire : « *Il serait plaisant de voir un jour les philosophes et les apostats suivre Bonaparte à la messe en grinçant des dents, et les républicains se courber devant lui. Ils avaient pourtant juré de tuer le premier qui ravirait le pouvoir ! Il serait plaisant qu'il créât un jour des cordons et qu'il en décorât les rois, qu'il fit des princes et qu'il s'alliât à quelque antique dynastie... Malheur à lui s'il n'est pas toujours vainqueur.* »

Ayant vécu prudemment les années révolutionnaires en Allemagne où il s'ennuya comme du poisson pourri, Antoine de Rivarol espérait rentrer en France sous le Directoire, il fut près d'y parvenir après le coup d'État du 18 brumaire, mais il tomba malade et mourut en exil à Berlin, le 11 avril 1801, à l'âge de quarante-sept ans. Je terminerai par cette citation de cet esprit primesautier, qui me semble bien remettre les idées en place à trois semaines du mercredi des Cendres : « *La gloire n'est que fumée, j'en conviens, mais l'homme n'est que poussière...* »

Michel FROMENTOUX.

Bulletin d'abonnement à RIVAROL

NOM :
Prénom :
Courrier électronique :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Pays :

Formule d'abonnement (cochez la formule choisie) :

- ☐ Trois mois : 40 €
 - ☐ Six mois : 70 €
 - ☐ Un an : 125 €
 - ☐ Deux ans : 215 €
 - ☐ Soutien 1 an : 175 €
 - ☐ Propagande 1 an : 210 €
 - ☐ A vie : 2 000 € (3 000 € avec l'abonnement à vie à *Ecrits de Paris*)
 - ☐ Un an pour personnes en grande difficulté : 100 €
 - ☐ Numérique : 80 € (150 € pour un abonnement papier et numérique)
 - ☐ Prélèvement mensuel : 12 € par mois (15 € pour un abonnement à *Ecrits de Paris* en plus de celui de RIVAROL)
- IBAN et BIC pour les abonnements par prélèvement mensuel.

Paiement possible par Paypal depuis le site : boutique-rivarol.com ou par virement bancaire sur notre compte à la Banque postale :
IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048
BIC : PSSFTFR PPPAR

1. Pierre Dominique : *Les polémistes français depuis 1789*. La Colombe, 1962

2. Rivarol : *Journal politique national* présenté par Willy de Spens. Collection 10 /18, 1964

Maurice GAÏT : "Démaquiller l'histoire : chiche !"

Voici le dernier éditorial du troisième directeur de RIVAROL, Maurice Gaït (1909-1983), rédigé quelques heures avant sa mort et publié, à titre posthume, dans le 700^e numéro de notre périodique, le 18 novembre 1983, huit jours après sa disparition, sous le titre « Démaquiller l'histoire ? Chiche ! »

Nous pensons d'autant plus utile de reproduire dans ce numéro spécial consacré aux soixante-dix ans de l'hebdomadaire de l'opposition nationale et européenne ce "testament" que Maurice Gaït y évoquait ce qui fut l'un des grands "scoops" de RIVAROL (avec les révélations du député poujadiste Pesquet sur le faux attentat de l'Observatoire monté par Mitterrand en 1959 pour tenter de redorer son blason, cf. l'article ci-contre de François-Xavier Rochette) : le récit par le colonel Branthôme des tentatives désespérées faites par De Gaulle, dès le 19 juin 1940, de revenir en France pour... y faire allégeance aux autorités légales !

L'ENSEIGNEMENT de l'histoire est en passe de devenir le serpent de mer d'une Education rebaptisée par antiphrase "nationale". Les media, qui n'ont eux-mêmes, pour la vérité historique, qu'un respect fragmentaire, accordent au sujet une place de choix et il est arrivé qu'au-delà des contingences scolaires, le problème soit transcendé : l'histoire — même correctement enseignée et assimilée — sert-elle à quelque chose ou freine-t-elle, au contraire, les initiatives ? Tel fut dans les années 25 — mais qui s'en souvient ? — le thème d'une controverse entre le poète Paul Valéry (procureur) et le ministre Anatole de Monzie, celui-ci refusant à celui-là dans « Pétition pour l'histoire », le droit de tenir cette discipline pour le produit le plus nocif que la chimie de l'intellect ait jamais élaboré : « Nous entrons dans l'avenir à reculons », avait déploré Valéry.

Le débat auquel nous assistons est d'ordre moins philosophique : l'utilité de l'histoire n'est pas mise en cause, mais seulement la manière de l'enseigner. Le centre d'intérêt, vous le saviez, est le rapport que M. Alain Savary avait demandé, en juillet 1982, à M. René Girault, professeur à l'Université de Paris X-Nanterre. On en connaît la principale conclusion — au demeurant fort attendue : l'enseignement de l'histoire est sérieusement malade (celui de la géographie, idem), et sa maladie est si ancienne et si profonde qu'un traitement de dix ans au moins sera nécessaire pour l'en guérir... C'est un véritable cri d'alarme que lance le rapporteur, et il a éveillé nombre d'échos favorables, à l'intérieur de l'Université comme au dehors. On voit mal, d'ailleurs, comment on pourrait s'inscrire en faux contre des observations d'évidence, sur lesquelles se sont retrouvées d'accord des personnalités aussi différentes que M. André Castelot, historien traditionaliste, et M. François Mitterrand, leader de la Gauche unie. Ce dernier — "scandalisé" et "angoissé" — aurait même pris son bœuf, s'écriant que cela ne pouvait plus durer ainsi, qu'il fallait rappeler les nouvelles générations au respect de la mémoire collective sans laquelle il ne saurait y avoir ni sentiment national, ni nation tout court. Nul Français digne de ce nom ne saurait émettre la moindre réserve sur les impératifs ainsi formulés par François Mitterrand : s'il est un programme dont la mise en œuvre requiert la notion — si galvaudée — de "consensus", c'est bien celui-là... Pourquoi faut-il que, nonobstant cette impulsion de l'esprit et du cœur, un certain doute nous assaille ?

Nous ne pouvons oublier, en effet, que l'Elyséen redresseur d'Histoire et maintenant de la Patrie appartient à la Nomenklatura des hommes publics qui ont contribué avec le plus d'acharnement à falsifier les données historiques, à pratiquer ajouts

et suppressions dont leur « image de marque » tire avantage et à fabuler chaque fois que la réalité pouvait être gênante ou compromettante pour eux. Ces gens-là ont bâti toute leur carrière sur l'imposture et le mensonge. Une histoire dûment conditionnée sert de support à la défense et illustration de leur personne, de leur clan, de leur cinéma idéologique. Et c'est sur eux qu'il faudrait compter aujourd'hui pour prendre, au plus haut niveau, toutes dispositions idoines et adéquates, afin que les générations montantes reçoivent un enseignement exclusif de tout esprit partisan ? Nous n'y croirons que le jour où ces bons apôtres, puisqu'ils entendent diriger la manœuvre, auront procédé à un certain nombre de rectifications rigoureusement indispensables au rétablissement de la vérité. Pour nous en tenir à la période contemporaine, en voici quelques exemples. Quelques-uns seulement...

- Avoir l'élémentaire probité de reconnaître qu'en 1939, la France, à la remorque de la Grande-Bretagne, a glissé dans la guerre — une guerre perdue d'avance — sans que la Chambre ni le Sénat ne se soient prononcés. Le Parlement avait simplement voté une augmentation des crédits militaires et c'est par un abus de pouvoir (justiciable — ô combien ! — de la Haute-Cour) que les présidents Herriot et Jeanne-ney, "bonzes" du clan belliciste, permirent à Daladier, l'homme du 6-Février, le roseau peint en fer, de déclarer la guerre au III^e Reich... après avoir refusé de donner la parole aux orateurs résolus à dénoncer la forfaiture du gouvernement : Pierre Laval au Sénat, Gaston Bergery à la Chambre.

- Admettre cette évidence de fait que l'armistice de 1940 était matériellement inévitable, et que le repli sur une Afrique du Nord privée (notamment) des ressources économiques indispensables à la poursuite de la guerre, aussi bien que l'aménagement d'un réduit breton, relevaient d'une fantaisie de mauvais goût.

- En terminer, une fois pour toutes, avec la fable ridicule (et odieuse) du vainqueur de Verdun complotant pour prendre le pouvoir à la faveur d'une défaite voulue par la Droite, afin d'instituer une « Europe fasciste »... et de prendre ainsi une éclatante revanche sur le Front populaire et ses « conquêtes sociales ».

- Substituer au cliché scandaleux de Vichy prosterné devant l'Occupant — et capitulant chaque fois qu'une exigence nouvelle était formulée — un historique (avec chiffres à l'appui) des discussions serrées et souvent orageuses entre le gouvernement de l'Etat français et les autorités d'occupation. Reconnaître (c'est bien le moins) que cette forme de "résistance" présentait plus de difficultés et plus de dangers que celle d'exilés volontaires entrés en dissidence et pris en compte par l'étranger.

- Rompre la scandaleuse conspiration du silence qui a étouffé une révélation de portée HISTORIQUE comme celle que fit le colonel Branthôme dans notre n° 1529 du 12 juin 1980 par son témoignage à la fois rigoureux et pathétique : cet officier supérieur de l'Armée de l'Air, ancien polytechnicien, chef, en 1939, de la mission de liaison entre les Ailes françaises et la Royal Air Force, racontait, sans omettre un détail, comment, au lendemain de son célébrissime « message du 18 juin », De Gaulle, se trouvant pratiquement seul à Londres et non encore adopté à cent pour cent par les Anglais, avait décidé de regagner la France pour se remettre à la disposition du gouvernement légal et légitime de son pays. N'évoquant que des faits dont il avait été témoin ou acteur, le colonel Branthôme expliquait ensuite dans



(Dessin de Chard)

avant-hier nazie, aujourd'hui soviétique, car nos analystes de bazar se complaisaient dans une terminologie imbécile où le fascisme (le fascisme seul) reste le mal absolu. Or la vérité est que la France était encore moins prête en 1938 qu'elle ne devait l'être en 1939 (ce qui n'est pas peu dire) : il suffit de se reporter aux réponses que firent à Daladier, lorsque se posa la question suprême, les responsables de l'armée de Terre et de l'armée de l'Air. La France n'était assurément pas en état de résister. Seule, la Marine aurait pu soutenir le choc. Mais les fanatiques de l'antimunichisme se souciaient fort peu des contingences matérielles. Ils ne veulent

connaître que "l'esprit", comme si un chef d'Etat avait le pouvoir d'imposer aux faits le diktat de sa volonté — ou de sa fantaisie. C'est tellement plus simple pour écrire l'histoire !

On entend répéter en toute occasion : pour résister Paris et Londres disposaient d'un atout considérable : le soutien de l'Union soviétique ! Est-il permis d'être aussi culotté (car les menteurs savent tout de même à quoi s'en tenir) ? Comment, pour Moscou, porter secours à la Tchécoslovaquie, sans traverser, soit le territoire polonais, soit le territoire roumain ou le territoire hongrois ? Car ni Varsovie, ni Bucarest, ni Budapest n'avaient accordé à l'Armée rouge ce droit de franchissement. On les comprend ! Non, ce qu'il faut retenir des accords de Munich, c'est qu'ils représentaient, pour les Européens, la dernière tentative pour régler leurs affaires sans que l'on intervienne dans les conversations. En outre, ce que nos maniaques oublient de dire, c'est que Munich ne devait pas être une fin mais bien un commencement ; la faute, l'impardonnable faute fut de perdre, après la signature, nombre de mois, plus que précieux : l'inaction, l'apathie ne pouvaient conduire qu'à la catastrophe. Cela, oui, doit être porté lourdement au passif des négociations de septembre 38.

Maurice GAÏT (1909-1983).

PETITES ANNONCES

□ SAS S.F.D.A. Bâtiment Tout corps d'état 54 rue René Boulanger 75010 Paris 06-25-62-46-69 — 01-45-84-39-31 sfdabatement@gmail.com Ch. Luigi. RCS Paris 820 330 629. Désinfection maison, appartement, traitement des charpentes anti-nuisible-covid 19.

□ Dame seule, 62 ans, souhaite correspondre avec lecteur RIVAROL dans le Sud de la France. Ecrire au journal qui transmettra.

□ Ancien bouquiniste vend cartes de géographie scolaire couleur murales des années 1950. Tous pays 1,20 m x 1,00 m et planches pédagogiques : histoire, sciences, lecture, etc., et livres. Tél. : 06-63-23-73-64.

□ Suite au décès de Pierre Sidos, un travail d'archivage est entrepris en vue de préserver le souvenir du nationalisme français. Nous remercions donc par avance les lecteurs de RIVAROL possédant de la documentation concernant :

- Le Parti franciste ;
- L'administration de l'Etat français dans la région des Charentes ;
- La détention des "épurés" au Struthof ;
- L'histoire de Jeune Nation (et notamment les courriers internes hebdomadaires) ;
- Celle (très éphémère) du Parti nationaliste ;
- Le journal *le Soleil* ;
- L'Œuvre française ;

Nous vous remercions de bien vouloir

prendre contact avec nous soit pour nous confier définitivement leurs archives, soit pour nous permettre de les numériser. Certaines personnes souhaitant témoigner dans un futur reportage vidéo peuvent également se faire connaître. Discretion garantie.

S'adresser à contact@jeune-nation.com ou au 07-81-72-58-81.

□ Recherche collection années RIVAROL. Années 1975/1976/1977/1978/1979/1980/1981/1982/1983/1984/1985.

Recherche collection années revue *Écrits de Paris*

1970/1971/1972/1973/1974/1975/1976/1977/1978/1979/1980/1981/1982/1983/1984/1985/1986/1987/1988/1989

Utilisation Mondial Relay ou Poste pour l'expédition.

Pour faire offre, écrire au journal sous la référence 128547.

□ A louer à Romainville centre (93230) un appartement F3 1^{er} étage 69 m² + cave 16 m² + débarras dans cour 2 m².

Immeuble et quartier calmes. Prochainement métro Place CARNOT à 400 m : prolongement ligne 11 à 25 mn du Châtelet.

Actuellement libre. Loyer mensuel : 1 100 € + appel charges : 65 €.

Gilles : 01-48-46-44-63 (répondeur), ou 01-48-43-44-51, gillesbarial@gmail.com

Le faux attentat de l'Observatoire du cancrelat Mitterrand : une révélation rivarolienne !

IL EST des faits et des affaires, bien qu'extraordinairement scandaleux, qui s'oublient par la magie du temps et, surtout, par la formidable chape de plomb qu'applique sur ceux-ci et sur celles-ci le média tentaculaire, premier instrument de pouvoir et matrice des politiques qui seront bêtement élus par le peuple informé-déformé comme il se doit. S'il existe une affaire qui nous fascine tant elle illustre à merveille ce pouvoir de l'oubli et de la réhabilitation médiatiques, c'est bien l'affaire du faux attentat de l'Observatoire, gros raté de la Cinquième République naissante. Cette affaire rocambolesque nous a toujours fasciné, non pour ce qu'elle fut ou pour ce qu'elle entraîna durablement mais paradoxalement pour ce qu'elle ne provoqua pas.

Une affaire, tout le monde ne le sait pas, qui a éclaté par le truchement de RIVAROL moins d'une semaine après la scène jouée par le sénateur de la Nièvre et ancien Garde des Sceaux de la Quatrième République, François Mitterrand, le 16 octobre 1959 à 0h30mn à Paris. Les 70 ans de RIVAROL sont pour nous l'occasion de se pencher avec un regard neuf sur cet épisode historique en une année, 2021, où d'aucuns célébreront l'anniversaire (40 ans) de la première victoire à la Présidence de l'homme de Jarnac après les 25 ans de sa disparition.

Ah, l'histoire du faux attentat de l'Observatoire nous renvoie à ces années 1950 et à une histoire qui ressemble à un scénario de vieux films hitchcockiens ou plus sûrement encore à une planche d'un album de *Black et Mortimer* (et non Black est Mitterrand) d'Edgar P. Jacobs. Tout y est, l'époque, les automobiles noires, la bourgeoisie, l'intrigue et le mystère, le danger, une sorte de bassesse grandiose et un terrible machiavélisme. Contre la pourriture, la pègre, le Syndicat des opportunistes et les manipulateurs du grand sérail, RIVAROL apparaissait déjà comme un extraordinaire redresseur de torts, un yrai, un pur comme on en faisait au Moyen Âge. Ainsi se levait l'un des principaux rédacteurs de l'époque, Pierre Dominique : « *RIVAROL qui se fait une fierté de son indépendance totale à l'égard de qui et de quoi que ce soit — hormis le service de la Patrie — est en mesure de révéler au peuple de France l'une des machinations les plus monumentales et les plus scandaleuses qui aient jamais été montées — l'une des plus révélatrices également de l'état de décomposition dans lequel sont tombés les mœurs publics.* »

Il est certain que l'affaire ne pouvait être l'émanation d'entreprises courageuses menées par de grands patriotes désintéressés en cette période charnière où les faux ennemis de la Synarchie et du monde de la "résistance" gaulliste se faisaient une guerre des boutons des plus mesquines pour s'emparer des meilleures places au soleil de leur République. On ne trouvera rien de glorieux dans cette histoire ni chez son principal acteur, le petit protégé d'Eugène Schueller, le *Beau François* comme l'on disait à l'époque à la suite de son emploi à la direction de *Votre Beauté* (magazine promotionnel de L'Oréal), ni chez son accusateur qui changea plus tard de version au bénéfice du premier.

UNE PSYCHOSE COLLECTIVE ENTRETENUE PAR LE POUVOIR GAULLISTE

De Gaulle accède au pouvoir le 1er juin 1958 à la faveur des événements d'Algérie. Et pourtant, dès le 16 septembre 1959, il prononce une allocution dans laquelle il annonce l'autodétermination pour les Algériens. Dans les jours qui suivent, une rumeur se développe : un complot aurait été ourdi contre le général et son régime. On annonce même (mais personne ne connaît la source de ces "informations") des attentats en métropole orchestrés par les Européens d'Algérie. Le

pire allait arriver, un climat de haute tension planait sur Paris et la France comme si une nouvelle Cagoule allait commettre des crimes dans l'impunité devant un pouvoir perclus d'effroi. Le 15 octobre, le député UNR, l'israélite Lucien Neuwirth, fait une déclaration alarmiste selon laquelle « *des commandos de tueurs ont franchi la frontière espagnole. Les personnalités à abattre sont désignées.* » Des perquisitions sont évidemment menées par la police dans les milieux d'extrême droite (c'est à cela que sert cette fausse alerte), des perquisitions qui semblent confirmer, bien sûr, cet avertissement. Les principaux responsables politiques sont alors placés sous protection policière afin d'augmenter cette angoisse obsessionnelle collective.

Dans la nuit du 15 au 16 octobre 1959, après avoir dîné à la brasserie Lipp avec le juif Georges Dayan, François Mitterrand décide de rentrer chez lui, rue Guynemer, vers minuit trente. François Mitterrand, selon sa version, suspecte une petite automobile grise, feux éteints, de le suivre. Là, on a l'impression de vivre les pages 45 et 46 de *La Marque Jaune* de Jacobs ! Pour vérifier son hypothèse complotiste, le Beau François modifie son parcours avant d'accélérer. Le sénateur de Bourgogne affirme qu'il fut alors pris en chasse, aussi décide-t-il sans peur et sans reproche d'immobiliser son véhicule au niveau de l'avenue de l'Observatoire, dans un lieu désert en pleine nuit. Il n'a, rapporte-t-il, que le temps d'ouvrir sa portière et de sauter une grille du jardin de l'Observatoire, haute d'un mètre, pour se cacher derrière une haie de troènes puis retraverser le jardin en courant pour se dissimuler sous une porte cochère au 5 de l'avenue de l'Observatoire. Mais le héros, estomaqué, parvient à voir l'attentat quand « *de la fenêtre arrière-gauche de la voiture grise, sort un pistolet-mitrailleur qui tire une rafale dont sept balles de 9 mm criblent la portière avant-droite de la Peugeot* ». Puis la conspiration disparaît sur les chapeaux de roues dans un vrombissement infernal et les ricanements spectraux des sombres tueurs.

Le juge Brauschweig ouvre une information contre X et Mitterrand se constitue partie civile. Toute l'enquête de police repose sur son seul témoignage. Mitterrand vit 5 jours d'éloges, de gloire, de tendresse ; même Danièle retombe amoureuse. Alors qu'il était avant l'événement marginalisé au sein de sa propre famille politique, il redevient de fait le grand chef de la lutte contre l'extrême droite. Cet état de grâce sera de courte durée.

L'AUDACE DE ROBERT PESQUET

Moins d'une semaine après la mésaventure mitterrandienne, RIVAROL publie le témoignage de Robert Pesquet, ancien député poujadiste, ancien résistant, qui se présente tout simplement comme l'auteur du faux attentat, manigancé par François Mitterrand dans le but de regagner les faveurs de l'opinion. Son témoignage est accablant et la lettre recommandée qu'il s'adresse à lui-même atteste devant les enquêteurs de la véracité de ses déclarations concernant (au moins) la complicité du copain d'André Bettencourt. Mitterrand a menti dans le but d'apparaître comme un héros intrépide et un redoutable antifasciste (cet énorme bobard découvert, d'aucuns se demandèrent alors si le récit d'un Mitterrand s'étant évadé d'un camp de prisonnier allemand en 1940 n'était pas lui aussi un fantasme jobard).

Il appert aujourd'hui, loin des passions du moment, *sine ira et studio*, que Mitterrand ne pouvait avoir été le seul cerveau de ce vilain plan, le notable n'étant plus à 43 ans un lapeur de six semaines après la guerre, la Cagoule, Vichy, sa proximité avec l'Etat profond (qui ne l'assassina pas politiquement, c'est le moins que l'on puisse dire), et son aventure ministérielle. Les gaullistes, notamment,

auraient pu convaincre Mitterrand de jouer le jeu, arguant d'une opération qui devait permettre tout à la fois de donner une légitimité au pouvoir en place qui réprimait toute contestation politique (et la communication gouvernementale du moment donnait aux yeux de Mitterrand une garantie. Pourquoi le trahirait-on ? Le pouvoir se tirerait une balle dans le pied s'il dévoilait le pot aux roses en sabotant sa politique de répression contre l'extrême droite), et de redonner de l'oxygène médiatique à un homme qui était convaincu qu'il allait avoir un destin formidable (et, répétons-le, il pouvait rêver car il faisait déjà partie des meubles de l'Etat profond).

Las, Robert Pesquet qui a tiré les fameux coups de feu sur la Peugeot rutilante mais vide de Mitterrand a tout balancé dans RIVAROL. A qui aura profité cette trahison ? A l'extrême droite enfin dans le rôle de la victime d'un complot ? Aux gaullistes ? Aux mendésistes ? Nous n'avons pas de certitude sur les bénéficiaires de cette affaire. Mais ce que nous savons, c'est que la petite raclée que lui aura infligée RIVAROL est un mets rare qu'il fallait savourer. Le début des années 1960 allait être moins gaguesque et Mitterrand allait se relever après une petite période de mou qu'il vécut au fond de son lit. Vraiment, et je pense que nous nous sommes tous posé la question, comment François Mitterrand a-t-il pu renaître comme un Phoenix après cette énorme entreprise de manipulation qui aurait dû l'envoyer fissa en prison ? C'est peu, mais nous tâcherons de ne jamais les oublier, il reste les écrits de Pierre Dominique qui réduisent la petite crotte de Solutré en état de confettis.

LA VERVE DE RENÉ MALLIAVIN ET DE PIERRE DOMINIQUE

Dans le numéro 459 du 29 octobre 1959, trouvons-nous un feu d'artifice rivarolien sous le titre qui annonce bien la couleur du papier : « *Et si on remonte la filière, où aboutit-on ? A une caverne de brigands ou à un asile de fous ?* ».

« *En publiant dès jeudi matin — nous pouvons dire, sans forfanterie, "en première mondiale" — les déclarations retentissantes de M. Robert Pesquet sur l'"attentat-bidon" de l'avenue de l'Observatoire, nous n'avons pas seulement fait éclater la vérité dans l'affaire la plus "hénaurme" de cet après-guerre, pourtant si fertile en scandales. Nous avons aussi porté le fer à la racine du mal qui ronge notre pays. Ce serait bien peu de dire qu'il y a quelque chose de pourri dans la Cinquième République : les poutres maîtresses de l'édifice sont vermoulues. Nous vivons — en attendant d'en crever — dans un climat permanent d'imposture, de mensonge, de basse police, de "coups fourrés", de manœuvres "tordues", de règlements de comptes entre complices se disputant les dépouilles de leur victime : la France. Cette atmosphère empoisonnée remonte à l'époque de ténèbres où le personnage-roi était l'"agent", où l'espion faisait figure de héros d'une nouvelle chevalerie et où le double, triple ou quadruple jeu était considéré comme la manifestation la plus haute des vertus patriotiques. Sous tous les régimes, les hommes installés au pouvoir ou brûlant de s'y installer se sont servis de ces auxiliaires, mais, aussi longtemps que les mœurs politiques restèrent normales, ils ne le faisaient qu'avec des pincettes. Désormais, on se vante d'entretenir les plus cordiales relations avec eux, on les comble d'honneurs, de décorations*

et de prébendes, on les propose en exemple à la jeunesse, cependant qu'on couvre d'opprobre les honnêtes citoyens demeurés fidèles au gouvernement légitime de leur pays. [...] C'est dans ce contexte [...] qu'il convient de situer l'affaire Mitterrand. Si elle revêt une telle importance, ce n'est pas tant par les lumières qu'elle nous apporte sur la psychologie d'un individu méprisable que par sa valeur symbolique et son caractère exemplaire. Il ne s'agit pas d'un phénomène isolé, qui serait déjà des plus graves, étant donné les hautes fonctions que le "sauteur" occupa naguère et le mandat électif qu'il détient aujourd'hui. L'affaire Mitterrand, c'est — en raccourci — tout le système qui régit notre vie publique, c'est un condensé de toute l'histoire de notre Démocratie prépopulaire. »

Pierre Dominique aurait dû rester fidèle à sa théorie de la décadence complète du personnel politique, ainsi aurait-il pu imaginer le retour de l'indigne sur la scène politique et même son élection à la fonction suprême de la Cinquième.

Les propos qui suivent sont révélateurs de l'immense colère qu'a provoquée ce qu'on appelait alors l'affaire MITTERRAND et non l'affaire de l'Observatoire (intitulé qui permettra progressivement de faire oublier la participation du Florentin détestable) et la certitude erronée que ce voyou du système allait disparaître à jamais du monde politique.

« *Malgré les efforts de la poignée d'amis — ou de complices — qui tâcheront de le sauver (les autres s'empresseront de le lâcher), le "beau François" est définitivement lessivé (on nous pardonnera ce terme : il est accordé au langage que l'intéressé affectionne, sans doute parce qu'il croit y voir une preuve de sa virilité). La fréquentation des Médicis n'aura pas réussi à sa petite tête : et pas davantage celle de la fontaine qui porte leur nom. Le biographe de Laurent le Magnifique ne sera pas arrivé à la cheville de Lorenzaccio. Etait-ce de cette Renaissance-là que le Guide voulait nous parler à l'aurore de son nouveau règne ? Jouer les drames florentins dans un décor du Palais-Royal, débiter sur le mode héroïque pour sombrer dans une bouffonnerie de vau-deville, être contraint, quand la suffisance vous sort par tous les pores, de se rabattre sur une version des faits qui vous présente comme un pauvre type mystifié, cocufié, intoxiqué, égaré par une "psychose de l'attentat" sadiquement entretenue par un militant de la "droite la plus bête du monde" ! Apparaître aux yeux de l'esthète Mauriac comme un Castellan jailli d'une toile du Greco et terminer sa carrière d'apprenti-dictateur sous les espèces d'un Sganarelle poursuivi par une meute de journalistes et ne trouvant, pour tenter la plus impossible des justifications, que des arguments dont un gosse de la Commune ne voudrait pas ! Quelle pitié !* »

Les historiens autorisés, les intellectuels conformistes et autres nains cérébraux ont coutume de dire, d'écrire, avec leur suffisance de faquins à l'âme molle, que, de tout temps, une minorité de grincheux se plaignait de ce qu'ils appelaient la décadence. Pour ces historiens d'Etat, l'idée de décadence n'est que le fruit d'une subjectivité d'hommes névrosés au tempérament limite voire carrément paranoïaque. Mais l'étude du temps passé nous montre que rien n'est plus faux et qu'un Mitterrand, par son seul rebond puis par son magistère politique, prouve que la décadence est pareille au processus de putréfaction annihilant un corps sans âme.

François-Xavier ROCHETTE.



L'antigaullisme initial et constant de RIVAROL

L'HEBDOMADAIRE RIVAROL, fondé en 1951, a montré une grande constance dans ses principes politiques fondamentaux. C'est une qualité trop rare dans la presse française : les titres qui ont une vie longue ont changé de multiples fois de ligne politique : quoi de commun par exemple entre *La Croix* à la pointe du combat antidreyfusard dans les années 1890 et *La Croix* chrétienne (ou plutôt panthéiste) de gauche actuelle ? Rien. Les rédacteurs actuels de RIVAROL ne peuvent qu'être fiers de leurs grands ancêtres, et s'inscrivent avec conscience en continuité totale avec eux. Ce fait rare, sans vouloir céder à la facilité de l'autocongratulation, doit être souligné.

Même nos pires ennemis communistes de *L'Humanité*, toujours détestables et potentiellement dangereux — bien au-delà des scores devenus confidentiels du PCF —, n'oseraient plus célébrer le « maréchal Staline », en étalant sur des pages et des pages des hymnes d'adoration idolâtriques. A RIVAROL, nous sommes fiers de nos grands ancêtres, nous inscrivant dans leur continuité directe et explicite. Hier, comme aujourd'hui, la seule contrainte à notre liberté d'écrire nationaliste est la censure, avec laquelle il faut toujours ruser. Les libertés se resserrent en France, dans le temps long : des articles intéressants dans RIVAROL des années 1950-60, sur l'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale — alors encore des souvenirs récents pour la grande masse des Français —, sur les races humaines ou la question sioniste, pourraient difficilement être publiés de nos jours.

Parmi ces grands ancêtres, nous avons relu dans nos archives, avec un plaisir particulier, René Malliavin (1896-1970), signant couramment Michel Dacier, fondateur et directeur de RIVAROL de 1951 à 1970, Antoine Blondin (1922-1991), Pierre-Antoine Cousteau (1906-1958) ou Maurice Bardèche (1907-1998). Le talentueux dessinateur Ben (1908-1966) a réussi à nous faire rire plus d'une fois. Nous en assumons donc totalement l'héritage, sans diabolisations ni repentances lamentables, tellement à la mode... En effet, nos prédécesseurs, désormais presque tous morts, et même depuis des décennies pour les plus anciens, ont eu raison dans leurs grandes orientations fondamentales, et vu le plus souvent juste, dans leurs analyses politiques hebdomadaires.

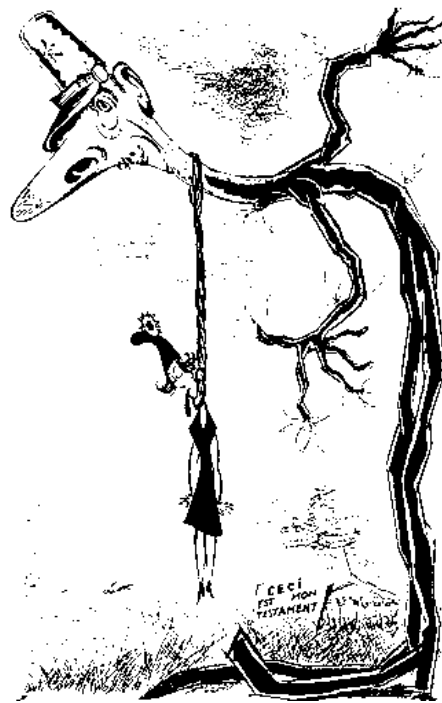
Nous nous intéresserons ici précisément à l'antigaullisme, l'opposition radicale à la personne et à l'action politique du général De Gaulle, de 1951 à 1969. Le millésime 1951 est l'année de fondation de RIVAROL, avec un De Gaulle à la tête du deuxième parti en voix de la

IV^e république — derrière le Parti Communiste —, avec un plus de 20 % des suffrages, le patriotique (en théorie) Rassemblement du Peuple Français, le RPF (1947-1955), et dans l'opposition radicale. 1969 est l'année du départ, par sa démission, du personnage, après 11 ans de pouvoir, suite à l'échec de son dangereux référendum constitutionnel sur la décentralisation.

Notre sujet porte donc sur l'antigaullisme de RIVAROL de 1951 à 1969, et nous ne démonterons pas ici l'ensemble de l'imposture gaulliste de 1940 à nos jours. Il y a du reste beaucoup de matière à traiter, et, sur chaque période de 6 mois, il y aurait matière à un article d'analyse. Nous proposerons une vision générale sur ces 18 ans au total, ce qui ne permettra pas, faute de place, la citation de larges extraits des articles d'époques — et les citations courtes sorties du contexte n'ont guère de sens —.

Ce sinistre individu a eu sur des décennies, de 1940 à 1969, un rôle actif dans la destruction de la France. RIVAROL a toujours dénoncé, à juste titre, la tromperie énorme du gaullisme : De Gaulle a tenu régulièrement de grands discours publics patriotiques et sociaux, qui ne sont pas forcément faux en soi, sortis de leur contexte, mais qui précisément, replacés dans leur contexte historique réel, ont toujours servi à détruire la France, et ce en manipulant des patriotes sincères à cet effet. Le plus désespérant, pour nos grands ancêtres comme pour nous, est que l'imposture gaulliste a largement séduit la droite nationale à de nombreuses reprises, en 1940, en 1944, en 1946 — paradoxalement lors du départ volontaire du général —, en 1958, ou après 1962, avec les grands discours sur la « grandeur et l'indépendance de la France ». Ces discours grandiloquents ont toujours été accompagnés d'une politique exactement contraire, d'abandons, de reculs, d'abaisssements de la France.

Contrairement à ce que prétend encore la secte — ou les multiples microsectes — des patriotes gaullistes du canal historique, notre classe politique française actuelle ou récente, de Chirac à Macron, effectivement lamentable, s'inscrit donc dans la droite ligne de De Gaulle, avec au plus, bien davantage d'inculture et de vulgarité. De Gaulle revenu des enfers n'aurait certes pas en 2017 invité un spectacle de travestis à se produire à l'Élysée, mais il aurait certainement continué à détruire la France. C'est d'ailleurs l'interprétation de Nicolas Sarkozy, grossier personnage, peu cultivé, maladroit, cependant intelligent à sa manière : De Gaulle aurait mené la même politique que lui en 2007-2012. Nous n'en doutons pas, sans le mettre le



moins du monde, au contraire, au crédit de la fausse gloire du prétendu « Homme du 18 juin [1940] ».

LA PREMIÈRE ÉPOQUE DE L'ANTIGAULLISME DE RIVAROL : L'ÉCHEC DU RPF

Le Rassemblement du Peuple Français (RPF), fondé en grande pompe le 14 avril 1947 par De Gaulle, avait pour raison d'être de ramener rapidement au pouvoir, en situation politique dominante, le démissionnaire volontaire de janvier 1946. De Gaulle avait été certain, pendant les premiers mois de 1946, bien à tort, d'être promptement rappelé, et d'imposer alors ses conditions politiques et constitutionnelles. De dépit, un peu plus d'un an plus tard, il a donc lancé le RPF, dans le but fondamental de le ramener aux affaires. Ce parti politique, qui a refusé le nom de « parti » au nom de la mythologie gaulliste, mais c'est bien ce dont il s'agit, a eu pour revendications principales la fondation d'une république à l'exécutif renforcé, soit avant l'heure la constitution de 1958, et par ailleurs la promotion d'une troisième voie entre le capitalisme libéral — défendu du reste par pratiquement personne en France — et le socialisme d'État — alors très à la mode, voulu par le PCF, et, en théorie, par la socialiste SFI —. L'analyse du programme proposé est la même que pour le gaullisme au pouvoir de 1958 : ces réformes iraient certes dans le bon sens, mais ne constitueraient nullement pour autant la *Révolution Nationale* dont aurait le plus grand besoin la France, avec un gouvernement vraiment nationaliste, social, autoritaire, ferme dans la défense de l'Empire français (thème d'actualité en 1951) et véritablement anticommuniste, programme défendu par l'équipe de RIVAROL.

En 1951, les gaullistes ont été les champions en paroles de l'anticommunisme, mais prêts à bien des compromissions et des complicités inavouables dans les faits. De façon générale, De Gaulle, au verbe grandiloquent, au souffle puissant, dernier témoin de l'éloquence politique de 1910, disparue avec lui, a été un menteur cynique complet, multipliant au besoin les promesses trompeuses, et il s'est toujours trouvé de grands naïfs pour les croire. Malgré les avertissements justifiés de RIVAROL, ses paroles mensongères n'ont cessé de tromper les meilleures volontés dans la droite nationale, de 1940 à nos jours.

Communistes et gaullistes se sont servis réciproquement d'épouvantail ; la propagande communiste, et de gauche en général, en incluant en particulier le

parti socialiste SFIO, ont pu jouer un grand rôle dans l'adhésion d'une large partie de la droite nationale au RPF gaulliste : ce mouvement aurait été fasciste, dirigé par un général apprenti-putschiste, à la mode espagnole — rappelant Franco en 1936 — ou latino-américaine — nombreuses dictatures militaires à cette époque qualifiées, à tort techniquement, de « fascistes » —, et préparant une dictature nationaliste — et donc même « fasciste », terme répété *ad nauseam*, plusieurs fois dans chaque phrase... C'est exactement le même phénomène que la lecture de *Libération* aujourd'hui : dans leurs délires, le RN de Marine Le Pen serait une redoutable entreprise d'extrême droite de conviction, habilement camouflée, rigoureusement organisée et préparée pour le jour J de la prise du pouvoir... C'est hélas complètement faux, et, en 1951 comme en 2021, il faut lire régulièrement RIVAROL pour comprendre vraiment la politique française en général et celle de la droite nationale en particulier, en distinguant ce qui en est et ce qui n'en est pas. Et le gaullisme n'en est pas, et n'en a jamais été. Significativement, De Gaulle est le grand modèle politique de Marine Le Pen, avec le socialiste Jean Jaurès...

Après des victoires électorales aux élections locales de 1947 à 1950, avec parfois jusqu'à 40 % des voix, De Gaulle avait espéré obtenir une majorité RPF aux élections législatives de 1951. En fait, si certains observateurs avaient voulu voir dans ces législatives du 17 juin 1951 un succès apparent, 22 % des voix et 117 sièges, il s'est agi en fait d'un échec, le RPF s'avérant très loin de réunir une majorité, et de pouvoir former un gouvernement, ou *a fortiori* d'imposer ses projets de réforme constitutionnelle radicale. A joué contre le RPF la loi électorale dite des apparentements, modifiant le scrutin proportionnel, qui a favorisé, chose prévue, les partis de gouvernement de la IV^e République, principalement les socialistes, les radicaux, les démocrates-chrétiens MRP et quelques modérés, tous « apparentés », et totalisant 52 % des voix, tandis qu'avait été refusée cette possibilité, dans les faits, aux deux oppositions radicales, communistes (26 %) comme gaullistes (22 %). Toutefois, si De Gaulle avait accepté des apparentements avec les modérés, voire le MRP, il aurait pu réunir une large majorité électorale sous sa direction en 1951. Il n'en a donc rien été.

RIVAROL a analysé alors froidement les erreurs politiques gaullistes. Notre journal a bien sûr constamment rappelé à cette occasion sa détestation évidente de De Gaulle, l'homme de la Révolution de 1944, qui avait tenu à mener une Révolution sanglante, avec le soutien des communistes, plutôt que d'essayer de rassembler les Français, ce qu'Américains comme Britanniques auraient parfaitement toléré, sinon souhaité. Partant de cette expérience dramatique, dont beaucoup avaient directement souffert, nos ancêtres en avaient déduit l'incapacité de De Gaulle à gérer efficacement son capital politique. Moyennant un minimum de concessions verbales, d'habileté manœuvrière, De Gaulle aurait pu, même sans les apparentements, rassembler derrière lui, dans une coalition sous sa direction, une majorité des droites à l'assemblée, avec les modérés (centre-droit) et le MRP — démocrates-chrétiens —, adorateurs du « Général », et mener à bien une large partie de son programme : l'Indochine française aurait été sauvée par une politique énergique — quitte à préparer, dans les meilleures conditions, sans livrer le Nord-Vietnam aux communistes, un éventuel départ français sur le long terme —, les réformes institutionnelles ou sociales, certes de manière incomplètes, auraient pu être menées.

Au lieu de ça, l'isolement hautain typique

Les livres d'Hervé Ryssen en vente à RIVAROL

Il nous reste un stock de livres d'Hervé Ryssen à nos bureaux. Vous pouvez nous les commander. Il faut ajouter 6 euros de frais de port par exemplaire.

En voici la liste actualisée :

LES ESPÉRANCES PLANÉTARIENNES : son 1er livre paru en 2005, 26 euros.

LE FANATISME JUIF : 26 euros.

LE RACISME ANTIBLANC : 20 euros.

PSYCHANALYSE DU JUDAÏSME : 26 euros.

LA MAFIA JUIVE : 26 euros.

LE MIROIR DU JUDAÏSME : 26 euros.

LES MILLIARDS D'ISRAËL : 26 euros.

L'ANTISÉMITISME SANS COMPLEXE NI TABOU : son dernier livre paru en 2018, 22 euros.

DEUX OUVRAGES DE VINCENT REYNOUARD EN VENTE À RIVAROL :

* **En passant par Fleury-Mérogis.**

13 euros franco.

* **Pourquoi Hitler était-il antisémite ?** 25 euros franco.

Editions des Tuileries, 19 avenue d'Italie, 75013 Paris.

Chèques à l'ordre des Editions des Tuileries.

de De Gaulle l'a conduit *in fine* à perdre le contrôle de son parti. Il s'est décomposé rapidement par une série de scissions, au printemps, puis à l'été 1952, les différents dissidents se ralliant, dans le désordre, en position de faiblesse, à la majorité centriste de la IV^e République, particulièrement à la personnalité souriante et rassurante du modéré Antoine Pinay, président du conseil du 8 mars 1952 au 8 janvier 1953.

De Gaulle a pesté contre le parlementarisme, puis est parti boudier, dans un exil intérieur rural envisagé comme plus ou moins définitif en 1952-1953. Que n'y est-il resté par la suite ! Le destin de la France aurait été certainement meilleur. Même sans lui, de 1940 à 1946, durant sa période de fausse gloire, il en aurait été de même, et une "Libération" de réconciliation avec le général Giraud, certes ni un génie politique ni un génie militaire, aurait été quand même beaucoup moins néfaste à notre pays que l'hystérie sanguinaire gaullio-communiste.

LA DEUXIÈME ÉPOQUE : L'APPEL À DE GAULLE EN 1958 ET SA CONSTITUTION

Le gaullisme a pu sembler éteint, et De Gaulle un retraité, avec la mise en sommeil du RPF au printemps 1953. Hélas, la dégradation de la situation politique en Algérie, et par voie de conséquence en métropole, a conduit à la fin du printemps 1958 au retour inattendu du colonel De Gaulle au premier plan de la vie politique française.

De Gaulle a retenu la leçon de ses naïvetés intransigeantes de 1946 ou du temps du RPF. Il a accepté de passer par certaines conditions fixées par la classe politique pour accéder au pouvoir, des détails de forme lui permettant d'imposer ses volontés. De Gaulle a très probablement mené des intrigues secrètes, réactivant des réseaux remontant à l'époque de la Résistance. Tout cet aspect occulte du coup d'Etat gaulliste de 1958, coup d'Etat non sanglant, mais coup d'Etat quand même, réalisé grâce au chantage à la guerre civile ou à la dictature militaire, est resté obscur. Cette junte évoquée aurait-elle été montée avec ou sans lui ? Il n'a vraiment pas été clair sur ce point lors des semaines décisives de mai 1958, aboutissant à son investiture formelle dans les règles comme président du conseil de la IV^e République le 1^{er} juin 1958. Comment des patriotes insurgés du 13 mai 1958 à Alger en sont-ils venus à exiger le retour au pouvoir de De Gaulle ? Un peuple désespéré a besoin d'un sauveur, et il a fait appel à celui qui faisait profession de l'être... C'était pour le moins une mauvaise idée, ce que RIVAROL avait parfaitement compris immédiatement.

De Gaulle, investi par une nette majorité de députés paniqués, de la SFIO à la droite indépendante, à la seule exclusion des communistes et de personnalités isolées de gauche comme Pierre Mendès-France, a donc gouverné légalement la France, et préparé, *via* une interprétation du reste plus que douteuse de la constitution de la IV^e République, mais on ne s'est pas arrêté à ce détail, la constitution de la Vème conforme à ses vœux, pratiquement tous. Seule a manqué en 1958 l'élection directe du président de la République au suffrage universel ; ce sera fait avec la réforme constitutionnelle de 1962.

De Gaulle a promis explicitement en juin 1958 de sauver l'Algérie française. Nous développerons cet aspect essentiel *infra*. RIVAROL a compris dès le départ que De Gaulle, au-delà du grand flou patriotique, avait prévu l'abandon pur et simple de l'Algérie, et vraisemblablement dans les mains du FLN, guérilla séparatiste socialiste et islamisante antifrançaise... En effet, quand il a voulu être précis, par exemple sur sa constitution, De Gaulle l'a été. Le flou patriotique a toujours été signe chez lui des trahisons à venir.

RIVAROL, dès l'été 1958, et même

avant comme en témoigne l'article de Cousteau du 6 mars 1958 que nous avons republié en page 20 de ce numéro, a donc refusé toute forme de confiance à De Gaulle. Il en est resté un appel à ne pas voter pour la constitution de 1958, lors du référendum du 28 septembre, ni pour les candidats députés gaullistes aux législatives. Patiemment, les rédacteurs ont tenté de convaincre une droite nationale à ce moment-là massivement séduite. La constitution a présenté quelques progrès, dans le sens de la stabilité gouvernementale et de l'autorité de l'Etat. Mais, et c'est tout le problème, il n'aurait vraiment pas été opportun de voter en faveur d'un renforcement de l'autorité de De Gaulle. De plus, la Constitution se voulait explicitement laïque. Le journal a conseillé l'abstention ou le vote blanc. L'abstention est un choix qui compte dans une démocratie plébiscitaire, car elle affaiblit la légitimité du vote. Plusieurs rédacteurs comme Cousteau ont, eux, voté *non*. D'autres ont rechigné à le faire, la principale force appelant au *non* étant alors le puissant Parti communiste. Mis aucun n'a voté *oui*. De même pour les législatives de novembre 1958, au scrutin uninominal à deux tours par circonscription, a été recommandée l'abstention, ou le vote pour les rares candidats nationaux non-gaullistes.

Enfin, a toujours été recommandée l'opposition à tous les référendums de De Gaulle, ceux portant sur sa politique algérienne (8 janvier 1961, 8 avril 1962), sanctionnant l'abandon de l'Algérie française, comme les autres (celui du 28 septembre 1958 sur la nouvelle Constitution, celui du 28 octobre 1962 sur l'élection du président de la République au suffrage universel, celui du 27 avril 1969 sur la régionalisation et la réforme du Sénat).

LA DEUXIÈME ÉPOQUE : LA TRAHISSE DE L'ABANDON DE L'ALGÉRIE (1958-1962)

L'Algérie, le maintien de l'Algérie française, précisément, a été le prétexte saisi par De Gaulle pour prendre le pouvoir. Dès l'été 1958, il a tout fait pour arriver à un résultat contraire à ses promesses, soit une Algérie "algérienne" indépendante. Le sujet de la conversion ou non de De Gaulle à la sécession algérienne reste controversé. D'aucuns soutiennent qu'il aurait été vaguement en 1958 pour l'Algérie française, par instinct patriotique hérité du début du vingtième siècle, jusqu'en 1959 peut-être, avant de se convertir à l'Algérie indépendante. Lui-même a soutenu après coup qu'il avait toujours été convaincu, dès 1958, par la thèse de l'Algérie indépendante ; comme ce n'est vraiment pas à sa gloire, un retour au pouvoir via une tromperie délibérée, sur un sujet essentiel, il y a tout lieu de le croire, surtout si l'on se souvient du discours de Brazzaville. De nombreux éléments vont en ce sens, à commencer par son silence sur le sujet algérien de l'automne 1954 au printemps 1958, alors que tous les journaux — sauf les communistes —, auraient certainement publié une tribune patriotique de De Gaulle soutenant l'Algérie française et les efforts de l'armée contre la guérilla séparatiste.

UNE IMPLACABLE LUCIDITÉ SUR LE BRADAGE TOTAL DE L'ALGÉRIE FRANÇAISE

RIVAROL n'a cessé de dénoncer, très tôt, dès l'été 1958 (et même dès mars 1958 avec l'article de Cousteau), l'abandon à venir de l'Algérie par les gaullistes, et son abandon dans les pires conditions. Toute l'Algérie, y compris le Sahara, désert, et désert humain aussi, riche en pétrole et en gaz, et les villes côtières, à population européenne, en particulier Alger et Oran. A défaut peut-être de conserver dans le temps long toute l'Algérie, il aurait été au moins possible de réaliser une

partition du pays, en conservant la majorité de la population française sur ses terres algériennes et nos intérêts économiques majeurs — le pétrole principalement —.

De Gaulle a veillé à empêcher notre armée d'achever militairement les dernières bandes du FLN, chose à portée de main en 1958-1960. Il a explicitement interdit à nos généraux de le faire, afin de faciliter une « *solution politique* ». Cette solution, si l'on ose dire, a été l'abandon complet de l'Algérie au FLN, sans aucune garantie réelle pour les Pieds-Noirs ou nos intérêts économiques et stratégiques. Les quelques concessions formelles du FLN n'ont été absolument pas respectées sur le terrain comme on le sait. Des milliers de Français ont été enlevés et massacrés par le FLN au printemps et à l'été 1962, ainsi que des dizaines de milliers de Harkis, après les sinistres et hypocrites Accords d'Evian (19 mars 1962), ce qui a provoqué un exil massif, une épuration ethnique totale d'un million d'Européens dont les bonnes consciences de gauche ne s'offusquent curieusement jamais.

Pendant cette période algérienne, RIVAROL a été saisi des dizaines de fois, particulièrement en Algérie, mais aussi en métropole. Pourtant, il a été plutôt moins virulent que la presse communiste ou d'extrême gauche, dénonçant en De Gaulle un dictateur "fasciste" — "fasciste" est absurde, nous n'y reviendrons pas —, et appelant explicitement les soldats français à la désertion ou à la mutinerie ; les sanctions contre ces excès antipatriotiques communistes ont été des plus rares et symboliques.

En revanche, dans le combat contre la droite nationale, tout a été employé. Tout déjà était permis. RIVAROL de cette époque a été obligé de ruser en proposant sur plusieurs pages des caricatures ou de courts articles de la presse étrangère, principalement anglo-américaine, mais aussi belge, italienne, allemande, avec des traductions scrupuleusement exactes. Ces caricatures étrangères, féroces et justes, de De Gaulle, n'ont pas été interdites en France, sous peine de ridicule international évident.

Au-delà des intéressants articles de fond, il est particulièrement émouvant de retrouver dans RIVAROL les brefs appels à des actions caritatives en faveur des prisonniers politiques de l'Algérie française, des collectes pour les orphelins de victimes du FLN ou des criminels gaullistes, ou, tout simplement, la mise en contact de familles en métropole avec des Français d'Algérie désireux d'envoyer leurs enfants en vacances loin de la guerre.

LA TROISIÈME ÉPOQUE : UN FAUX GRAND HOMME PEU INSPIRÉ (1963-1969)

RIVAROL, après l'abandon final et total de l'Algérie française au printemps et à l'été 1962, a bien sûr continué à s'opposer à De Gaulle. Notre journal a constamment soutenu les prisonniers politiques de l'Algérie française, maintenus nombreux en prison jusqu'en 1968, au contraire de ceux du FLN libérés immédiatement et en masse au printemps 1962. De Gaulle a eu une conduite rigoureusement antifrançaise. Et ce traître a été en outre des plus rancuniers. C'est une caractéristique essentielle des âmes basses.

RIVAROL a souhaité la disparition, le plus tôt possible, de De Gaulle et du gaullisme. Ont donc été soutenus les candidats nationaux et anti-gaullistes à la présidentielle et aux législatives. En particulier en décembre 1965, RIVAROL a fait la promotion du candidat de la droite nationale à la présidentielle Jean-Louis Tixier-Vignancour (qui réunit un peu plus de 5 % des suffrages), avocat de Céline et des généraux de l'OAS.

RIVAROL a constamment dénoncé à juste titre après 1962 la passivité totale du gaullisme quant à l'immigration allochtone commençant à se dévelop-

per en France. Une des justifications de l'abandon de l'Algérie, et des ex-colonies d'Afrique, a été la volonté de séparer les populations, et de laisser chaque peuple maître chez lui. D'aucuns, dans notre famille de pensée, avaient d'ailleurs fini par suivre cette idée : l'Algérie aux Arabes, et la France aux Français. Le problème majeur est, outre le fait que la partition était très faisable en Algérie, que les Arabes ont eu la France aussi.

L'échec, prévisible, du gouvernement FLN en Algérie, son échec économique en particulier, ont contribué à alimenter, immédiatement, des flux constants, par centaines de milliers, de Nord-Africains, hostiles à la France, vers notre pays. RIVAROL s'est inquiété, dès 1965, de la présence de plus de deux millions d'allochtones extra-européens sur notre sol ; ils risquaient de continuer à arriver en masse, de s'y multiplier sur place, et de détruire à terme notre Nation plus que millénaire. Force est de constater, hélas, que nos grands ancêtres ont eu parfaitement raison. De Gaulle, totalement passif, a été d'autant plus coupable qu'il était parfaitement lucide sur ce problème en privé, suivant le témoignage bien connu, dont il n'y a pas lieu *a priori* de douter sur ce point, de son hagiographe Alain Peyrefitte, intime authentique.

RIVAROL a tenu la ligne de crête ferme et lucide, de la double opposition, aux communistes libertaires de 1968 et au pouvoir gaulliste. Certains lecteurs ont été fortement tentés de voter "tricolore", soit pour les candidats députés gaullistes aux législatives anticipées de juin 1968. A eu lieu à cette occasion un raz-de-marée électoral gaulliste, un an après les législatives, elles très disputées, de 1967. Il n'y avait là rien de réjouissant. Or, heureuse surprise, De Gaulle, à la position politique en apparence plus solide que jamais, a commis le faux pas décisif au printemps suivant.

Ainsi, au printemps 1969, RIVAROL a défendu le "non" (victorieux au final avec plus de 52 %) au dernier référendum du général De Gaulle, portant sur la régionalisation et la réforme du sénat. Si la dissolution dans les faits du sénat, fusionné avec le Conseil Economique et Social, a pu se soutenir, était en revanche dangereuse l'idée de la décentralisation, anticipant assez exactement celle opérée par les socialistes en 1982. Peut-être souhaitable en 1850, et encore, une telle décentralisation, dans le contexte des années 1960 et par la suite, comportait le danger de miner sur le long terme l'autorité et l'unité de l'Etat, voire de la Nation. C'est exactement ce qui s'est produit depuis.

Aussi faut-il saluer la constance, le courage, la lucidité, dans le combat antigauilliste, de nos grands ancêtres de RIVAROL de 1951 à 1969. Il s'est poursuivi sans faiblesse depuis. S'il n'existe plus depuis l'autodissolution du RPR dans l'UMP en 2002 de grand parti gaulliste au sens strict — faut-il mentionner les groupuscules concurrents de Messieurs Asselineau, Dupont-Aignan, Philippot ? —, à peu près tous les partis du Système, du PS au RN, en passant par LREM et l'UMP, se réclament de ce grand imposteur et fossoyeur de la France. L'antigaullisme est devenu un des critères essentiels pour distinguer les opposants réels au Système, à l'extrême gauche comme à l'extrême droite.

Scipion de SALM.

Chard sur la toile

Allez donc vous délecter des caricatures de Chard auxquelles un de ses admirateurs, fervent lecteur de RIVAROL, a consacré un site, très fréquenté :

<<http://dessinsdechard.free.fr>>

Retour sur les années 1951 et 1981

SPÉCIAL SOIXANTE-DIX ANS

par
Hannibal



Soixante-dix ans font un bon laps de temps. Cela suffit pour jeter un regard derrière soi. C'est l'âge de RIVAROL et le mien. Voilà qui vaut qu'on s'intéresse à l'année 1951. Elle est vraiment particulière. Elle a en effet soldé

la Seconde Guerre mondiale et clos l'ère que celle-ci terminait, celle de la longue prééminence de l'Europe. Sans qu'aucun traité de paix n'ait jamais été signé, la France et le Royaume-Uni mettaient fin à l'état de guerre avec l'Allemagne le 9 juillet. Si les Etats-Unis ne suivaient le mouvement que le 24 octobre, ils organisaient dès le 8 septembre la signature du traité de San Francisco par lequel 48 pays dits "occidentaux" concluaient la paix avec le Japon, confirmant l'annexion des îles Kouriles par l'Union soviétique et levant l'occupation de l'Empire du soleil levant par les G.I. Entretemps, le roi de Belgique Léopold III, poursuivi par toute la gauche progressiste pour sa politique en 1940, abdiquait, laissant la place à son fils Baudouin. Ouvrant une nouvelle ère, le tribunal constitutionnel de la république fédérale était créé à Karlsruhe.

En France, le président de la République Vincent Auriol avait promulgué une loi d'amnistie votée le 5 janvier dont profita Louis-Ferdinand Céline le 20 avril, jour anniversaire de la naissance du défunt chancelier Hitler. Enfin, il n'est pas nécessaire de rappeler que Philippe Pétain, maréchal de France et chef de l'Etat français, mourait à côté de sa prison d'Yeu, entouré, comme c'est le cas des plus grands, de l'affection admirative des humbles qui demeuraient seuls autour de lui, en l'espèce ses geôliers et soignants. Il avait été durant toute la guerre le garant de la légalité et le bouclier des Français contre les attaques venues de toutes parts, et, dès la fin des hostilités, le bouc émissaire d'une classe politique avide de faire oublier ses fautes et ses crimes. Condamné au terme d'un procès ignoble, il demeure le symbole de la France souffrante et divisée par la guerre, toujours en butte à la haine.

L'avenir s'annonçait européen. Européen démocrate, pas encore bruxellois, mais international, transnational, avec des pulsions et un sentimentalisme supranationaux, ou post-nationaux. La mode cucul-la-praline des jumelages entre villes d'Europe était lancée. Le premier couple relia Tournai à Troyes, la Flandre francophone à la capitale de l'andouillette. Plus grave, s'ouvrait à Paris la conférence sur la Communauté européenne de défense (CED), avant que ne soit signé le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) instituée entre l'Allemagne, la Belgique, la



(Dessin de Chard)

France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas. Que cette usine à gaz européenne fût placée sous la domination des Etats-Unis, nul n'en pouvait douter. L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) étendait partout son emprise sur "l'Occident", créant en particulier, cela fut signé le 27 février, une base aérienne américaine à Déols près de Châteauroux. Depuis le plan Marshall, les dirigeants français avaient pris l'habitude d'aller boucler leurs fins de mois à Washington, et depuis le début de la guerre de Corée, où la France avait envoyé un bataillon, les Etats-Unis, après avoir d'abord soutenu le Vietminh, et incapables de prendre eux-mêmes en main les affaires indochinoises, donnaient leur vieux matériel au corps expéditionnaire de l'Union française en échange d'une reconnaissance de dette.

Ils s'installaient dans la guerre froide que Staline leur avait imposée, en réponse aux offres de condominium amical de Roosevelt, guerre froide qui permettait aux deux belligérants d'exercer un pouvoir absolu chacun sur son camp. Cette guerre froide fut solennellement manifestée par la condamnation à mort des époux Rosenberg (deux communistes de New York), coupables d'avoir fait passer à l'Union soviétique des documents concernant la défense nationale. Longtemps le communisme international et ses relais dans les médias et la politique, tout le progressisme de gauche, réputèrent innocents ces époux Rosenberg, mais l'histoire établit sans ambiguïté aujourd'hui leur culpabilité : il ne suffit pas de porter un patronyme juif pour se trouver victime d'une erreur judiciaire.

Les Etats-Unis avaient sapé notre effort de guerre en Indochine (de même qu'ils allaient le faire en Algérie et à Suez) tant qu'ils craignaient que la France ne demeurât une puissance, mais ils nous employaient désormais en Asie dans la fonction de supplétifs, comme ils le faisaient des Chinois du Kuomintang réfugiés en Birmanie, qui lancèrent de mai à juillet leurs dernières (et vaines) contre-offensives contre l'armée populaire. En même temps ils laissaient envahir par les Rouges le 26 octobre Lassa au Tibet : cela soulageait leur front coréen. Ils se trouvaient confrontés à leur erreur d'appréciation stratégique sur Mao Tse Toung, et, pour avoir voulu remplacer trop vite les empires européens, ils allaient se faire évincer d'Asie continentale. Ils en eurent un vague pressentiment. L'ONU, qui était alors leur chose, vota l'embargo sur les produits stratégiques à destination de la Chine. Pour l'instant, c'était la France qui sombrait, non sans majesté. De janvier à juin, Jean de Lattre battait le Vietminh à Vinh

Yen, Mao Khé, puis, moins nettement, sur le fleuve Day, mais y perdait son fils et rentrait en France où il allait mourir lors de l'opération d'un cancer, laissant sa place à Raoul Salan. Celui-ci devait sauver les meubles non sans brio tactique à Nghia Lo puis Hoa Binh, et deux ans plus tard à Na San, mais sans pouvoir sortir d'un enlèvement qui finirait à Diên Biên Phu.

Cet effacement progressif de notre pays débordait des champs de bataille et des politiques budgétaires pour affecter ce qui était depuis deux siècles notre chasse gardée, la culture et les mondanités internationales para-diplomatiques. Certes le vieux syndicaliste Léon Jouhaux, secrétaire général de la CGT pendant trente-huit ans (il avait notamment organisé des manifestations pro-vietminh en 1946) décrocha encore le prix Nobel de la Paix, mais ce fut le seul cocorico de la République française cette année-là. Du côté du cinéma, l'application des accords Blum-Byrnes s'avérait comme prévu catastrophique. Sans doute *Casque d'Or*, de Jacques Becker, permit-il de mettre en valeur la plastique de Simone Signoret, fille de l'Israélite d'origine polonaise André Kaminker, qui n'avait pas suivi son père à Londres et avait commencé dans Paris occupé une belle carrière de jeune première, mais le public fit fête surtout à *L'inconnu du Nord Express*, *Un tramway nommé désir*, *Alice au pays des merveilles* ou *Rashomon*, primé à Venise, tandis que, signe des temps, le festival de Berlin, avec ses ours d'or, était lancé. Même le cyclisme échappait aux Gaulois : ce fut une année suisse, Koblet remportait le tour de France et Kubler le championnat du monde sur route. Le carnet des naissances et des décès donne une idée de la disparition de la France par une sorte de mini-grand remplacement : d'une part Juvet, Alain, Jules Berry, Frehel, Gide ; de l'autre Jean-Jacques Goldman et Gérard Jugnot.

Cependant la réduction française, déjà sensible, n'était pas achevée. Les naissances connaissaient un dernier sursaut, l'exode des paysans n'avait pas encore tué le monde rural : si, depuis vingt ans, la majorité des Français vivaient à la ville, il en restait un tiers à la terre. Si la révolution intégrale avait déjà posé ses actes principaux, 1789, 1905, 1917, 1940, et produit ses principaux poisons (égalitarisme, "démocratie", existentialisme duquel découleraient toutes les folies fondées sur le « on ne naît pas X, on le devient », dont en premier le féminisme, bref, tous les refus insanes de la nature), ses effets n'étaient pas tous aboutis, le corps de la France n'était pas encore démembré, sa disparition demeurerait en puissance. 45 000 prêtres faisaient encore vivre l'Eglise de France dans 36 000 paroisses, l'école fonctionnait vaillamment et l'armée donnait encore l'illusion grandiose de pouvoir empêcher une décolonisation honteuse. Sans doute la France vivait-elle dans la peur de l'URSS et dans l'esclavage des Etats-Unis, mais, ses manières et ses pensées restaient françaises. Il allait falloir 1962, avec le Concile et la perte de l'Algérie, 1968, la loi Pleven (1972), les textes de Giscard avec l'avortement (1975) et le regroupement familial (1976), ceux de Mitterrand avec notamment l'abolition de la peine de mort (1981) et la loi Gayssot (1990), pour ouvrir définitivement les vannes aux monstruosité en cascades qui constituent aujourd'hui

la mentalité dominante et notre vie quotidienne.

Il allait aussi falloir un bouleversement de notre regard sur l'histoire. Le roman national avait été écrit en grande part par les professeurs républicains, juifs et protestants, au tournant de l'autre siècle, mais, tel quel, il tendait à magnifier le pays des Lumières, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, et gardait quelque chose de positif qui animait une bonne part du peuple et des élites. La France était née en 1789, et, aux yeux d'un quart des électeurs, à nouveau en 1917, mais elle était belle. Bien sûr, pour les gens au pouvoir, elle était née aussi en 1940, et la mythologie résistante garantissait leur pouvoir, mais on y croyait moins fort qu'aujourd'hui, le monde n'avait pas encore été créé dans les chaudrons des années les plus noires.

Ce fut le travail d'une autre année de faire advenir cette grande inversion de notre histoire, cette grande négation de notre être, elle advint trente ans tout juste après, en 1981 avec l'élection de Mitterrand. Ce dix mai-là (on prononçait alors à Paris le « disse mai »), la République passa « de l'ombre à la lumière », selon les mots de Jack Lang, aujourd'hui vieillard non repent, diable cacochyme, alors impudent organisateur des vanités mitterrandiennes et satrape inversé. Cette prétention toute luciférienne montre l'inversion à l'œuvre et la fierté qu'en tirent ses ouvriers : ce qui était mal devient bien et inversement. L'élection de François Mitterrand, qui n'était d'un certain point de vue qu'un nouvel épisode du feuilleton démocratique, fut le signal, comme celle de Biden aujourd'hui, du grand *coming out* de la folie destructrice de l'arc-en-ciel.

On demeure étonné, aujourd'hui que la seule actualité permise porte sur le temps qu'il fait et la nature des masques que l'on doit porter, de tout ce qui s'est passé en 1981. Le général Jaruzelski est devenu Premier ministre en Pologne et y a décrété l'état d'urgence, la veuve de Mao-Tse-Toung a été condamnée à mort dans le procès de la bande des quatre (elle devait finir dix ans plus tard suicidée en résidence surveillée), la Grèce est entrée dans l'Union européenne, qui ne s'appelait pas ainsi, un Turc a, semble-t-il, tenté d'assassiner Jean-Paul II, le prince Charles a épousé Lady Di, la première navette américaine, Columbia, a fait son premier vol, le président Reagan a été intronisé, Jean Nohain, René Clair, Jacques Lacan, Georges Brassens et Abel Gance sont morts, *Dallas* a été diffusé pour la première fois en France et la Mauritanie a aboli l'esclavage, le 9 novembre — tiens, elle ne l'avait pas fait avant ? Tiens, il y avait des esclaves ?

Aujourd'hui, ce vieux monde fait sous lui. Jack Lang à *OK Corral* admet avoir fait des "conneries", la gauche bien-pensante s'essuie les pieds sur la figure de Duhamel déchu comme jadis les élégantes de Bagdad sur le paillason de mosaïque figurant George Bush qui était situé à l'entrée de l'hôtel Al Rachid. Toutes ces canailles, encore dégoulinantes de contentement de soi, vont bientôt rejoindre leur tombe, déjà pourries à moitié. Mais la haine mortelle d'elle-même qu'elles ont inoculée à la France continue à faire son œuvre. Le processus de désintégration qui était encore loin d'aboutir voilà septante ans, avance inexorablement, dans une atmosphère de film burlesque, le bruit, la fureur, l'absurde aussi qu'accroissent les variations sur le covid, comme une gigantesque rubrique-à-brac dont François Hollande serait la coccinelle, niaise, satisfaite et sentencieuse à souhait.

